

MC/2313

Original : anglais
19 avril 2011

CENTIEME SESSION

RAPPORT FINANCIER
DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010

TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION	2
OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES	3
DONNEES FINANCIERES	6
ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL	10
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE.....	15
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE	16
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	17
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	18
ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (PROGRAMMES D'OPERATIONS)	19
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF – en francs suisses).....	20
NOTES AUX ETATS FINANCIERS	21
 APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif)	36
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif)	39
Appendice 3 Etat de la performance financière par service/région	41
Appendice 4 Sources et application des revenus discrétionnaires	43
I. Général	43
II. Mécanisme de sécurité du personnel	44
III. Fonds 1035	45
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu	46
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés	49
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations)	51
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations).....	52
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire du Guatemala	81

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le 16 mars 2011

RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM vise à garantir la transparence et l'accessibilité des informations financières de l'Organisation. Il est considéré comme un outil de gestion à part entière du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers, les notes correspondantes et les informations connexes ont été établis conformément au Règlement financier et aux dispositions pertinentes d'autres résolutions régissant l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été versées, lorsque celles-ci étaient expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier de l'Organisation ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. Eu égard aux limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2010. Ils ont été vérifiés par le Contrôleur et vérificateur général de l'Inde, nommé par le Conseil, dont l'opinion est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing
Directeur général

Bruce Reed
Directeur de la gestion des ressources

Yvonne Mortlock
Chef de la comptabilité

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

CONTROLEUR ET VERIFICATEUR GENERAL DE L'INDE

VINOD RAI

269/IR-4/2011
Le 1^{er} avril 2011

Monsieur le Directeur général,

**RAPPORT DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES
A LA 108^e SESSION DU COMITE EXECUTIF
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS
POUR L'EXERCICE 2010**

Veillez trouver ci-joint le rapport précité pour transmission au Comité exécutif réuni pour sa 108^e session. Toutes les constatations découlant de la vérification des comptes mentionnées dans ce rapport ont été communiquées au personnel compétent et à l'Administration de l'Organisation.

Permettez-moi d'exprimer ma satisfaction face à la coopération et à l'aide qui m'ont été offertes.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, mes salutations les meilleures.

(Vinod Rai)

Monsieur William Lacy Swing
Directeur général
Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
CH – 1211
Genève 19
Suisse

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**RAPPORT DU VERIFICATEUR INDEPENDANT****Au COMITE EXECUTIF DE
L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS****Rapport sur les états financiers**

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, de l'état de la performance financière pour l'exercice 2010, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, et des notes aux états financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010, ainsi que d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

Comme indiqué dans les notes aux états financiers, ceux-ci sont établis conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice, mais en l'absence d'un cadre d'information financière. La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation fidèle d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ; ainsi que la formulation d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du vérificateur des comptes

Notre tâche consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, qui nous imposent de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification des comptes consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants sur les montants et les informations figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur des comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le vérificateur des comptes prend en considération le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation fidèle des états financiers, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité dudit contrôle interne. Une vérification des comptes comporte également une appréciation du caractère approprié des méthodes comptables adoptées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même qu'une évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)**Opinion**

A notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation internationale pour les migrations au 31 décembre 2010, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période allant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires.

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'Organisation internationale pour les migrations qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'OIM.

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons aussi établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'Organisation internationale pour les migrations.

Vinod Rai
Contrôleur et vérificateur général des comptes de l'Inde
Vérificateur externe des comptes

New Delhi, Inde
1^{er} avril 2011

DONNEES FINANCIERES

APERÇU GENERAL

1. En 2010, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations a de nouveau dépassé le milliard de dollars E.-U., soit une augmentation globale de 332,1 millions de dollars E.-U. (ou 32,3 %) par rapport au niveau de 2009, qui se situait à 1,027 milliard de dollars E.-U..

Dépenses (compte non tenu des variations de change)	2010 en millions de dollars E.-U.	2009 en millions de dollars E.-U.
Programme administratif	37,3	36,0
Programmes d'opérations	1 322,1	991,3
Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)	1 359,4	1 027,3

2. Les augmentations les plus notables enregistrées au titre des programmes d'opérations étaient imputables : aux projets de développement communautaire et économique au Pérou (158 millions de dollars E.-U.) et en Argentine (11 millions de dollars E.-U.); aux mesures prises pour faire face aux catastrophes naturelles en Haïti (60 millions de dollars E.-U.), au Pakistan (14 millions de dollars E.-U.) et au Chili (3 millions de dollars E.-U.) ; à l'aide aux ex-combattants en Colombie (24 millions de dollars E.-U.) et dans la République démocratique du Congo (3 millions de dollars E.-U.) ; au soutien en matière électorale au Soudan (16 millions de dollars E.-U.), aux initiatives de stabilisation communautaire en Colombie (20 millions de dollars E.-U.), en Afghanistan (19 millions de dollars E.-U.) et au Yémen (4 millions de dollars E.-U.) ; et à un projet d'intégration au Japon (9 millions de dollars E.-U.). Ces augmentations ont été contrebalancées par le ralentissement des activités de développement communautaire et économique au Guatemala (13 millions de dollars E.-U.).

3. Cinq nouveaux Etats Membres ont rejoint l'OIM en 2010, faisant passer le nombre total de Membres à 132 (contre 127 en 2009). Le nombre de projets opérationnels actifs est resté constant entre 2009 et 2010, se situant à plus de 2 300. Quelque 7 000 membres du personnel ont été déployés, principalement dans les 460 structures extérieures du monde entier (440 en 2009).

4. L'OIM a reçu du Contrôleur et vérificateur général de l'Inde une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et des autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010.

PROGRAMME ADMINISTRATIF

5. Le programme administratif ne constitue toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant cette année à seulement 2,7 % des dépenses combinées.

6. Au 31 décembre 2010, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 6 279 983 francs suisses (contre 7 297 165 francs suisses en 2009). Sur ce montant restant dû, il faut signaler les plans de remboursement souscrits par onze Etats Membres et totalisant 1 494 729 francs suisses. Un nombre restreint d'Etats Membres sont redevables de la majeure partie du solde en souffrance (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2010 à l'appendice 2).

7. Le montant des contributions assignées restant dues étant inférieur à l'année précédente, la provision pour créances douteuses a baissé en 2010 de 562 382 francs suisses (alors qu'elle avait augmenté de 117 925 francs suisses en 2009). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement est passé à 5 160 236 francs suisses au 31 décembre 2010 (contre 5 722 618 francs suisses en 2009).

8. L'allocation approuvée au titre du programme administratif pour 2010 s'est élevée à 39 388 000 francs suisses (contre 38 806 000 francs suisses en 2009). Les dépenses afférentes aux programmes engagés durant l'exercice se sont élevées à 39 486 295 francs suisses, entraînant un dépassement de 98 295 francs suisses. Ce dépassement a été compensé par la diminution précitée de la provision pour créances douteuses de 562 382 francs suisses. Après absorption du dépassement de 88 939 francs suisses reporté de 2009, le programme administratif a affiché un excédent de 375 148 francs suisses, qui sera reporté pour être utilisé conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget).

DONNEES FINANCIERES (suite)

PROGRAMMES D'OPERATIONS

9. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2010 (MC/2296) prévoyait des dépenses d'environ 1,2 milliard de dollars E.-U. sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 1,3 milliard de dollars E.-U., soit 132 millions de dollars E.-U. de plus que les prévisions budgétaires actualisées. Voir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels.

10. Le total des dépenses s'est accru de 330,8 millions de dollars E.-U., passant de 991,3 millions de dollars E.-U. en 2009 à 1 322 millions de dollars E.-U. en 2010, soit une augmentation globale de 33,4 %. Comme indiqué dans les tableaux ci-après, des augmentations ont été enregistrées dans l'ensemble des secteurs de services, à l'exception des programmes de réparation. Les augmentations les plus importantes ont concerné les programmes de migration et développement, ainsi que la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (principalement en Amérique latine).

11. Les structures hors Siège ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été la Colombie, le Pérou, Haïti, l'Afghanistan et l'Iraq, où les dépenses étaient toutes supérieures à 49 millions de dollars E.-U.. Les dépenses totales par bureau extérieur sont indiquées à l'appendice 5.

12. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	millions de dollars E.-U.		
	2010	2009	Augmentation/ (diminution)
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	676,5	527,8	148,7
Migration et santé*	64,1	56,1	8,0
Migration et développement	257,5	103,0	154,5
Migration régulée	265,6	239,8	25,8
Migration assistée	49,1	40,2	8,9
Politiques migratoires et recherche	3,9	3,6	0,3
Programmes de réparation	1,4	5,6	(4,2)
Appui aux programmes/services de caractère général	4,0	15,2	(11,2)
Total	1 322,1	991,3	330,8

* Les questions d'ordre sanitaire transcendent tous les domaines d'opérations de l'OIM. Les chiffres susmentionnés ne reflètent que les activités spécifiques relevant du domaine Migration et santé, et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

13. Le total des dépenses par région est résumé dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par région	millions de dollars E.-U.		
	2010	2009	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	275,2	245,3	29,9
Afrique	197,9	171,0	26,9
Europe	168,1	178,8	(10,7)
Amérique latine	531,4	266,0	265,4
Moyen-Orient	74,4	60,5	13,9
Amérique du Nord	27,7	34,0	(6,3)
Appui et services à l'échelle mondiale	47,4	35,6	11,8
Total	1 322,1	991,3	330,8

14. Les principales fluctuations par région et par service, telles qu'elles apparaissent dans les tableaux ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- L'accroissement des activités de gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise (148,7 millions de dollars E.-U.) s'explique principalement par l'aide apportée aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et aux ex-combattants, ainsi que par des mesures de stabilisation communautaire dans la plupart des régions, notamment en Amérique latine et en Asie - en raison d'interventions par suite de catastrophes naturelles

DONNEES FINANCIERES (suite)

(spécialement en Haïti et au Pakistan) – et en Afrique. Les activités de soutien en matière électorale ont également augmenté, en raison de l'enregistrement des électeurs hors du pays et de l'organisation du référendum pour le compte du Soudan.

- La progression enregistrée dans le secteur migration et santé (8 millions de dollars E.-U.) est principalement due aux programmes d'évaluation sanitaire, entrepris à l'échelle mondiale, à l'intention des migrants à destination de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Les projets concernant le paludisme et le VIH/sida ont également pris de l'ampleur, en particulier en Afrique australe et en Asie. Ces augmentations ont été contrebalancées, entre autres, par une réduction des opérations sanitaires d'après-crise en Asie.
- Les dépenses relevant du couple migration et développement ont fortement augmenté, de 154,5 millions de dollars E.-U., principalement en Amérique latine, dans le cadre de projets de coopération au développement au Pérou et en Argentine. Les programmes de retour de nationaux qualifiés ont augmenté en raison du lancement d'un nouveau projet en Iran pour les Afghans retournant au pays.
- Les dépenses au titre de la migration régulée ont augmenté dans toutes les régions (25,8 millions de dollars E.-U.). Cet accroissement s'explique pour l'essentiel par divers projets de retour et de réintégration, menés notamment en Indonésie, au Royaume-Uni et en France, ainsi que par des activités de coopération technique dans la République démocratique du Congo et au Chili. En revanche, les opérations de lutte contre la traite ont légèrement reculé, surtout en Europe.
- En ce qui concerne la migration assistée, une augmentation de 8,9 millions de dollars E.-U. a été enregistrée, principalement en raison du projet d'appui à l'intégration des enfants étrangers au Japon et de diverses mesures relatives à la migration de main-d'œuvre en Egypte.
- Les activités au titre des politiques migratoires et de la recherche ont légèrement augmenté, de 0,3 million de dollars E.-U., essentiellement en raison de projets de recherche sur la migration en Europe. Cette augmentation a été largement contrebalancée par une diminution des profils migratoires pour l'Afrique.
- Les programmes de réparation ont enregistré une baisse de 4,2 millions de dollars E.-U., principalement en raison d'un recul des activités de réparation, notamment en Sierra Leone et en Iraq.

15. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2010 est le suivant :

- a) Un report de 6 009 146 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité pour le personnel (contre 6 213 121 dollars E.-U. en 2009) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 3 174 257 dollars E.-U. (contre 1 009 280 dollars E.-U. en 2009).

16. Les revenus discrétionnaires se composent de la commission pour frais d'administration liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base et autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

17. En application de la formule adoptée par les Etats Membres pour estimer le niveau de revenus discrétionnaires sur la base d'une moyenne triennale, les revenus discrétionnaires ont été fixés pour l'exercice à 41 millions de dollars E.-U.. Leur montant varie d'une année à l'autre, en fonction des activités déployées. C'est pourquoi, des fonds devront être retirés de la réserve de revenus discrétionnaires si le montant de revenus discrétionnaires disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur à la moyenne triennale. Le montant réel des revenus discrétionnaires, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, s'est élevé à 43,3 millions de dollars E.-U. (contre 37,1 millions de dollars E.-U. en 2009), tandis que la partie de la commission pour frais d'administration affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 8,8 millions de dollars E.-U. (contre 7,2 millions de dollars E.-U. en 2009), ce qui porte le montant total des revenus discrétionnaires en 2010 à 52,1 millions de dollars E.-U. (contre 44,3 millions de dollars E.-U. en 2009). Cet accroissement est imputable à des rentrées plus importantes que prévu provenant de la commission pour frais d'administration liés aux projets et de la partie de la commission pour frais d'administration destinée au financement des dépenses de sécurité. Dans l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'utilisation des revenus discrétionnaires en 2010. Voir aussi l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.

DONNEES FINANCIERES (suite)

18. Conformément aux dispositions régissant le mécanisme de projection et de réserve de revenus discrétionnaires, l'excédent est versé dans une réserve de revenus discrétionnaires après : a) application des résolutions du Conseil relatives au Fonds 1035 et au mécanisme de sécurité du personnel ; et b) comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ces critères, les revenus discrétionnaires additionnels de 11,1 millions de dollars E.-U. ont été alloués comme suit :

- Conformément à la résolution du Conseil n° 1150 du 7 juin 2007, qui a approuvé la stratégie de l'OIM et prévoyait un élargissement du Fonds 1035, 1,5 million de dollars E.-U. supplémentaires ont été alloués pour soutenir, en 2011, les Etats Membres en développement et ceux dont l'économie est en transition (deuxième ligne du Fonds 1035). Voir l'appendice 4.III – Fonds 1035.
- La partie des revenus discrétionnaires correspondant aux revenus divers n'a pas permis de couvrir les multiples besoins de financement au titre du Fonds 1035, des dépenses de personnel et des services dans les bureaux de pays, et de l'appui/des activités d'envergure mondiale qui sont normalement couverts par cet élément, parce que le Fonds 1035 a intégralement utilisé les revenus divers. Voir l'appendice 4.III – Fonds 1035.
- En 2010, certaines activités de projet entreprises ne disposaient pas d'un financement adéquat confirmé pour leur réalisation. En l'absence d'autres sources de revenu, 2,8 millions de dollars E.-U. additionnels ont dû être alloués pour combler des déficits non budgétisés et imprévus. Le montant le plus important de revenus discrétionnaires non inscrits au budget en 2010 est allé à un projet en Angola pour lequel le remboursement du montant dû par le donateur est actuellement incertain. Une partie des revenus discrétionnaires a également servi à couvrir des découverts dans le cadre de cofinancements de projets financés par la Commission européenne ainsi que des dépassements de crédits.
- Conformément aux résolutions du Conseil n° 1111 du 3 décembre 2004 et n° 1129 du 2 décembre 2005, 2,4 millions de dollars E.-U. ont été alloués au mécanisme de sécurité du personnel. Voir l'appendice 4.II – Mécanisme de sécurité du personnel.
- Un montant de 1,1 million de dollars E.-U. a été réservé pour couvrir les coûts de la restructuration.
- Le solde de 3,2 millions de dollars E.-U. a été versé dans la réserve de revenus discrétionnaires.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

19. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 132 Etats Membres (contre 127 en 2009).

20. Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif, qui compte en ce moment 33 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Comité permanent des programmes et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit normalement deux fois par an pour examiner et analyser les politiques, programmes et activités, et débattre des questions budgétaires et financières.

21. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

BUTS ET FONCTIONS

22. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect des droits humains et au bien-être des migrants.

23. Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont les suivants :

- Prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée ;
- S'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir ;
- Fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation culturelle, des services médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation ;
- Fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour permettre la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti ;
- Offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux concernant les questions de migrations internationales, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

24. Conformément à la stratégie de l'OIM adoptée par le Conseil en juin 2007, l'OIM "a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, dans le respect des mandats des autres organisations internationales et en coordination avec elles, elle doit poursuivre son rôle d'organisation mondiale chef de file dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective holistique intégrale, notamment du point de vue de ses liens avec le développement,

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs. Pour y parvenir, agissant à la demande des Etats Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes :

1. Fournir des services sûrs, fiables, souples et efficaces par rapport à leur coût aux personnes ayant besoin d'une assistance internationale en matière de migration.
2. Renforcer la gestion humaine et ordonnée des migrations et le respect effectif des droits humains des migrants, conformément au droit international.
3. Offrir aux Etats, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à d'autres parties prenantes des conseils spécialisés et un appui en matière de recherche, de coopération technique et d'opérations, de façon à renforcer les capacités nationales et à faciliter la coopération internationale, régionale et bilatérale en matière migratoire.
4. Contribuer au développement économique et social des Etats par la recherche, le dialogue, la mise au point et la réalisation de programmes liés aux migrations et ayant pour objet de tirer tous les avantages possibles des migrations.
5. Aider les Etats, les migrants et les communautés à relever les défis de la migration irrégulière, notamment par la recherche et l'analyse des causes profondes, par le partage d'informations et la propagation des meilleures pratiques, et par la recherche de solutions privilégiant le développement.
6. Servir de pôle de référence essentiel en ce qui concerne l'information sur les migrations, la recherche, les meilleures pratiques, ainsi que la collecte, la compatibilité et l'échange de données.
7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.
8. Aider les Etats à faciliter l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement et à susciter l'engagement des diasporas, entre autres comme partenaires du développement.
9. Prendre part aux réponses humanitaires coordonnées dans le contexte des dispositions interinstitutions en la matière et fournir des services de migration dans d'autres situations de crise ou d'après-crise, s'il y a lieu, selon les attentes des personnes concernées, contribuant par là à leur protection¹.
10. Entreprendre des programmes facilitant le retour volontaire et la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants et autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes s'il y a lieu, et en tenant compte des besoins et des préoccupations des communautés locales.
11. Aider les Etats à mettre au point et à réaliser des programmes, des études et des expertises techniques visant à lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, d'une manière conforme au droit international.
12. Appuyer les efforts des Etats dans le domaine de la migration de main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les mouvements de courte durée, et d'autres types de migration circulaire".

¹ Même si l'OIM n'a pas de mandat de protection juridique, il n'en reste pas moins que ses activités contribuent à la protection des droits de l'homme, et qu'elles ont pour effet ou pour conséquence de protéger les personnes concernées par la migration.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

STRUCTURE

Siège

25. Le Bureau du Directeur général gère l'Organisation et est globalement responsable de la formulation de politiques cohérentes et de la supervision des activités, de façon à garantir leur conformité avec les priorités stratégiques. En 2010, les fonctions ci-après étaient rattachées au Bureau du Directeur général : Bureau du Chef de Cabinet ; Bureau de l'Inspecteur général ; Bureau des affaires juridiques ; Conseillers régionaux principaux ; Porte-parole ; Unité de coordination des questions de sexospécificité ; Médiateur ; Unité de sécurité du personnel ; Unité de médecine du travail. Au cours de l'année, la structure du Siège a été réorganisée, et s'articule désormais autour des quatre départements ci-après, placés sous l'autorité du Bureau du Directeur général :

- Département de la coopération internationale et des partenariats
- Département de la gestion des migrations
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la gestion des ressources.

26. Le Département de la coopération internationale et des partenariats est chargé d'appuyer et de coordonner les relations de l'Organisation avec ses Etats Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias. En outre, il donne des conseils et apporte un appui en ce qui concerne les relations avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et ceux du secteur privé. Le Département dirige et coordonne les activités de forum de l'OIM, notamment le Dialogue international sur la migration, le soutien apporté par l'OIM aux processus consultatifs mondiaux et régionaux, ainsi que la préparation des sessions annuelles des organes directeurs de l'Organisation. Il est également responsable des fonctions de communication et d'information de l'OIM. L'une des tâches principales du Département consiste à faire fonction de premier interlocuteur des partenaires extérieurs, répondant aux demandes de renseignements, organisant des réunions d'information et, plus généralement, fournissant des informations sur l'Organisation.

27. Le Département de la gestion des migrations définit les lignes d'action des bureaux extérieurs, formule les stratégies mondiales, fixe les normes et veille au contrôle de la qualité. En outre, il gère les connaissances relatives aux "grands" secteurs de la migration, dont la migration de main-d'œuvre et la migration assistée, le couple migration et développement, la lutte contre la traite, le retour volontaire assisté, la santé dans le contexte migratoire, l'aide aux migrants vulnérables, la gestion de l'immigration et des frontières, et le renforcement général des capacités en matière de gestion des migrations. Il gère aussi le Fonds 1035.

28. Le Département des opérations et des situations d'urgence est chargé de coordonner et de surveiller les activités de l'OIM dans le domaine des déplacements, de la logistique et des réactions aux situations d'urgence, ses activités d'après-crise et les processus électoraux. Il fait en sorte que les migrants et les gouvernements bénéficient de services sûrs, fiables, souples et d'un bon rapport coût-efficacité, et que les droits humains et le bien-être des migrants sont garantis conformément au droit international

29. Le Département de la gestion des ressources est chargé de formuler et d'appliquer les politiques en matière de ressources humaines et financières et de technologie de l'information dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et applique des mesures propres à garantir une gestion saine des finances et des ressources humaines ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès des parties prenantes internes et externes ; coordonne les politiques administratives et financières et celles concernant la technologie de l'information et les ressources humaines ; et assiste le Directeur général dans la prise de décisions concernant la gestion globale.

Bureaux extérieurs

30. En 2010, les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissaient en trois grandes catégories :
- Les missions à fonctions régionales (MFR)
 - Les missions spéciales de liaison (MSL)
 - Les bureaux de pays.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

31. Les 18 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales ont apporté aux bureaux extérieurs placés sous leur responsabilité un soutien administratif et financier ainsi qu'une aide au niveau de la liaison et de l'élaboration de programmes dans un contexte régional et dans le cadre des processus consultatifs régionaux, ce qui a permis d'assurer un partage efficace des ressources de base limitées et des compétences entre les bureaux régionaux et à l'intérieur des régions. Les MFR ont veillé en outre à la cohérence de l'approche suivie dans des domaines importants tels que l'élaboration de projets et l'application des politiques et procédures administratives et opérationnelles dans l'ensemble de l'Organisation, indépendamment de la décentralisation géographique. Par ailleurs, elles ont apporté la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts pour entreprendre des missions d'évaluation lorsque de nouveaux projets étaient planifiés, ou pour surveiller et guider la mise en œuvre d'activités de projet dans les bureaux dotés de ressources limitées.

32. Sept bureaux extérieurs étaient désignés comme missions spéciales de liaison, en reconnaissance de leur important rôle spécial de liaison.

33. L'OIM disposait d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui exécutaient toutes sortes de projets visant à répondre à des besoins migratoires particuliers. Ces structures étaient essentiellement financées par le budget des projets qu'elles mettaient en œuvre sur place.

Centres administratifs

34. Considérés comme des extensions du Siège, les centres administratifs apportent un soutien administratif à l'ensemble de l'Organisation.

35. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et de technologie de l'information pour les activités de l'Organisation.

36. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

37. En 2010, comme les années précédentes, on dénombrait sept secteurs de services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes de réparation. Tous les projets de l'OIM, ainsi que les services et l'appui aux programmes de caractère général, entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

38. **Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise** : Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, rapatriés et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des principaux programmes de mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50, est le Programme de réfugiés (USRP). Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; traitement à l'étranger ; aide au rapatriement ; stabilisation communautaire ; personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; ex-combattants ; et élections.

39. **Migration et santé** : Ces projets visent à répondre aux besoins des Etats Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à favoriser l'adoption de politiques fondées sur des faits et des programmes de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants vulnérables et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluations sanitaires dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

40. **Migration et développement** : L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration et développement économique/communautaire ; renforcement des capacités par le retour et la réintégration de nationaux qualifiés ; et rapatriement de fonds.

41. **Migration régulée** : Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant du domaine de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; lutte contre la traite ; et coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire.

42. **Migration assistée** : L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien pré-consulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien pré-consulaires et la formation des migrants).

43. **Politiques migratoires et recherche** : Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux Etats Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; et recherche et publications en matière migratoire.

44. **Programmes de réparation** : Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une compensation est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux déployant des efforts de consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et de réadaptation à la suite de catastrophes naturelles.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2010
 (en dollars E.-U.)

	Notes	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	435 941 114	402 097 537
Créances – opérations sans contrepartie directe			
– contributions volontaires	4	182 803 930	111 937 684
– contributions assignées	4	2 443 316	2 337 927
Créances – autres	4	40 470 521	42 281 303
Total de l'actif à court terme		661 658 881	558 654 451
Actif à long terme			
Créances – opérations sans contrepartie directe			
– contributions volontaires	4	15 895 994	10 398 583
– contributions assignées	4	4 160 241	4 746 700
Immobilisations corporelles – bâtiments	5	9 136 591	8 892 804
Autre actif à long terme – dépôts de garantie	4	230 950	202 200
Total de l'actif à long terme		29 423 776	24 240 286
A déduire : provision pour créances douteuses	4	(5 834 140)	(5 867 158)
TOTAL DE L'ACTIF		685 248 517	577 027 579
PASSIF			
Passif à court terme			
Produits différés			
– contributions volontaires	6	488 426 207	408 159 290
– contributions assignées	6	99 796	216 675
– autres	6	17 236 159	13 593 770
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	8 615 899	7 368 527
Sommes dues aux fournisseurs	8	33 905 205	34 336 955
Sommes dues au plan d'épargne du personnel	9	8 438 789	10 614 867
Emprunts – prêt immobilier	10	387 592	357 864
Autre passif à court terme	8	5 119 163	2 720 876
Total du passif à court terme		562 228 810	477 368 824
Passif à long terme			
Sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	61 971 142	53 350 007
Emprunts – prêt immobilier	10	8 527 053	8 230 901
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres des Etats-Unis	Append. 6	17 872 471	4 422 460
Fonds de dotation Sasakawa	11	2 000 000	2 000 000
Autre passif à long terme	8	2 651 028	2 821 244
Total du passif à long terme		93 021 694	70 824 611
TOTAL DU PASSIF		655 250 504	548 193 435
ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES			
Ressources reportées	12	11 125 941	7 670 588
Fonds de réponse rapide pour les transports	13	2 292 010	2 287 435
Emprunt – Etats Membres	14	1 680 400	1 680 400
Réserve pour imprévus	15	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	16	406 645	413 605
Excédents (déficit) cumulés (conversion monétaire)	17	13 181 464	15 470 562
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres de l'OIM	Append. 6	311 553	311 553
Total de l'actif net/capitaux propres		29 998 013	28 834 143
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET/ CAPITAUX PROPRES		685 248 517	577 027 579

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.)**

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.	Augmentation / (diminution) dollars E.-U.
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	437 319	433 074	4 245
Ressources de l'exercice en cours	394 477	(86 349)	480 826
Programmes d'opérations – mécanisme de sécurité du personnel	6 009 146	6 213 121	(203 975)
Programmes d'opérations – réserve de revenus discrétionnaires	4 284 999	1 110 742	3 174 257
Total partiel : ressources reportées	11 125 941	7 670 588	3 455 353
Autres réserves			
Fonds de réponse rapide pour les transports	2 292 010	2 287 435	4 575
Emprunt – Etats Membres	1 680 400	1 680 400	0
Réserve pour imprévus	1 000 000	1 000 000	0
Compte d'opérations d'urgence	406 645	413 605	(6 960)
Réserve de conversion monétaire	13 181 464	15 470 562	(2 289 098)
Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres de l'OIM	311 553	311 553	0
Total partiel : autres réserves	18 872 072	21 163 555	(2 291 483)
Actif net/capitaux propres à la clôture de l'exercice	29 998 013	28 834 143	1 163 870

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
 (en dollars E.-U.)

	Notes	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES			
Solde pour l'exercice		6 902 628	7 136 052
Mouvements sans effet de trésorerie			
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères		2 455 086	11 113 985
Dépréciation	5	384 224	386 131
Augmentation (diminution) de la provision pour créances douteuses	4	(484 167)	429 025
(Augmentation) diminution des créances – contributions volontaires	4	(76 363 512)	(28 197 511)
(Augmentation) diminution des créances – contributions assignées	4	932 073	(255 400)
(Augmentation) diminution des créances – autres	4	1 957 009	(9 796 784)
(Augmentation) diminution des créances – intérêts courus	4	(146 228)	38 736
(Augmentation) diminution d'autres créances à long terme – dépôts de garantie	4	(28 751)	(172 602)
Augmentation (diminution) des sommes dues au titre des prestations versées au personnel	7	9 868 507	8 734 096
Augmentation (diminution) des produits différés – contributions volontaires	6	80 266 917	79 121 633
Augmentation (diminution) des produits différés – contributions assignées	6	(116 879)	195 578
Augmentation (diminution) des produits différés – autres	6	3 642 389	10 761 717
Augmentation (diminution) des sommes dues aux fournisseurs	8	(431 750)	7 699 046
Augmentation (diminution) de l'autre passif à court terme	8	2 398 287	(2 865 664)
Augmentation (diminution) de l'autre passif à long terme	8	(170 216)	(407 755)
Reports d'exercices précédents		(6 122 527)	(7 697 522)
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		24 943 090	76 222 762
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Transferts depuis/(transferts vers) le plan d'épargne du personnel	9	(2 176 077)	9 057 867
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(2 176 077)	9 057 867
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Augmentation (diminution) des emprunts	10	325 880	(221 013)
Contributions provenant du/(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés – capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	13 450 012	2 333 014
Contributions/remboursements au/(transferts) du Fonds de réponse rapide pour les transports	13	4 575	50 240
Remboursements au/(transferts du) Compte d'opérations d'urgence	16	(6 960)	23 000
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		13 773 507	2 185 241
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		36 540 520	87 465 869
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE		402 097 537	323 310 397
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères – profits/(pertes)		(2 696 944)	(8 678 729)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		435 941 114	402 097 537

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010 (PROGRAMMES D'OPERATIONS)
(en dollars E.-U.)**

	Montants budgétés			Montants réels retraités aux fins de comparaison
	Programme et Budget 2010 (MC/2281)	Révision du budget (MC/EX/703)	Réactualisation succincte du budget (MC/2296)	
	dollars E.-U.	dollars E.-U.	dollars E.-U.	
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	316 600 200	501 067 700	626 291 500	676 476 433
Migration et santé	50 803 500	57 387 000	65 447 000	64 144 456
Migration et développement	33 704 200	37 022 900	217 863 000	257 447 401
Migration régulée	199 440 500	237 586 000	228 271 200	265 582 981
Migration assistée	32 066 200	43 394 300	43 976 900	49 099 866
Politiques migratoires et recherche	706 600	1 949 900	5 510 600	3 849 604
Programmes de réparation	6 071 600	5 816 600	1 347 300	1 352 939
Appui aux programmes de caractère général	11 208 800	12 134 200	12 219 900	14 736 025
Total	650 601 600	896 358 600	1 200 927 400	1 332 689 705

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)
(en francs suisses)***

	BUDGET 2010 francs suisses	2010 francs suisses	2009 francs suisses
PRODUITS			
Contributions assignées des Etats Membres		39 388 000	38 806 000
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres			6 967
TOTAL DES PRODUITS		39 388 000	38 812 967
CHARGES			
Traitements et prestations dus au personnel	31 344 000	31 122 164	30 425 734
Paievements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	700 000	692 243	424 513
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 031 000	1 126 241	1 123 457
Total des traitements et prestations dus au personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation	33 075 000	32 940 648	31 973 704
Location et entretien des bâtiments	1 307 000	1 553 606	1 556 325
Equipement informatique et maintenance	2 114 000	2 103 210	2 230 439
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	735 000	727 859	719 394
Total des frais généraux de bureaux	4 156 000	4 384 675	4 506 158
Formation	656 000	653 642	674 081
Services contractuels	595 000	629 121	649 280
Total des services contractuels	1 251 000	1 282 763	1 323 361
Communications	471 000	442 366	556 778
Secrétariat des réunions	435 000	435 843	428 420
Total partiel : charges avant provision pour créances douteuses	39 388 000	39 486 295	38 788 421
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(562 382)	117 925
TOTAL DES CHARGES		38 923 913	38 906 346
EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE		464 087	(93 379)
Excédent de ressources/(dépenses) reporté en début d'exercice		(88 939)	4 440
EXCEDENT/(DEFICIT) A LA CLOTURE DE L'EXERCICE		375 148	(88 939)

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

Note : L'excédent sera reporté pour être utilisé conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget).

* Voir l'état consolidé de la performance financière pour les équivalences en dollars E.-U..

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 : CADRE COMPTABLE

Entité présentant les états financiers

45. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – voir l'appendice 9.

Base utilisée pour l'établissement des états financiers

46. Sauf indication contraire, les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis conformément à la méthode de la comptabilité d'exercice. Le Conseil a adopté en décembre 2008 la résolution n° 1177 modifiant le Règlement financier pour permettre notamment l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), de façon à faciliter la justification et la comparabilité des états financiers de l'OIM et à les rendre plus transparents. L'OIM a entrepris d'adopter ces nouvelles normes de façon progressive. Le nouveau système financier PRISM, qui a été déployé en 2008 et au début de 2009, a été mis sur pied pour faciliter cette transition.

47. Pour établir des états financiers conformément aux pratiques comptables généralement reconnues, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations consécutives à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel ils sont connus. Le cas échéant, les répartitions entre l'actif et le passif à court terme et à long terme (par exemple, les créances correspondant aux contributions assignées et volontaires, ou les provisions correspondant aux indemnités de cessation de service) sont estimées sur la base de données historiques de recouvrement/paiement.

48. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

49. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit.

50. Un état de comparaison des montants budgétés et des montants réels des programmes d'opérations, ainsi qu'un tableau consolidé des flux de trésorerie ont été introduits dans le présent rapport, reflétant l'adoption progressive des normes IPSAS par l'OIM. La seule norme qu'il reste à appliquer concerne les immobilisations corporelles.

Base d'évaluation

51. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.

Changements dans la méthode comptable

52. Par le passé, toutes les variations de change (réalisées ou non réalisées) ont été enregistrées directement dans l'état de la situation financière et incluses dans la réserve de conversion monétaire. Les normes IPSAS exigent que ces sommes soient indiquées dans un premier temps dans l'état de la performance financière puis enregistrées dans l'état de la situation financière en tant qu'éléments des excédents (déficit) cumulés (réserve de conversion monétaire).

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE

53. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

Opérations en monnaies étrangères

54. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus en tant qu'excédents (déficit) cumulés dans la réserve de conversion monétaire.

55. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

56. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse, les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés ou investis à court terme, et les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés.

Créances

57. Les créances sont indiquées à leurs valeurs estimées de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis plus de deux ans. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

58. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurances, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

Immobilisations corporelles – bâtiments

59. La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie. Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et d'autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat. Tout don en nature important est comptabilisé à sa juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est de 5 000 dollars E.-U. ou plus), dès lors que ces biens auraient sinon été achetés par l'OIM.

Produits différés (versements effectués avant la remise/l'exécution)

60. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

61. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme un élément de passif.

62. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Prestations dues au personnel**

63. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et autres prestations connexes. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multi-employeurs.

64. Une évaluation actuarielle est réalisée tous les deux ans pour la CCPPNU selon l'approche globale avec entrants. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM, de même que les autres organisations affiliées, n'est pas en mesure de déterminer sa part de la situation financière et des résultats financiers du régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité, si bien qu'elle a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies.

65. L'obligation financière de l'Organisation envers la CCPPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que sa part de versement pour combler toute insuffisance actuarielle au cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoquerait les dispositions de l'article 26 des Statuts de la CCPPNU s'il est constaté qu'un déficit doit être comblé. Une telle constatation serait fondée sur une évaluation actuarielle à la date d'évaluation. Aucune constatation de ce genre n'avait été faite à la date des états financiers actuels.

66. Les autres prestations dues au personnel sont notamment les suivantes :

- Prestations à court terme, comprenant les traitements, les indemnités, les indemnités d'entrée en fonction et les indemnités pour frais d'études des enfants à charge, les congés annuels rémunérés, les congés maladie rémunérés, l'assurance accident et l'assurance-vie, ainsi que la part échéant à court terme des prestations à long terme dues au personnel actif, comme les indemnités de cessation de service.
- Prestations postérieures à l'emploi, à savoir les indemnités de cessation de service comprenant les indemnités de rapatriement, les sommes versées en lieu et place des congés annuels non utilisés, et une partie de l'assurance médicale.
- Indemnités de licenciement, comprenant une indemnité due au personnel remplissant les conditions requises titulaire d'un contrat permanent ou de durée déterminée, dont l'Organisation met fin à l'engagement.

67. Dans le cadre du programme administratif, le montant estimatif des indemnités de cessation de service dues au personnel appelé à prendre sa retraite est financé moyennant une allocation annuelle. C'est pourquoi, aucune provision pour produits à recevoir n'est actuellement constituée pour le personnel actuel dans le cadre de ce programme.

Plan d'épargne du personnel (anciennement Caisse de prévoyance)

68. Avant d'être affiliée à la CCPPNU, l'OIM gérait son propre régime, appelé Caisse de prévoyance, qui était ouvert à l'ensemble des fonctionnaires et à certains employés. La Caisse de prévoyance n'a plus admis de nouveaux membres à compter du 31 décembre 2006. La plupart des membres de la Caisse de prévoyance ont été contraints de participer à la CCPPNU à partir du 1^{er} janvier 2007. Un petit nombre de membres ont pu continuer à y cotiser s'ils se trouvaient à cinq années de la retraite ou si leur contrat était sur le point de s'achever. La cotisation de l'OIM continue de s'élever à 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, et celle des membres à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. La Caisse de prévoyance, appelée aujourd'hui Plan d'épargne, continue d'être administrée par l'OIM pour les membres du personnel qui sont toujours en activité et les autres membres qui étaient autorisés à ne pas retirer tout ou partie des fonds accumulés. Le Plan d'épargne est un régime à prestations déterminées.

Sommes dues aux fournisseurs

69. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)

d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

Coûts d'emprunt

70. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

Découverts

71. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment. Aucun découvert n'a dû être accordé au cours de l'exercice considéré.

Provisions

72. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable. Font exception à cet égard les prestations dues au personnel à la cessation de service dans le cadre du programme administratif, ainsi que la comptabilisation intégrale de la cotisation de l'OIM à l'assurance maladie pour le personnel retraité. Pour de plus amples informations, voir la note 7 – Sommes dues au titre des prestations versées au personnel.

Produits

73. Les produits des paiements effectués par les migrants pour couvrir leurs propres dépenses sont enregistrés à mesure que les services sont fournis. Les produits d'intérêt sont estimés à la valeur vénale de la contrepartie reçue ou à recevoir (sur la base du rendement estimé) et sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions faisant l'objet d'accords passés avec des donateurs sont comptabilisées comme des produits à la date à laquelle l'accord devient contraignant, à moins que celui-ci énonce une condition de résultat qui exige que ces contributions soient comptabilisées comme des produits différés au passif. Dans ces cas, les produits sont comptabilisés dans la mesure dans laquelle l'exécution a été réalisée (c'est-à-dire que les activités de projet qui ont été convenues ont été entreprises) par un ajustement en clôture d'exercice. Cela s'applique à la majorité des contributions volontaires dans le cadre des programmes d'opérations. Les produits des contributions volontaires non assujetties à des accords contraignants sont comptabilisés à mesure que les fonds sont reçus. Les produits des factures remboursables sont comptabilisés à concurrence des coûts encourus.

74. Les contributions assignées sont comptabilisées en produits au début de l'exercice auquel se rapporte le barème des quotes-parts.

Charges

75. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

76. L'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds provenant des donateurs en vue de les distribuer, généralement, lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre de n'importe quelle année sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi, ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (y compris des institutions des Nations Unies, des ONG, etc.) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**Contrats de location**

77. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Imposition

78. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

Risques financiers

79. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi, elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U.. L'Administration utilise des instruments financiers dérivés (en l'occurrence des dépôts à double devise), dont le produit est crédité aux revenus divers.

80. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en dollars canadiens, en couronnes tchèques, en euros, en yens japonais, en couronnes norvégiennes, en couronnes suédoises et en francs suisses. L'Organisation a une réserve de conversion monétaire, qui est reportée et incluse dans l'actif net/capitaux propres. Cette réserve comprend les plus-values latentes résultant de la réévaluation des actifs et passifs en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que tous profits ou pertes de change réalisés lors de l'achèvement de projets présentés dans une monnaie autre que le dollar E.-U..

81. L'Organisation est exposée au risque de crédit (dû au défaut de paiement ou d'exécution), ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou lorsque cela est financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

Passif éventuel

82. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
 - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
 - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

NOTE 3 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

83. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt ou placées à court terme (90 jours au maximum).

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Encaisse	1 046 930	703 307
Dépôts en banque - non soumis à des restrictions*	432 894 184	399 394 230
Total de l'encaisse non soumise à restrictions	433 941 114	400 097 537
Fonds de dotation Sasakawa (note 11)	2 000 000	2 000 000
Total de l'encaisse soumise à restrictions - fonds d'affectation spéciale	2 000 000	2 000 000
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	435 941 114	402 097 537

* Environ 72 % de la trésorerie détenue à la date de clôture étaient libellés dans des monnaies autres que le dollar E.-U. qui, pour la plupart, sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège.

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES

84. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances ont été divisées entre créances à court terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues au cours de l'exercice suivant) et à long terme (c'est-à-dire les contributions devant être normalement reçues après l'exercice suivant), et représentent les accords financiers passés avec les Etats Membres en vue du règlement des arriérés, y compris les plans de remboursement. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 - Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 6 - Produits différés.

85. Les contributions volontaires à recevoir au titre des programmes d'opérations sont échues dès la confirmation que les activités ont été menées à terme, par exemple par le biais de factures remboursables ou de la présentation des rapports aux donateurs. En 2010, les sommes à recevoir de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'opérations sont passées à 198,7 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) (contre 122,3 millions de dollars E.-U. en 2009), dont 125,3 millions de dollars E.-U. de créances facturées (contre 52 millions de dollars E.-U. en 2009) et 73,4 millions de dollars E.-U. de créances non facturées (contre 70,3 millions de dollars E.-U. en 2009). Sur les créances facturées au 31 décembre 2010, 40,5 millions de dollars E.-U. ont été reçus dans l'intervalle. Les créances facturées s'entendent des sommes à recevoir pour lesquelles une facture ou une demande de financement a été envoyée aux donateurs, alors que les créances non facturées correspondent aux activités exécutées sur la base d'un accord avec le donateur pour lesquelles l'OIM n'a pas encore soumis de facture ni de demande de financement. Les créances facturées les plus importantes au 31 décembre 2010 étaient à recevoir du Gouvernement du Japon (38 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement du Royaume-Uni (16,1 millions de dollars E.-U., dont 2 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (28,8 millions de dollars E.-U., dont 23,1 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), de la Commission européenne (5,6 millions de dollars E.-U.), du Gouvernement du Canada (9 millions de dollars E.-U., dont 3,9 millions de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle), et du Gouvernement de la Colombie (7,3 millions de dollars E.-U., dont 1,6 million de dollars E.-U. reçus dans l'intervalle).

86. L'Administration suit de près la question d'un montant à recevoir du Gouvernement de la Grèce équivalent à 700 000 dollars E.-U. pour un projet réalisé en Albanie. Sur la base de l'examen des sommes à recouvrer, une provision pour créances douteuses a été constituée pour un projet exécuté en Angola et pour lequel la recouvrabilité des sommes dues par le donateur est aujourd'hui incertaine.

87. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

NOTE 4 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

88. Le tableau ci-après récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Créances à court terme		
Contributions assignées	2 443 316	2 337 927
Contributions volontaires – donateurs	182 803 930	111 937 684
Autres	40 235 023	42 192 032
Intérêts courus	235 498	89 271
Total partiel : créances à court terme	225 717 767	156 556 914
Créances à long terme		
Contributions assignées	4 160 241	4 746 700
Contributions volontaires – donateurs	15 895 994	10 398 583
Autres – dépôts de garantie	230 950	202 200
Total partiel : créances à long terme	20 287 185	15 347 483
A déduire : provisions pour créances douteuses		
Contributions assignées	(5 426 116)	(5 555 940)
Contributions volontaires	(408 024)	(311 218)
Total partiel : créances douteuses	(5 834 140)	(5 867 158)
Total des créances	240 170 812	166 037 239

89. Au 31 décembre 2010, les montants à recevoir par l'OIM depuis plus d'un an s'élevaient à 4 millions de dollars E.-U. (contre 4,5 millions de dollars E.-U. en 2009), dont la plus grande part était due par la Commission européenne (2 millions de dollars E.-U.) et par le Gouvernement de la Grèce (0,7 million de dollars E.-U.). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont l'immense majorité (93 %) sont à moins de 120 jours.

Ventilation des créances facturées, non compris les réévaluations (en dollars E.-U.)

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
85,2 m	32,1 m	4,6 m	4,0 m	125,9 m
67%	26%	4%	3%	100%

NOTE 5 : BIENS – BATIMENTS

Bâtiments à usage de bureaux des structures hors Siège

90. L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Quatre de ces bâtiments sont entièrement amortis. Le cinquième, au Chili, est amorti au taux de 5 % par an.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Bâtiments à usage de bureaux des structures hors Siège au prix coûtant	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	(1 617 805)	(1 535 712)
Valeur comptable nette	221 946	304 039

Bâtiment du Siège

91. Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions de francs suisses. Il est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement

NOTE 5 : BIENS – BATIMENTS (suite)

suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1^{er} janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2010 a été de 368 600 francs suisses (comme en 2009). Le bâtiment est amorti sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements du principal. Le bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis en dollars E.-U. au taux de change en vigueur en fin d'année, comme indiqué dans le tableau suivant.

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
Bâtiment au prix coûtant	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	(9 522 172)	(9 153 572)
Valeur comptable nette en francs suisses	8 477 828	8 846 428
Valeur comptable nette en dollars E.-U.	8 914 645	8 588 765

92. Pour de plus amples informations sur le prêt correspondant, voir la note 10 – Emprunts.

NOTE 6 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE)

93. Les contributions reçues des donateurs, des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses avant l'exécution ou la remise au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 505 662 366 dollars E.-U. (contre 421 753 060 dollars E.-U. en 2009). Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 99 796 dollars E.-U., comme indiqué dans le tableau ci-après. Les Etats Membres figurant dans le tableau ci-dessous ont réglé d'avance leur contribution assignée.

Etats Membres	francs suisses
Bénin	35 205
Burkina Faso	18 152
Chili	9 268
Colombie	2 209
Congo	554
Costa Rica	403
Kazakhstan	184
Mali	1 141
Panama	2 856
Tadjikistan	12 711
Togo	909
Uruguay	2 708
Venezuela (République bolivarienne du)	8 606
Total des produits différés – contributions assignées – francs suisses	94 906
Total des produits différés – contributions assignées – dollars E.-U. (au taux de 0,951)	99 796

NOTE 7 : SOMMES DUES AU TITRE DES PRESTATIONS VERSEES AU PERSONNEL

94. Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi ou tel que précisé dans le Statut et Règlement du personnel, et qui doivent leur être versées lorsqu'ils quittent l'Organisation. Ces paiements englobent : a) les indemnités de départ ou de licenciement, selon le cas ; b) la compensation financière des congés annuels non pris ; c) la part des primes d'assurance maladie du personnel à la retraite à la charge de l'OIM ; et d) d'autres indemnités dues, telles que la prime de rapatriement et l'indemnité pour frais de voyage pour les fonctionnaires.

95. Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, le Conseil a adopté à sa soixante-douzième session en novembre 1996 une méthode budgétaire de financement des indemnités dues

NOTE 7 : SOMMES DUES AU TITRE DES PRESTATIONS VERSEES AU PERSONNEL (suite)

au personnel à la cessation de service, selon laquelle les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget qui est calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2010, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'est élevé à 700 000 francs suisses, alors que les indemnités effectivement versées se sont élevées à 692 243 francs suisses (contre 425 513 francs suisses en 2009). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les indemnités à leur verser. Au 31 décembre 2010, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élèverait, s'il était calculé sur la même base que les programmes d'opérations, à 9 761 899 dollars E.-U. (contre 10 274 365 dollars E.-U. en 2009).

96. Pour les programmes d'opérations, le total des besoins s'est élevé à 66 465 984 dollars E.-U. (contre 56 856 311 dollars E.-U. en 2009). La réserve de 68 100 157 dollars E.-U. constituée au 31 décembre 2010 (contre 58 626 381 dollars E.-U. en 2009) est donc jugée suffisante pour couvrir la charge à payer au titre des indemnités dues à la cessation de service.

97. Les résultats de la dernière évaluation actuarielle concernant la CCPNU ont été communiqués au Comité de la Caisse à sa 57^e session, tenue en juillet 2010. Arrêtée au 31 décembre 2009, l'évaluation a fait apparaître un déficit de 0,38 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension. Dans le rapport qu'il a présenté ultérieurement à l'Assemblée générale (approuvé par celle-ci en décembre 2010), le Comité a relevé qu'il s'agissait du premier déficit constaté lors des sept dernières évaluations actuarielles et que, compte tenu de l'article 26 des Statuts de la Caisse, le ratio de capitalisation à court terme étant supérieur à 100 % (se situant à 140 % au 31 décembre 2009), il n'était pas nécessaire que les organisations affiliées interviennent pour combler le déficit. Les cotisations dues par l'OIM et les membres du personnel à la CCPNU s'élèvent respectivement à 15,8 % et à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. Les cotisations prélevées au cours d'un mois sont dues à la CCPNU au début du mois suivant.

98. Tous les montants dus à/par un membre du personnel sont enregistrés lorsqu'ils sont exigibles (traitements et prestations non versés, remboursement des frais médicaux, etc.) ou à recevoir (avances de traitement, indemnités journalières, etc.).

99. Les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Sommes dues à court terme		
Paiements dus à la cessation de service - opérations	6 129 015	5 276 374
CCPPNU	530 780	23 891
Autres sommes à payer au personnel	1 956 104	2 068 262
Total partiel : sommes dues à court terme	8 615 899	7 368 527
Sommes dues à long terme		
Paiements dus à la cessation de service - opérations	61 971 142	53 350 007
Total partiel : sommes dues à long terme	61 971 142	53 350 007
Total des sommes dues au titre des prestations versées au personnel	70 587 041	60 718 534

NOTE 8 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.

100. Les montants dus aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc., sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Montants à verser à court terme		
Montants à verser sur facture	32 310 489	32 532 394
Charges constatées	1 594 716	1 804 561
Total partiel : montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires	33 905 205	34 336 955
Autres - passif à court terme	5 119 163	2 720 876
Total partiel : montants à verser à court terme	39 024 368	37 057 831
Montants à verser à long terme		
Autres - passif à long terme	2 651 028	2 821 244
Total partiel : montants à verser à long terme	2 651 028	2 821 244
Total des montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc.	41 675 396	39 879 075

NOTE 9 : TRANSFERTS VERS/DEPUIS LE PLAN D'EPARGNE

101. Le montant net à verser sur le Plan d'épargne, de 8 438 789 dollars E.-U. (contre 10 614 867 dollars E.-U. en 2009), apparaît dans les comptes du Plan d'épargne comme une somme à recouvrer auprès de l'OIM, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

			dollars E.-U.
Plan d'épargne en dollars E.-U.			7 317 968
Plan d'épargne en francs suisses	CHF	1 076 171	679 484
Plan d'épargne en euros	EUR	283 097	441 337
			8 438 789

102. Par sa résolution n° 1130 du 2 décembre 2005, le Conseil a approuvé la demande de l'Organisation d'adhérer à la CCPNU. Cette affiliation est devenue effective le 1^{er} janvier 2007 après l'adoption, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la résolution 61/240. Un petit nombre de membres du personnel qui n'était pas tenu de rejoindre la CCPNU a pu continuer à cotiser au Plan d'épargne, dont les comptes vérifiés sont mis à la disposition des membres participants sur demande.

NOTE 10 : EMPRUNTS

103. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt ne porte plus d'intérêts, après la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restants dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(9 522 172)	(9 153 572)
Solde du prêt - francs suisses	8 477 828	8 846 428
Solde du prêt - dollars E.-U.	8 914 645	8 588 765
Remboursements à court terme	387 592	357 864
Remboursements à long terme	8 527 053	8 230 901
Solde du prêt - dollars E.-U.	8 914 645	8 588 765
Taux de change à la clôture de l'exercice(francs suisses/dollars E.-U.)	0,951	1,03

NOTE 11 : FONDS DE DOTATION SASAKAWA

104. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Solde de compte en fin d'exercice	2 000 000	2 000 000
Compte de produits		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	4 000	5 200
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Fourniture d'abris aux victimes de la traite en Malaisie	(4 000)	
Programme d'aide au retour et à la réintégration d'enfants victimes de la traite en Afrique de l'Ouest	0	(3 800)
Profils migratoires de certains pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale – un outil d'élaboration de stratégies	0	(1 400)
Solde du compte en fin d'exercice	0	0

NOTE 12 : RESSOURCES REPORTEES

105. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de l'exercice 2010 est le suivant :

- a) Un report de 6 009 146 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 6 213 121 dollars E.-U. en 2009) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires de 3 174 257 dollars E.-U. (contre 1 009 280 dollars E.-U. en 2009).

106. L'augmentation de la réserve de revenus discrétionnaires représente le solde restant après la couverture des dépenses imprévues. Le montant des revenus discrétionnaires n'est pas fiable ni prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Ainsi, des fonds devront être retirés de cette réserve si le montant des revenus discrétionnaires disponibles à la fin de l'exercice financier est inférieur au budget approuvé après application de la moyenne triennale adoptée par les Etats Membres.

107. L'excédent de 375 148 francs suisses (394 477 dollars E.-U.) dégagé par le programme administratif sera reporté pour être utilisé conformément à la résolution du Conseil n° 1077 du 4 décembre 2002 (Solution systématique à l'utilisation des excédents dégagés par la partie administrative du budget).

108. Les ressources reportées sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	dollars E.-U.		
	2010	2009	Augmentation /(diminution)
Ressources reportées – excédent/(déficit)			
Programme administratif			
Ressources des exercices précédents	437 319	433 074	4 245
Ressources de l'exercice en cours	394 477	(86 349)	480 826
Programmes d'opérations – mécanisme de sécurité du personnel*	6 009 146	6 213 121	(203 975)
Programmes d'opérations – réserve de revenus discrétionnaires*	4 284 999	1 110 742	3 174 257
Total des ressources reportées	11 125 941	7 670 588	3 455 353

* Voir l'appendice 4.

NOTE 13 : FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS

109. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

110. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

111. Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice	2 287 435	2 237 195
<u>Contributions au Fonds</u>		
Intérêts créditeurs	4 575	5 240
Total des contributions au Fonds	4 575	5 240
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Rapatriement volontaire de la Zambie	(420 000)	(420 000)
Réinstallation du Moyen-Orient aux Etats-Unis		(31 000)
Total des transferts du Fonds à des projets	(420 000)	(451 000)
<u>Remboursement des projets suivants au Fonds :</u>		
Transport des personnes ayant un besoin urgent de protection au Centre de premiers secours de Timisoara (Roumanie)		45 000
Rapatriement volontaire de la Zambie	420 000	420 000
Réinstallation du Moyen-Orient aux Etats-Unis		31 000
Total des remboursements de projets au Fonds	420 000	496 000
Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice	2 292 010	2 287 435

NOTE 14 : EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES

112. Une réserve de caisse de 1 680 000 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

NOTE 15 : RESERVE POUR IMPREVUS

113. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

NOTE 16 : COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE

114. Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Solde d'ouverture de l'EPA en début d'exercice	413 605	390 605
Transferts de l'EPA à divers projets :		
Programme d'aide psychosociale au Kirghizistan	(40 000)	
Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires aux populations victimes des inondations au Pakistan	(75 000)	
Enregistrement et participation hors du pays au référendum au Sud-Soudan	(99 500)	
Traçage des déplacements de migrants urbains en Mongolie	(42 893)	
Intervention à la suite du typhon/de la tempête tropicale aux Philippines		(75 000)
Total des transferts de l'EPA à divers projets	(156 212)	(75 000)
Remboursements de divers projets à l'EPA :		
Mission d'évaluation et d'appréciation des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans la région du volcan Mayon, aux Philippines	933	
Enregistrement et participation hors du pays au référendum au Sud-Soudan	99 500	
Intervention dans le nord de l'Ouganda en réponse aux inondations	75 000	
Fourniture d'abris et d'articles non alimentaires aux populations victimes des inondations au Pakistan	75 000	
Evaluation de l'élaboration de projets dans la partie Sud du centre de la Somalie et au Puntland		23 000
Intervention à la suite du typhon/de la tempête tropicale aux Philippines		75 000
Total des remboursements de divers projets à l'EPA	250 433	98 000
Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice	406 645	413 605

NOTE 17 : EXCEDENTS (DEFICIT) CUMULES – RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE

115. Les excédents (déficit) cumulés (conversion monétaire) de 13 181 464 dollars E.-U. (contre 15 470 562 dollars E.-U. en 2009), sont reportés de l'état de la performance financière et enregistrés sous "Actif net/capitaux propres" dans l'état de la situation financière. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères convertis en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et de l'achèvement des projets enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U..

116. La diminution de cette réserve est principalement due aux variations de change entre l'enregistrement des montants à recevoir et à verser et leur règlement et liquidation au cours des mois qui suivent. Elle a été en partie contrebalancée par des profits latents sur des liquidités détenues dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (par exemple dollars australiens, dollars canadiens, yens japonais, francs suisses) qui se sont appréciées face au dollar E.-U. à la clôture de l'exercice.

NOTE 18 : AUTRES INFORMATIONS

- Imposition sur le revenu par les autorités françaises

117. Le 15 octobre 2010, l'Ambassadeur de la France et le Directeur général ont signé un échange de lettres concernant l'exemption fiscale des membres du personnel résidant en France voisine et travaillant au Siège. L'exemption d'impôt sur le revenu qui sera accordée à cette catégorie de personnel met un terme à un contentieux de longue date qui avait terni les relations entre la France et l'OIM. Cette exemption prendra effet dès que l'échange de lettres aura été approuvé par l'Assemblée nationale, ce qui devrait prendre un an.

- Cofinancement

118. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant la durée du projet. A ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds 1035 en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou en mettant fin à certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives, le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place au plan interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement a été créé, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris, ainsi que les moyens permettant de financer ces engagements. Au 31 décembre 2010, l'OIM avait conclu 10 projets avec cette condition de cofinancement. Parmi ceux-ci, une confirmation de cofinancement intégral se faisait attendre pour 9 projets, ce qui représentait un engagement maximal potentiel de 3,3 millions de dollars E.-U.. Les chargés de projet compétents doivent activement rechercher des solutions pour satisfaire à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

- Comptes gelés au Guatemala

119. Quatre comptes bancaires ouverts au nom de l'OIM ont été gelés par décision d'un tribunal guatémaltèque en 2008. Engagée à l'initiative de Tradeco, une société de construction mexicaine, cette mesure a été prise dans l'attente du règlement d'un litige impliquant Tradeco, FONAPAZ (le Fonds national pour la paix) et l'OIM. Ce litige concerne un projet de construction de route inachevé, administré par l'OIM avec des fonds du Gouvernement du Guatemala pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date ont été engagées à un niveau politique élevé entre le Gouvernement du Guatemala, le Gouvernement du Mexique, Tradeco, ainsi que des fonctionnaires du Siège et des bureaux extérieurs. Aux taux de change en fin d'exercice, le montant des fonds de l'OIM actuellement gelés s'élève à 775 512 dollars E.-U.. Il convient de signaler que l'OIM a mis fin à toute coopération officielle avec FONAPAZ en 2010. Elle a clos 1 277 sous-projets financés par FONAPAZ. Six sous-projets sont en instance de clôture, dont le plus important est celui dans lequel intervient Tradeco.

NOTE 19 : PARTIES LIEES

120. L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants des 132 Etats Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses Etats Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les Etats Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

121. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

122. Le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Conseiller juridique, le Chef de Cabinet et les responsables des départements du Siège et du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

NOTE 19 : PARTIES LIEES (suite)

123. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les salaires, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau suivant :

	2010	
	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)
Directeur général, Directeur général adjoint et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	4	1 286 114
Autres hauts responsables	5	1 520 211

124. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Ils jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

NOTE 20 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS

125. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire ;
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire ;
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire.

126. Le Conseil approuve les deux premiers documents budgétaires, et prend note de la réactualisation succincte.

127. L'OIM a reçu un financement additionnel confirmé pour des activités de près de 180 millions de dollars E.-U. lancées au cours des quatre derniers mois de l'exercice. En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu. Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvé, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

128. Les montants budgétés et les montants réels ont été établis selon la même méthode comptable (comptabilité d'exercice modifiée). Afin d'assurer une comparabilité parfaite, les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général ont été modifiés pour correspondre aux postes budgétaires du tableau VIII des Services/Appuis dans les documents MC/2281 et MC/EX/703 : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa et Fonds 1035. Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les montants budgétés sont présentés uniquement par secteur de services.

129. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'Etat de la performance financière (programme administratif). Les sources et l'application des revenus discrétionnaires, y compris les reports, sont présentés séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
ETATS MEMBRES		
Afghanistan	433	425
Albanie	2 520	2 472
Algérie	35 712	35 220
Angola	1 260	1 236
Argentine	136 628	134 625
Arménie	827	811
Australie	751 140	740 321
Autriche	372 834	367 457
Azerbaïdjan	2 087	2 085
Bahamas	6 733	6 642
Bangladesh	4 213	4 132
Bélarus	8 426	8 303
Belgique	463 197	456 512
Belize	433	425
Bénin	433	425
Bolivie (Etat plurinational de)	2 520	2 472
Bosnie-Herzégovine	2 520	2 472
Brésil	368 227	362 900
Bulgarie	8 426	8 303
Burkina Faso	827	811
Burundi	433	425
Cambodge	433	425
Cameroun	3 780	3 746
Canada	1 251 350	1 233 289
Cap-Vert	433	425
Chili	67 684	66 695
Colombie	44 138	43 485
Congo	433	425
Costa Rica	13 466	13 246
Côte d'Ivoire	3 780	3 746
Croatie	21 026	20 700
Chypre	18 506	18 228
République tchèque	118 122	116 397
République démocratique du Congo	1 260	1 236
Danemark	310 623	306 131
République dominicaine	10 080	9 925
Equateur	8 820	8 689
Egypte	36 972	36 456
El Salvador	8 426	8 303
Estonie	6 733	6 642
Finlande	237 072	233 643
France	2 648 541	2 610 318
Gabon	3 347	3 321
Gambie	433	425
Géorgie	1 260	1 236
Allemagne	3 605 213	3 553 193
Ghana	1 693	1 661
Grèce	250 538	246 890
Guatemala	13 466	13 246
Guinée	433	425
Guinée-Bissau	433	425
Haïti	827	811
Honduras	2 087	2 085
Hongrie	102 570	101 065
Inde	189 153	186 413

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Iran (République islamique d')	75 677	74 573
Irlande	187 067	184 366
Israël	176 121	173 591
Italie	2 134 866	2 104 065
Jamaïque	4 213	4 132
Japon	6 987 531	6 886 801
Jordanie	5 040	4 982
Kazakhstan	12 206	12 010
Kenya	4 213	4 132
Kirghizistan	433	425
Lettonie	7 560	7 453
Libéria	433	425
Jamahiriya arabe libyenne	26 066	25 681
Lituanie	13 033	12 860
Luxembourg	35 712	35 220
Madagascar	827	811
Mali	433	425
Malte	7 127	7 029
Mauritanie	433	425
Maurice	4 607	4 557
Mexique	948 681	934 998
Mongolie	433	425
Monténégro	433	425
Maroc	17 640	17 417
Namibie	2 520	
Népal	1 260	1 236
Pays-Bas	787 286	775 928
Nouvelle-Zélande	107 610	106 047
Nicaragua	827	811
Niger	433	425
Nigéria	20 160	19 889
Norvège	328 695	323 973
Pakistan	24 806	24 446
Panama	9 686	9 539
Paraguay	2 087	2 085
Pérou	32 799	32 324
Philippines	32 799	32 324
Pologne	210 573	207 537
Portugal	221 519	218 312
République de Corée	913 401	900 203
République de Moldova	433	425
Roumanie	29 412	29 003
Rwanda	433	425
Sénégal	1 693	1 661
Serbie	8 820	8 689
Sierra Leone	433	425
Slovaquie	26 499	26 106
Slovénie	40 358	39 777
Somalie	433	425
Afrique du Sud	121 902	120 143
Espagne	1 247 570	1 229 543
Sri Lanka	6 733	6 642
Soudan	4 213	4 132

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
ETATS MEMBRES (suite)		
Suède	450 165	443 691
Suisse	511 116	503 743
Tadjikistan	433	425
Thaïlande	78 197	77 044
Togo	433	425
Trinité-et-Tobago	11 340	
Tunisie	13 033	12 860
Turquie	160 135	157 835
Ouganda	1 260	1 236
Ukraine	18 900	18 653
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 791 862	2 751 585
République-Unie de Tanzanie	2 520	2 472
Etats-Unis d'Amérique	9 247 251	9 113 905
Uruguay	11 340	11 199
Venezuela (République bolivarienne du)	84 064	82 837
Viet Nam	10 080	9 925
Yémen	2 953	2 896
Zambie	433	425
Zimbabwe	3 347	3 321
Total partiel : Etats Membres – francs suisses	39 388 000	38 806 000
Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.	38 240 777	37 099 070

	2010 francs suisses	2009 francs suisses
NOUVEAUX ETATS MEMBRES		
Trinité-et-Tobago		5 707
Namibie		1 260
Total partiel : nouveaux Etats Membres – francs suisses		6 967
Total partiel : nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.		6 960
TOTAL – francs suisses	39 388 000	38 812 967
TOTAL – dollars E.-U.	38 240 777	37 106 030

Notes : A la fin de 2010, l'OIM comptait 132 Etats Membres (contre 127 à la fin de 2009).

La Trinité-et-Tobago et la Namibie ont été admises en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions nos 1180 et 1181 adoptées par le Conseil le 29 juin 2009.

Le Lesotho, la République centrafricaine, le Timor-Leste, le Botswana et le Swaziland ont été admis en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions nos 1193, 1194, 1195, 1196 et 1197 adoptées par le Conseil le 29 novembre 2010. Le montant de leur contribution sera déterminé à partir de 2011.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2010 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

Etats Membres	2009	2008	Exercices précédents	Total	2010	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Albanie					2 520	2 520
Arménie ¹			41 538	41 538		41 538
Belize					433	433
Bolivie (Etat plurinational de) ¹			261 142	261 142	2 520	263 662
Brésil*	362 900	357 623	1 848 553	2 569 076	368 227	2 937 303
Burundi*	425	9 892		10 317	433	10 750
Cambodge					433	433
Cameroun	3 746			3 746	3 780	7 526
Cap-Vert*	425	9 892	81 911	92 228	433	92 661
Côte d'Ivoire*	3 746	9 892	53 226	66 864	3 780	70 644
République dém. du Congo	1 236	8 268		9 504	1 260	10 764
République dominicaine* ²			497 658	497 658	10 080	507 738
Equateur					496	496
El Salvador					7 815	7 815
Gabon*	3 321	9 892	32 923	46 136	3 347	49 483
Gambie*	425	9 892	90 775	101 092	433	101 525
Géorgie ¹			27 725	27 725		27 725
Grèce					250 538	250 538
Guatemala					432	432
Guinée*	425	9 892	109 408	119 725	433	120 158
Guinée-Bissau*	425	9 892	133 773	144 090	433	144 523
Iran (République islamique d')	74 573	12 878		87 451	75 677	163 128
Israël					2 530	2 530
Jamaïque	4 132			4 132	4 213	8 345
Jordanie					5 040	5 040
Kenya	843			843	4 213	5 056
Kirghizistan ¹			21 856	21 856		21 856
Libéria* ²	425		218 916	219 341	433	219 774
Jamahiriya arabe libyenne	25 681	6 640		32 321	26 066	58 387
Madagascar	811	1 899		2 710	827	3 537
Mauritanie	425	8 929		9 354	433	9 787
Mongolie					433	433
Nicaragua ¹			7 756	7 756		7 756
Niger*	425	9 892	47 012	57 329	433	57 762
Nigéria*	19 889	19 783		39 672	20 160	59 832
Pakistan					9 061	9 061
Pérou* ²	32 324		68 042	100 366	32 799	133 165
République de Corée					103 876	103 876
Rwanda	425			425	433	858
Sénégal*	1 661	9 892	12 327	23 880	1 693	25 573
Serbie					8 820	8 820
Sierra Leone*	425	9 892	92 071	102 388	433	102 821
Somalie*	425	5 324		5 749	433	6 182
Afrique du Sud	120 143			120 143	121 902	242 045
Soudan ¹	4 132		16 659	20 791	4 213	25 004
Ouganda ¹			176 338	176 338		176 338
Ukraine	16 226			16 226	18 900	35 126
République-Unie de Tanzanie					2 520	2 520
Viet Nam					10 080	10 080

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE
LE 31 DECEMBRE 2010 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Etats Membres	2009	2008	Exercices précédents	Total	2010	Total général
	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses	francs suisses
Yémen	106			106	2 953	3 059
Zambie ¹			120 218	120 218		120 218
Zimbabwe					3 347	3 347
Total en francs suisses	680 145	520 264	3 959 827	5 160 236	1 119 747	6 279 983
Total en dollars E.-U. (au taux de 0,951)	715 189	547 070	4 163 856	5 426 116	1 177 442	6 603 557

* Etats Membres tombant sous le coup de l'article 4 de la Constitution (nombre total : 16).

¹ Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement et satisfaisant aux obligations convenues (nombre total : 8).

² Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement mais ne satisfaisant pas aux obligations convenues (nombre total : 3).

Provision pour créances douteuses

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 5 160 236 francs suisses (5 426 116 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2009 et les années précédentes.

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2009 (A)	5 604 693	5 358 215
Contributions assignées restant dues de 2008 au 1 ^{er} janvier 2009 (B)	1 455 084	1 391 094
Paiements reçus en 2009 au titre des contributions assignées restant dues pour 2008 et les années précédentes (C)	(1 337 159)	(1 273 287)
Augmentation de la provision par suite du défaut de paiement de certains Etats Membres (B – C)	117 925	117 807
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		79 918
Provision au 31 décembre 2009 (A + B – C + D)	5 722 618	5 555 940

	francs suisses	dollars E.-U.
Provision au 1^{er} janvier 2010 (E)	5 722 618	5 555 940
Contributions assignées restant dues de 2009 au 1 ^{er} janvier 2010 (F)	1 574 547	1 528 686
Paiements reçus en 2010 au titre des contributions assignées restant dues pour 2009 et les années précédentes (G)	(2 136 929)	(2 120 045)
Diminution de la provision en raison du paiement de certains Etats Membres (F – G)	(562 382)	(591 359)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		461 535
Provision au 31 décembre 2010 (E + F – G + H)	5 160 236	5 426 116

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.)

Etat de la performance financière par service
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010 (en dollars E.-U.)

	Migration et développement	Migration et santé	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Migration assistée	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration régulée	Appui aux programmes de caractère général/ Services	Programme administratif	Total
PRODUITS										
Contributions à affectation spéciale										
Report de l'exercice précédent								6 213 121	(86 349)	6 126 772
Contributions assignées			4 253 811	1 066 962	25 105 385	741 955 683	247 702 848	(78 738 430)	38 240 777	38 240 777
Contributions volontaires à affectation spéciale	277 520 442	47 571 135								1 266 437 835
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.	556 539	15 068 261	121 828	(15 019)	16 150 596	6 217 246	1 556 987	12 471 731		52 118 167
Virements d'un projet à l'autre	106 255	432 204	385 541		1 135 195	198 635	4 314 822	(6 572 652)		0
Total partiel - contributions à affectation spéciale	278 183 236	63 061 600	4 761 180	1 051 943	42 391 175	748 371 564	253 574 657	(66 626 231)	38 154 428	1 362 923 551
Contributions sans affectation spéciale										
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale								4 199 469		4 199 469
Contributions volontaires sans affectation spéciale								2 290 480		2 290 480
Total partiel - contributions sans affectation spéciale								6 489 949		6 489 949
TOTAL DES PRODUITS	278 183 236	63 061 600	4 761 180	1 051 943	42 391 175	748 371 564	253 574 657	(60 136 282)	38 154 428	1 369 413 500
CHARGES										
Aide au transport	1 125 221	3 584 913	200 076	41 399	16 482 512	125 256 215	31 659 069	1 458 827		179 808 231
Assistance médicale	9 140	7 516 573	301	26 745	597 625	8 740 020	1 035 781	(34 745)		17 891 442
Aide directe aux bénéficiaires	7 936 816	1 086 326	70 314	21 040	1 629 111	102 574 234	84 695 746	(3 911 822)		194 101 765
Transferts des partenaires d'exécution	13 210 975	2 244 054	49 505	32 274	782 741	57 422 787	6 822 818	285 945		80 831 098
Services contractuels	227 016 472	6 539 420	1 391 946	273 247	12 965 857	158 645 541	48 169 578	10 928 927	1 194 217	467 125 205
Traitements et prestations dues au personnel	5 024 027	28 130 133	1 562 432	7 444 187	10 188 230	110 680 584	56 788 362	31 251 776	30 546 156	274 915 887
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	699 203	2 087 587	159 446	30 957	1 318 627	12 373 258	5 252 646	2 282 291	1 065 379	25 269 394
Fournitures et produits de consommation	1 895 541	8 916 947	238 016	119 602	2 685 236	65 482 588	21 341 473	10 676 185	4 672 389	116 027 977
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses						96 806			(580 973)	(484 167)
Autres charges	26 588	141 322	12 175	(18 578)	687 163	2 747 980	(155 592)	44 947	433 069	3 919 074
Virements d'un projet à l'autre	503 418	3 897 182	165 394	82 065	1 762 763	32 456 420	9 973 100	(48 840 343)		
TOTAL DES CHARGES	257 447 401	64 144 456	3 849 604	1 352 939	49 099 866	676 476 433	285 582 981	4 121 989	37 330 236	1 359 405 905

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.)

Etat de la performance financière par région
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010 (en dollars E.-U.)

	Asie et Océanie	Europe	Afrique	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
PRODUITS									
Contributions à affectation spéciale									
Report de l'exercice précédent							6 213 121	(86 349)	6 126 772
Contributions assignées								38 240 777	38 240 777
Contributions volontaires à affectation spéciale	280 976 313	162 865 585	190 973 077	573 203 031	79 897 822	29 380 731	(50 868 724)		1 266 437 895
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, etc.	12 898 623	5 146 794	3 143 158	4 319 741	31 600	692 846	25 885 406		52 118 167
Virements d'un projet à l'autre	2 901 868	1 327 923	3 954 228	1 220 299	190 255	(887)	(9 593 687)		(0)
Total partiel - contributions à affectation spéciale	296 776 804	169 340 302	198 070 463	578 743 071	80 119 677	30 072 690	(28 353 883)	38 154 428	1 362 923 551
Contributions sans affectation spéciale									
Produits financiers et autres produits (nets) sans affectation spéciale							4 199 469		4 199 469
Contributions volontaires sans affectation spéciale							2 290 480		2 290 480
Total partiel - contributions sans affectation spéciale							6 489 949		6 489 949
TOTAL DES PRODUITS	296 776 804	169 340 302	198 070 463	578 743 071	80 119 677	30 072 690	(21 863 934)	38 154 428	1 369 413 500
CHARGES									
Aide au transport	49 107 640	32 940 566	31 293 347	16 136 864	22 058 390	20 293 603	7 977 822		179 808 231
Assistance médicale	4 365 509	833 689	1 561 284	5 783 238	703 488	21 379	4 622 855		17 891 442
Aide directe aux bénéficiaires	69 707 993	48 893 233	24 936 371	35 710 932	8 963 783	237 350	5 652 103		194 101 765
Transferts des partenaires d'exécution	19 296 586	4 861 287	7 919 168	47 427 070	825 147	175 141	326 700		80 831 098
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	39 870 957	12 323 962	36 803 570	342 762 738	21 546 286	532 057	12 091 417	1 194 217	467 125 205
Traitements et prestations dus au personnel	55 531 352	47 383 888	47 372 962	37 162 627	11 399 681	4 498 200	41 021 020	30 546 156	274 915 887
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	4 537 553	3 423 738	7 306 133	3 740 817	1 713 844	150 679	3 331 252	1 065 379	25 269 394
Fournitures et produits de consommation	20 486 471	11 181 629	31 245 170	29 350 676	4 292 125	1 093 420	13 706 098	4 672 389	116 027 977
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses			96 806					(580 973)	(484 167)
Autres charges	729 029	(272 177)	183 042	2 596 847	151 046	13 639	84 579	433 069	3 919 074
Virements d'un projet à l'autre	11 512 469	6 585 974	9 144 017	10 741 653	2 715 304	725 281	(41 404 698)		(0)
TOTAL DES CHARGES	275 145 557	168 135 789	197 861 869	531 413 462	74 369 095	27 740 749	47 409 149	37 330 236	1 359 405 905

Note : L'appendice 3 récapitule les dépenses par projet au sein de chaque région. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, la ventilation des dépenses dans ces deux appendices n'est pas comparable.

SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DISCRETIONNAIRES
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010

I. GENERAL

	Budget révisé pour 2010 dollars E.-U.	Revenu réel dollars E.-U.	Ecart dollars E.-U.
Revenus discrétionnaires reportés de 2009 (général) a)			
Revenus discrétionnaires reportés de 2009 (sécurité du personnel) b)		6 213 121	
SOURCES EN 2010			
Commission pour frais d'administration liés aux projets			
Frais généraux c)	26 700 000	36 844 420	(10 144 420)
Frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel d)	6 300 000	8 793 237	(2 493 237)
Total de la commission pour frais d'administration liés aux projets	33 000 000	45 637 657	(12 637 657)
Revenus divers			
Contributions sans affectation spéciale	2 821 000	2 290 480	530 520
Intérêts créditeurs et autres	5 179 000	4 199 469	979 531
Total des revenus divers e)	8 000 000	6 489 949	1 510 051
TOTAL	41 000 000	52 127 606	(11 127 606)
APPLICATION EN 2010			
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets			
Personnel et services au Siège	6 877 000	6 104 950	772 050
Personnel et services des missions à fonctions régionales	8 202 000	8 653 552	(451 552)
Personnel et services du Centre administratif de Manille	3 970 000	4 133 809	(163 809)
Personnel et services du Centre administratif de Panama	840 000	804 039	35 961
Personnel et services des missions spéciales de liaison	1 412 000	1 543 816	(131 816)
Centre africain de renforcement des capacités	390 000	380 648	9 352
Activités et appuis à l'échelle mondiale	1 569 000	1 745 566	(176 566)
PRISM	2 800 000	2 805 478	(5 478)
Rotation	500 000	501 494	(1 494)
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 18)	140 000	2 106 100	(1 966 100)
Restructuration		1 150 000	(1 150 000)
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel f)	26 700 000	29 929 451	(3 229 451)
Sécurité du personnel g)	6 300 000	8 997 212	(2 697 212)
Application de la commission pour frais d'administration liés aux projets	33 000 000	38 926 663	(5 926 663)
Application des revenus divers			
Personnel et services des missions de pays	2 320 000	2 252 563	67 437
Fonds 1035 – première ligne de crédit	1 400 000	1 400 000	0
Fonds 1035 – deuxième ligne de crédit	3 550 000	5 089 949	(1 539 949)
Activités et appuis à l'échelle mondiale	270 000	220 954	49 046
Activités et structures non inscrites au budget (voir para. 18)	460 000	1 267 196	(807 196)
Application des revenus divers h)	8 000 000	10 230 661	(2 230 661)
TOTAL	41 000 000	49 157 324	(8 157 324)

REPORTS SUR 2011

Réserve de revenus discrétionnaires (a + c + e – f – h) ¹	3 174 257
Sécurité du personnel (b + d – g)	6 009 146
Total des reports	<u>9 183 403</u>

¹ La réserve de revenus discrétionnaires s'élève désormais à 4 284 999 dollars E.-U. (2009 : 1 110 742 dollars E.-U.).

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

La résolution du Conseil n° 1076 du 4 décembre 2002 a eu pour effet de modifier le taux de la commission pour frais d'administration liés à des projets qui, de 9,5 % est passée à 12 %, en commençant par tous les projets et programmes spéciaux entrepris après l'adoption de ladite résolution, avec une période de transition raisonnable pour l'application du nouveau taux aux projets en cours et aux programmes spéciaux ayant été soit élargis soit prorogés. Les recettes provenant de cette augmentation du taux de la commission pour frais généraux sont destinées à financer les obligations financières de l'Organisation au titre de sa participation au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS). La même résolution demandait en outre au Directeur général de mettre sur pied un mécanisme chargé de surveiller les recettes découlant de cette augmentation de 2,5 % de la commission pour frais généraux liés aux projets, ainsi que les paiements effectués, et d'en rendre compte au CPPF.

La résolution du Conseil n° 1111 du 3 décembre 2004 précise que cette augmentation de 2,5 % des recettes de frais d'administration liés à des projets doit être utilisée pour couvrir les frais de participation au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité ou à tout mécanisme des Nations Unies devant prendre le relais de ce dernier et, dans les limites des ressources disponibles, la mise en conformité avec les Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS), ainsi que les autres dépenses de sécurité du personnel.

La résolution du Conseil n° 1129 du 2 décembre 2005 a révisé le pourcentage des recettes provenant de la commission pour frais d'administration liés à des projets et qui devaient être utilisées pour financer les dépenses de sécurité du personnel, lequel pourcentage a été ramené à 1 % du nouveau taux de la commission, qui est à présent de 5 % sur l'ensemble des dépenses.

Etat financier du mécanisme de sécurité du personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Bilan initial reporté en début d'exercice	6 213 121	5 693 277
Produits		
Commission (2,5 et 1 %) pour frais d'administration liés aux projets	8 793 237	7 224 221
Total des contributions au Fonds	15 005 358	12 917 498
Charges		
Redevance du DSS		
Assurance contre les actes de malveillance	296 694	325 120
Dépenses sur le terrain	6 090 875	5 457 658
Ajustement à la redevance du DSS de l'exercice précédent	0	(754 576)
Redevance totale du DSS	6 387 569	5 028 202
Exigences MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	2 609 643	1 676 175
Total des charges	8 997 212	6 704 377
Bilan de clôture reporté en fin d'exercice	6 009 146	6 213 121

III. FONDS 1035 – SOUTIEN AUX ETATS MEMBRES EN DEVELOPPEMENT ET A CEUX DONT L’ECONOMIE EST EN TRANSITION

Ce mécanisme de financement avait été mis en place en 2000 par la résolution du Conseil n° 1035, qui prévoyait que soient alloués des revenus discrétionnaires à l’élaboration de projets migratoires en faveur des Etats Membres en développement et de ceux dont l’économie est en transition. Depuis 2001, un montant de 1,4 million de dollars E.-U. prélevé sur les revenus discrétionnaires a été alloué chaque année à ce mécanisme (appelé désormais première ligne de crédit du Fonds 1035).

En réponse à la demande des Etats Membres concernant un financement plus important pour le Fonds 1035, ce mécanisme de financement a été élargi par le Conseil à sa quatre-vingt-treizième session (extraordinaire) de juin 2007, avec l’adoption de la résolution n° 1150. Cette résolution approuve le document de stratégie de l’OIM proposant qu’“un apport supplémentaire de 25 % des revenus discrétionnaires (non compris l’allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de l’estimation de 20,5 millions de dollars E.-U. contenue dans le Programme et Budget pour 2007 sera réservée au Fonds 1035 élargi qui sera instauré à compter de 2008” (appelé deuxième ligne de crédit du Fonds 1035).

Sur la base des revenus discrétionnaires de 2010, qui s’élevaient à 43,3 millions de dollars E.-U. (contre 37,1 millions de dollars E.-U. en 2009), 5,1 millions de dollars E.-U. supplémentaires (contre 4,15 millions de dollars E.-U. en 2009) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds, pour être utilisés en 2011. Cette somme vient s’ajouter à celle de 1,4 million de dollars E.-U. allouée chaque année à la première ligne de crédit. Le montant total alloué a été plafonné à 6,5 millions de dollars E.-U., correspondant au montant total des revenus divers produits, comme le prévoit la résolution du Conseil n° 1150.

		2010 dollars E.-U.
Première ligne de crédit		1 400 000
Deuxième ligne de crédit		
Revenus discrétionnaires réels en 2010	43 334 369	
Base des revenus discrétionnaires	20 500 000	
Différence	<u>22 834 369</u>	
Allocation à la deuxième ligne de crédit (25 % de 22 834 369 dollars E.-U.) pour utilisation en 2011	5 708 592	
A déduire : le montant supérieur aux revenus divers	<u>(618 643)</u>	5 089 949
Allocation totale des revenus discrétionnaires de 2010 (équivalents au montant total des revenus divers)		6 489 949

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AFRIQUE			
Angola	2 171 460		2 171 460
Burkina Faso	11 592		11 592
Cameroun	128 406		128 406
Tchad	3 188 362		3 188 362
Congo	248 329		248 329
Côte d'Ivoire	818 601		818 601
République démocratique du Congo	20 922 629		20 922 629
Éthiopie – MSL	11 269 141		11 269 141
Gambie	77 363		77 363
Ghana	5 474 380		5 474 380
Guinée	1 812 426		1 812 426
Kenya – MFR	44 892 440	312 032	45 204 472
Libéria	975 210		975 210
Mali	367 194		367 194
Mauritanie	559 468		559 468
Maroc	4 122 781		4 122 781
Mozambique	1 042 063		1 042 063
Niger	654 770		654 770
Nigéria	3 233 787		3 233 787
Sénégal – MFR	2 314 679	263 714	2 578 394
Sierra Leone	1 259 288		1 259 288
Somalie	1 505 644		1 505 644
Afrique du Sud – MFR	10 771 329	340 974	11 112 303
Soudan	42 845 094		42 845 094
Tunisie	1 115 661		1 115 661
Ouganda	7 284 835		7 284 835
République-Unie de Tanzanie	4 118 730		4 118 730
Zambie	3 094 590		3 094 590
Zimbabwe	14 607 072		14 607 072
TOTAL AFRIQUE	190 887 322	916 720	191 804 042
MOYEN-ORIENT			
Egypte – MFR	7 615 072	285 596	7 900 668
Iraq	49 044 847		49 044 847
Jordanie	19 154 840		19 154 840
Koweït	338 489		338 489
Liban	2 476 684		2 476 684
Jamahiriya arabe libyenne	3 085 026		3 085 026
Arabie saoudite	236 227		236 227
République arabe syrienne	14 333 032		14 333 032
Yémen	7 726 761		7 726 761
TOTAL MOYEN-ORIENT	104 010 979	285 596	104 296 574
AMERIQUE DU NORD			
Canada	1 376 561		1 376 561
Etats-Unis – Chicago	2 529 208		2 529 208
Etats-Unis – JFK	5 721 549		5 721 549
Etats-Unis – Los Angeles	4 028 003		4 028 003
Etats-Unis – Miami	3 448 914		3 448 914
Etats-Unis – Newark	2 334 211		2 334 211
Etats-Unis – Comté d'Orange	773 459		773 459
Etats-Unis – New York – MSL	7 312 405	216 148	7 528 553
Etats-Unis – Washington D.C. – MFR	5 311 139	430 058	5 741 197
TOTAL AMERIQUE DU NORD	32 835 450	646 206	33 481 656

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES			
Argentine - MFR	22 678 428	399 510	23 077 938
Bahamas	201 888		201 888
Bolivie (Etat plurinational de)	797 556		797 556
Chili	7 607 731		7 607 731
Colombie	119 954 064		119 954 064
Costa Rica - MFR	3 031 125	323 073	3 354 198
République dominicaine	2 652 847		2 652 847
Equateur	8 301 474		8 301 474
El Salvador	986 206		986 206
Guatemala	10 675 542		10 675 542
Guyana	531 317		531 317
Haïti	96 866 121		96 866 121
Honduras	1 751 100		1 751 100
Jamaïque	821 680		821 680
Mexique	2 920 049		2 920 049
Nicaragua	930 685		930 685
Panama - CAP	1 061 409	214 402	1 275 810
Paraguay	149 317		149 317
Pérou - MFR	118 848 046	322 647	119 170 693
Trinité-et-Tobago	38 520		38 520
Uruguay	745 632		745 632
Venezuela (République bolivarienne du)	439 726		439 726
TOTAL AMERIQUE LATINE ET CARAIBES	401 990 465	1 259 632	403 250 097
ASIE ET OCEANIE			
Afghanistan	71 077 729		71 077 729
Australie - MFR	5 053 314	357 890	5 411 203
Bangladesh - MFR	4 959 052	214 897	5 173 949
Cambodge	2 377 668		2 377 668
Chine	879 687		879 687
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	272 690		272 690
Inde	652 285		652 285
Indonésie	26 634 503		26 634 503
Iran (République islamique d')	3 624 798		3 624 798
Japon - MSL	11 121 715	382 078	11 503 793
Kazakhstan	3 796 723		3 796 723
Kirghizistan	1 213 475		1 213 475
Laos	270 044		270 044
Malaisie	8 593 891		8 593 891
Micronésie (Etats fédérés de)	28 537		28 537
Myanmar	6 428 899		6 428 899
Népal	28 935 569		28 935 569
Pakistan - MFR	41 870 406	282 412	42 152 818
Papouasie-Nouvelle-Guinée	884 655		884 655
Philippines - CAM	17 040 168	1 431 774	18 471 941
République de Corée	443 533		443 533
Iles Salomon	379 697		379 697
Sri Lanka	22 598 875		22 598 875
Tadjikistan	1 477 430		1 477 430
Thaïlande - MFR	28 034 682	420 704	28 455 386
Timor-Leste	4 117 805		4 117 805
Turkménistan	340 411		340 411
Ouzbékistan	375 867		375 867
Viet Nam	4 647 126		4 647 126
TOTAL ASIE ET OCEANIE	298 131 233	3 089 755	301 220 988

DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2010
(en dollars E.-U.) (suite)

	Programmes d'opérations dollars E.-U.	Programme administratif dollars E.-U.	Total dollars E.-U.
EUROPE			
Albanie	1 200 412		1 200 412
Arménie	732 352		732 352
Autriche - MSL	6 274 597	282 516	6 557 113
Azerbaïdjan	1 915 510		1 915 510
Bélarus	1 596 198		1 596 198
Belgique - MFR	26 942 176	510 653	27 452 829
Bosnie-Herzégovine	1 341 233		1 341 233
Bulgarie	428 465		428 465
Croatie	327 042		327 042
République tchèque	686 597		686 597
Danemark	199 082		199 082
Estonie	410 744		410 744
Finlande - MFR	3 503 899	317 752	3 821 651
France - MSL	969 261	177 593	1 146 854
Géorgie	2 716 671		2 716 671
Allemagne - MSL	8 090 252	223 177	8 313 429
Grèce	1 224 881		1 224 881
Hongrie - MFR	1 496 844	334 213	1 831 057
Irlande	1 581 705		1 581 705
Italie - MFR	6 862 195	469 077	7 331 272
Lettonie	201 466		201 466
Lituanie	836 331		836 331
Malte	764 520		764 520
Monténégro	943 417		943 417
Pays-Bas	15 054 839		15 054 839
Norvège	7 517 294		7 517 294
Pologne	1 948 467		1 948 467
Portugal	1 211 216		1 211 216
République de Moldova	3 525 678		3 525 678
Serbie	5 473 802		5 473 802
Kosovo sous administration des Nations Unies (Résolution 1244 du Conseil de sécurité)	3 470 521		3 470 521
Roumanie	1 392 884		1 392 884
Fédération de Russie	9 395 329		9 395 329
Slovaquie	1 313 727		1 313 727
Slovénie	99 740		99 740
Espagne	2 583 930		2 583 930
Suisse - Berne	4 160 903		4 160 903
Ex-République yougoslave de Macédoine	649 443		649 443
Turquie	7 130 134		7 130 134
Ukraine	8 663 035		8 663 035
Royaume-Uni - MSL	41 958 047	226 055	42 184 102
TOTAL EUROPE	186 794 837	2 541 035	189 335 872
TOTAL BUREAUX EXTERIEURS	1 214 650 285	8 738 943	1 223 389 228
TOTAL SIEGE DE GENEVE ¹	107 425 384	28 591 293	136 016 677
TOTAL GENERAL	1 322 075 669	37 330 236	1 359 405 905

¹ Le total pour le Siège de Genève englobe les activités de projet entreprises à Genève.

FONDS DE PRET AUX REFUGIES

CREATION ET OBJET DU FONDS

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61^e session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1^{er} janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2010, 72 978 mouvements (contre 85 466 en 2009) ont eu lieu grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

Etat du Fonds pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Solde d'ouverture en début d'exercice		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	4 422 457	2 089 446
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
Solde d'ouverture en début d'exercice	4 734 010	2 400 999
Contributions au Fonds		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	145 647 246	146 804 804
Contributions de migrants russes et ukrainiens	39 309	60 032
Remboursements des billets à ordre	35 668 160	26 593 979
Intérêts créditeurs	20 402	0
Revenus divers	22 457	92 226
Total des contributions au Fonds	181 397 574	173 551 041
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique	(49 320 012)	(45 702 520)
Moyen-Orient	(29 978 520)	(27 609 197)
Amérique latine	(3 529 240)	(3 841 340)
Amérique du Nord	(948 212)	(1 136 476)
Asie et Océanie	(66 393 727)	(71 160 868)
Europe	(17 757 443)	(21 767 629)
Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations	(167 927 158)	(171 218 030)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(20 402)	0
Solde de clôture en fin d'exercice	18 184 024	4 734 010
Solde de clôture en fin d'exercice		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	17 872 471	4 422 457
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
TOTAL	18 184 024	4 734 010

FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)

COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2010 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2010 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	77 300 000	58 000 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	40 507 275	45 658 781
Révision de la valeur estimative des recouvrements	260 885	235 198
Recouvrements perçus durant l'exercice	(35 668 160)	(26 593 979)
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice*	82 400 000	77 300 000

* Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 72 % en 2010. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comté d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR (PROGRAMMES D'OPERATIONS)

	Contributions sans affectation spéciale dollars E.-U.	Contributions à affectation spéciale			Total dollars E.-U.
		Remboursables*	Autres	Total	
		dollars E.-U.	dollars E.-U.	dollars E.-U.	dollars E.-U.
ETATS MEMBRES					
Angola			11 200	11 200	11 200
Argentine			18 763 363	18 763 363	18 763 363
Australie		7 289 523	33 580 332	40 869 855	40 869 855
Autriche	137 000		4 001 057	4 001 057	4 138 057
Belgique	826 706		7 819 813	7 819 813	8 646 519
Bésil			1 350 000	1 350 000	1 350 000
Bulgarie			225 829	225 829	225 829
Canada		12 660 744	12 082 341	24 743 085	24 743 085
Chili			358 000	358 000	358 000
Colombie			80 841 117	80 841 117	80 841 117
Côte d'Ivoire			100 992	100 992	100 992
Croatie			(2 885)	(2 885)	(2 885)
République tchèque		1 584	973 821	975 406	975 406
Danemark		702 276	3 305 255	4 007 531	4 007 531
République dominicaine			4 985	4 985	4 985
Equateur			10 500	10 500	10 500
El Salvador			99 000	99 000	99 000
Estonie			454 772	454 772	454 772
Finlande			4 344 980	4 344 980	4 344 980
France		582 683	3 981 757	4 564 439	4 564 439
Allemagne		310 859	13 337 954	13 648 813	13 648 813
Grèce			886 686	886 686	886 686
Guatemala			453 097	453 097	453 097
Honduras			1 476 988	1 476 988	1 476 988
Hongrie	26 774		399 648	399 648	426 422
Irlande		30 266	1 435 270	1 465 536	1 465 536
Israël			6 980	6 980	6 980
Italie		184 629	7 766 415	7 951 044	7 951 044
Japon		217 205	75 036 455	75 253 660	75 253 660
Kenya			1 960 513	1 960 513	1 960 513
Lettonie			157 538	157 538	157 538
Lituanie			289 669	289 669	289 669
Luxembourg			446 127	446 127	446 127
Malte			205 210	205 210	205 210
Mexique			1 880 246	1 880 246	1 880 246
Pays-Bas		558 166	19 504 637	20 062 803	20 062 803
Nouvelle-Zélande		800 217	40 701	840 919	840 919
Nicaragua			4 875	4 875	4 875
Norvège		1 699 970	15 486 831	17 186 801	17 186 801
Panama			11 491	11 491	11 491
Paraguay			28 231	28 231	28 231
Pérou			268 936 274	268 936 274	268 936 274
Pologne			1 089 735	1 089 735	1 089 735
Portugal			415 210	415 210	415 210
République de Corée			1 033 068	1 033 068	1 033 068
Roumanie			263 621	263 621	263 621
Slovaquie			1 578 475	1 578 475	1 578 475
Slovénie			31 632	31 632	31 632
Afrique du Sud			85 717	85 717	85 717
Espagne			6 968 965	6 968 965	6 968 965
Sri Lanka			(45 448)	(45 448)	(45 448)
Suède		1 989 162	27 140 595	29 129 757	29 129 757
Suisse		1 173 869	10 501 365	11 675 234	11 675 234
Trinité-et-Tobago			51 600	51 600	51 600
Turquie			172 100	172 100	172 100
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord			59 890 871	59 890 871	59 890 871
Etats-Unis d'Amérique	1 300 000	158 663 428	264 562 158	423 225 585	424 525 585
Total des Etats Membres	2 290 480	186 864 581	955 797 730	1 142 662 311	1 144 952 791
ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES					
Etats non membres			877 322	877 322	877 322
Commission européenne			73 165 291	73 165 291	73 165 291
Nations Unies et autres organisations internationales			121 457 322	121 457 322	121 457 322
Secteur privé			4 506 692	4 506 692	4 506 692
Autres organisations			13 314 479	13 314 479	13 314 479
Total des Etats non membres, agences et autres			213 321 105	213 321 105	213 321 105
Remboursements de billets à ordre			9 241 272	9 241 272	9 241 272
Intérêts nets et autres produits	4 199 469				4 199 469
Réfugiés, migrants, répondants et autres			52 118 167	52 118 167	52 118 167
Réajustements comptables nets en fin d'exercice			(92 573 732)	(92 573 732)	(92 573 732)
TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS	6 489 949	186 864 581	1 137 904 542	1 324 769 123	1 331 259 072

* Remboursements ou prépaiements essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Note : Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées à 245 430 939 dollars E.-U.

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
MEMBER STATES		
ANGOLA		
Prevention of HIV/AIDS and malaria in the Kuando Kubango province – Angola		11 200
Total: Angola – Earmarked		11 200
ARGENTINA		
Administrative and technical assistance to government programmes – Argentina		10 227 097
Technical assistance to the secretariat of science, technology and productive innovation		2 940 548
Assistance to small producers in the province of Río Negro – Argentina		2 361 821
Technical cooperation among developing countries		1 456 276
Administrative and technical assistance to the national directorate of migration (DNM) programme		1 214 222
Administrative and technical assistance to the interior ministry's locally funded programme in Argentina		378 788
Technical cooperation in the area of migration (PLACMI)		101 010
Technical cooperation among developing countries (TCADC)		61 639
Administrative and technical assistance to the province of Río Negro – Argentina		21 963
Total: Argentina – Earmarked		18 763 363
AUSTRALIA		
Care and voluntary return of irregular migrants – Indonesia		11 270 888
Imigrasi quarantine support project (IQS) for Indonesia		3 059 441
Health assessment for Australian-bound migrants visa class 200 to 204		2 251 043
Immigration information and counselling services in Australia		2 071 183
Pre-departure medical screening for Australian Government-funded cases		2 012 275
Disaster risk reduction in Timor-Leste – phase II (DRMP 2)		1 095 742
Enhanced migration management for Timor-Leste – phase II (EMM 2)		1 020 703
Start-up out-of-country voting registration (OCVR) operations for the Southern Sudan referendum		994 036
Socio-economic transitions and rehabilitation programme for Sri Lanka (ACRP 3)		922 819
Australian culture orientation (AUSCO) in Cairo		914 477
Reinforcing management of irregular migration in Indonesia		883 602
Reintegration support to returnees to Sri Lanka from Australia		835 000
Australian cultural orientation (AUSCO global 2)		687 967
Partnership in migration management and border control in Papua New Guinea (PMMBC)		593 481
Solomon Islands border strengthening programme		524 476
Case management, counselling and reintegration planning for Christmas Island in Australia		467 040
Transportation assistance for internally displaced persons returning to northern Sri Lanka (TARI)		448 029
Public information campaign to curb irregular migration and people smuggling from Indonesia to Australia		427 616
Papua New Guinea border management system (PNG BMS) project and related initiatives		352 262
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons, and related transnational crime (BMC)		347 685
Reducing the vulnerabilities of the Rohingya people and promoting their access to social and health services in Thailand (RVR)		342 997
Educational and social welfare support for displaced persons in Indonesia		337 413
Community liaison to promote Australian Government messaging to potential irregular immigrants – Indonesia		332 271
Transport assistance for returning and released Vanni internally displaced persons in Sri Lanka (AVI)		293 624
International border checkpoint project for improved border integrity in Cambodia (IBCPC)		198 182
Imigrasi information technology training support project (IITTSP) for Indonesia		178 304
Imigrasi information technology in-house consultancy project (IITICP) for Indonesia		161 172
Regional pilot project for returning victims of trafficking from Australia to Thailand (RPRV)		141 772
Technical support to the Government of Timor-Leste to “Hamutuk Hari! Uma” (building houses together)		100 000
Information campaign against irregular migration from Sri Lanka to Australia (ICLA)		93 924
Strategic review of the bureau of immigration information management system (SRBI)		79 629
Pre-consular support service – Damascus		55 615
Capacity-building workshop – Pakistan		54 770
Capacity-building workshop – Afghanistan		52 949
World migration report 2010		35 000
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda)		26 820
International dialogue on migration (IDM) 2010 – intersessional workshop on societies and identities		25 000
Return assistance to third-country nationals in the Pacific Islands		4 928
Facilitated migration – document verifications (service fee) – Jordan		3 723
Reimbursable transportation and other costs		7 289 523
Situational assessment of relief and rehabilitation assistance to displaced persons – Iraq (AIRI) – refund		(2 755)

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
AUSTRALIA (continued)		
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda) – refund		(3 812)
Assessment for the introduction of biometrics to the Sri Lankan passport issuance process – refund		(16 587)
Capacity-building in migration management to support returnees to Sri Lanka (AENEAS) – refund		(18 390)
Disaster risk management in Timor-Leste (DRMP) – refund		(75 979)
Total: Australia – Earmarked		40 869 855
AUSTRIA		
Unearmarked income	137 000	
Voluntary repatriation from Austria		2 081 977
Austrian voluntary contribution		340 000
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo III		304 467
Assisted voluntary return and reintegration for Nigerian nationals in Austria (AVRR)		285 830
Assistance for the return and reintegration of returnees to the Russian Federation		270 649
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to Nigeria II		227 962
Combating trafficking in persons in Montenegro		204 457
Processing of requests for country-specific information on health care for the Austrian ministry of the interior		134 322
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase II (RRAV II)		78 710
Assisted voluntary return and reintegration in Chechnya (AVRR)		64 899
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to the Republic of Moldova		7 783
Total: Austria – Unearmarked and earmarked	137 000	4 001 057
BELGIUM		
Unearmarked income	826 706	
Return assistance from Belgium (REAB 2010)		1 804 802
Funds received in 2010 – to be allocated		1 378 316
Migration for development in Africa (MIDA) – Great Lakes IV		1 360 538
Return assistance from Belgium (REAB 2010)		844 904
Return assistance from Belgium (REAB 2009)		336 402
Return and emigration of asylum-seekers from Belgium (REAB 08)		302 524
Staff and office expenses – Brussels		202 181
Joint programme to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		182 124
Capacity-building for border management in the Syrian Arab Republic – phase II		161 529
Joint programme to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		146 846
Reintegration direct assistance from Belgium (REAB 2010)		137 759
Assistance to the internally displaced population: preventing trafficking in persons in Medellín, Colombia – phase II		130 429
Assisted voluntary return of irregular migrants in Morocco and reintegration into their countries of origin		126 706
Assisted voluntary return and reintegration support for families residing in adapted holding facilities		122 100
Associate expert – Rabat		94 520
Reintegration assistance (REAB 2009)		93 699
Information campaign against irregular migration in Guinea (CIMG)		76 696
Information campaign on the risks and dangers of irregular migration in the Democratic Republic of the Congo		72 109
Information campaign on awareness of risks of irregular migration in the Jalandhar district of Punjab – India		70 748
Reintegration assistance (REAB 2010)		64 378
Awareness-raising for Brazilian and Belgian authorities on managing migration from Brazil to Belgium (BBEAM)		53 836
Reintegration fund (REAB 2008)		51 938
Joint multidisciplinary training activities to prevent and combat trafficking in human beings		43 496
Services for refugee resettlement – refund		(7 124)
Preventing irregular migration of Congolese girls and women in Kinshasa – refund		(11 746)
Prevention of economic exploitation and trafficking of Brazilians in Belgium – refund		(19 896)
Total: Belgium – Unearmarked and earmarked	826 706	7 819 813
BRAZIL		
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		1 300 000
Assistance to internally displaced persons and other vulnerable groups – Iraq		50 000
Total: Brazil – Earmarked		1 350 000

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
BULGARIA		
Raising awareness of third-country nationals to promote assisted voluntary return (RATN)		78 535
Creation of a network of information centres for immigrants in Bulgaria		59 992
Information services for immigrants in Plovdiv, Kardjali and Stara Zagora (CICI)		48 224
Harmonizing standards of voluntary return of irregular migrants in Central European member states – phase III		39 078
Total: Bulgaria – Earmarked		225 829
CANADA		
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		2 832 861
Construction activities in Croix-des-Bouquets, Port-au-Prince		2 366 628
Canadian orientation abroad		1 656 546
Mass communications, health and coordination support to flood-affected population (MHCS)		1 463 415
Rehabilitation of the Lukusa training centre within the Democratic Republic of the Congo		887 574
Mining trade centres in the Democratic Republic of the Congo		491 586
Counter-terrorism capacity-building programme in Afghanistan		309 376
Canadian immigration medical examination and pre-departure screening of Bhutanese in Nepal (CIMEP)		300 943
Funds received in 2010 – to be allocated		274 665
Support to the national commission for reparation and reconciliation (CNRR) – Colombia (NPGR)		274 520
Capacity-building for migration and law-enforcement officers in the Plurinational State of Bolivia, Colombia, Ecuador and Peru		223 869
Socio-judicial analysis of the personal files of demobilized persons within the justice and peace process (SJAPA)		178 684
Rehabilitation of border facilities in Haiti		172 862
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		136 000
Pre-departure malaria treatment protocol		120 035
Enhancing border control and migration management in Bangladesh (IBMC)		91 253
Palestinian Israeli claims mechanisms (PICM)		47 250
Quebec promotion and recruitment campaign in the Russian Federation (QPRC)		40 719
Enhancing the capacity of national authorities to detect false travel documents in Central America and Mexico		38 833
Pre-consular support services for Alberta province, Canada (CSSA)		38 164
Cultural profile and survey of 1,000 Bhutanese bound for resettlement in Canada (BORC)		34 337
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico (RCM)		30 000
Administrative and logistical support services in Kyiv		27 668
Administrative and logistical support services for the Quebec immigration campaign in the Republic of Moldova (ALSSM)		23 342
Capacity-building in identity management: passport examination manual		10 650
Promoting cultural dialogue in the Lviv and Zakarpattia regions of Ukraine (PCDU)		8 724
Family tracing services – Chisinau		1 840
Reimbursable transportation and other costs		12 660 744
Total: Canada – Earmarked		24 743 085
CHILE		
Towards a migratory policy in Chile (TMPC)		358 000
Total: Chile – Earmarked		358 000
COLOMBIA		
Assistance to the youth to prevent their recruitment by illegal groups – Colombia (CACAY)		28 403 759
Educational infrastructures affected by natural disasters or conflict		13 640 309
Improving the living standards of children in the department of Chocó – Colombia		12 067 953
Family welfare to support internally displaced persons – Colombia		8 462 153
Educational infrastructure projects in Colombia		4 876 333
Implementation of the policy on income generation with psychosocial support in Colombia (PIGPA)		2 489 138
Economic and social stabilization for promoting returns (AESE)		1 785 714
Protection of land and property of the internally displaced persons in Colombia (PTPD – GOC)		1 618 572
Effective education for competitiveness in Colombia (EEC)		1 590 012
Improvement of educational infrastructures affected by natural disasters		1 434 983
Formulation of policies for Afro-Colombian communities – Colombia		1 274 562
Improving the living standards of children in the department of Chocó – Colombia		1 030 373
Support to the youth penal criminal system in Colombia		999 215
Educational infrastructure to prevent illegal recruitment of young children – Colombia		829 580
Improvement of educational infrastructures affected by natural disasters, conflict or abandon in Colombia		645 532
Peace and development in Colombia		643 619

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
COLOMBIA (continued)		
Equality, children and adolescents with emphasis on child labour (EACL)		204 181
Improvement, liberty and security for youth in vulnerable conditions (YVC)		158 656
Medellín reintegration process – lessons learned and best practices (Medellín)		104 822
Integral protection and public policy for the department of Meta (IPPP)		94 569
Technical cooperation among developing countries (TCDC) Colombia		80 000
Implementation of networks of Colombians living abroad (INCLA)		72 557
Cooperation agreement for strengthening the district project “bienvenido a casa” (welcome home)		50 176
Improving the conditions of the children in Tumaco, Colombia, through educational and nutritional care		47 170
Income-generation project in Bogota (INGEN)		39 660
Technical support and administrative assistance for the rehabilitation of children home infrastructures – Colombia		31 864
Horizontal cooperation for young children in Bogota – Colombia		21 055
Replication and consolidation of temporary and circular labour migration (TCLM) model		16 019
Development of the “aulas en paz” programme for the prevention of child recruitment by armed groups – phase II – refund		(3 515)
Prevention and assistance activities in sexual and reproductive health – Colombia – refund		(3 951)
Replication and consolidation of temporary and circular labour migration (TCLM) model – refund		(12 028)
Strengthening and entrepreneurship programmes focused on women heads of families (SEPW) – refund		(13 168)
Development of the “aulas en paz” programme for the prevention of child recruitment by armed groups – refund		(22 121)
Assistance for the internally displaced population – Colombia – refund		(84 070)
Post-emergency attention to internally displaced persons in Colombia – refund		(194 121)
Building of school infrastructures and study of educational needs in border zones (SISEN) – refund		(251 850)
Improving the living standards of children in the department of Chocó – Colombia – refund		(483 178)
Support to internally displaced persons – refund		(803 416)
Total: Colombia – Earmarked		80 841 117
COTE D'IVOIRE		
Structure support for restoration, social capital and social cohesion activities (RCSCS)		100 992
Total: Côte d'Ivoire – Earmarked		100 992
CROATIA		
Construction of the Zhar Shakh basic health clinic in Afghanistan – refund		(2 885)
Total: Croatia – Earmarked (funds return)		(2 885)
CZECH REPUBLIC		
Assisted voluntary returns in the Czech Republic		310 107
Funds received in 2010 – to be allocated		263 574
Capacity-building in migration management in Iraq: support to migration information system task force		88 055
Continuation of the information campaign on preventing the irregular migration of Mongolian nationals (CPIM)		70 130
Support for migration management in the Republic of Moldova on labour migration and reintegration – phase III in 2010		52 353
Visa support services for the ministry of foreign affairs of the Czech Republic – pilot project		48 123
Support for migration management in Georgia and the Republic of Moldova – 2008		47 176
Support and strategic planning for the immigration section of the ministry of security in Bosnia and Herzegovina		38 227
Summer school on migration studies 2010 – Czech Republic		31 552
Capacity-building in migration management in Iraq – data analysis and forensic examination centre (DAFEC)		28 396
Capacity-building in migration management in Iraq – national travel documents database		16 510
Verification of documents in the Czech pilot project selection of qualified foreign workers – Ukraine (VDCP)		5 171
Support for the reintegration system of the Georgian labour market		3 505
Reimbursable transportation and other costs		1 584
Reintegration and stabilization activities of the Czech Republic in Mongolia – phase I – refund		(4 575)
Reintegration project for Moldovan migrants on remittances and financial literacy – refund		(5 466)
Support for migration management in Central Asia – 2008 (MMCA 2008) – refund		(19 017)
Total: Czech Republic – Earmarked		975 406
DENMARK		
Programme against human trafficking in Eastern and South-Eastern Europe 2009–2011 (AHTESE II)		1 694 756
Capacity-building for migration management: enhancing migration coordination and safety in Kenya		563 069
Prevention and protection of victims of human trafficking in Bangladesh (PPVHTB)		515 153
Reception and reintegration of Afghan returnees to Afghanistan		179 501

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
DENMARK (continued)		
Assisted voluntary return, cargo arrangements and grant payments for returnees from Denmark to Iraq		144 209
Assisted voluntary return and reintegration assistance for vulnerable unaccompanied minors from Denmark – phase II		78 968
Assisted voluntary return and reintegration assistance for vulnerable victims of trafficking from Denmark – phase II		78 968
Emergency health and shelter response for victims of cyclone Giri in Myanmar		53 573
Voluntary return assistance from Denmark (RADE)		7 277
Information on return and reintegration for Iraqi migrants in Denmark (IRRIM)		5 467
Reimbursable transportation and other costs		702 276
Promoting human, refugee and migrants' rights in Central Asia (PRCA) – refund		(15 687)
Total: Denmark – Earmarked		4 007 531
DOMINICAN REPUBLIC		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		4 985
Total: Dominican Republic – Earmarked		4 985
ECUADOR		
Technical support to implement Ecuador's comprehensive migration policy (SIEC)		10 500
Total: Ecuador – Earmarked		10 500
EL SALVADOR		
Ibero-American forum on migration and development – FIBEMYD, El Salvador		45 000
Return of Salvadoran migrants from Mexico and Guatemala		40 350
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		5 000
Return of highly vulnerable migrants in Central America and Mexico (RCM)		5 000
Technical cooperation among developing countries – San José (TCADC-SJ)		3 650
Total: El Salvador – Earmarked		99 000
ESTONIA		
Voluntary assisted return and reintegration for Estonia (VARRE)		210 334
Minimum standards for the reception and protection of asylum-seekers in Estonia – 4 (MINAS 4)		192 265
Public awareness-raising – refugees, asylum-seekers and other migrants – who and why (PARE)		48 715
Minimum standards for reception, protection and qualification of asylum-seekers in Estonia - 3 (MINAS-3)		3 459
Total: Estonia – Earmarked		454 772
FINLAND		
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		942 127
Capacity-building for border management for the United Republic of Tanzania – borders with Burundi, Kenya, Rwanda and Uganda		721 501
Funds received in 2010 – to be allocated		669 344
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF)		667 785
Humanitarian assistance for vulnerable Afghans deported from Iran (DIPD)		360 750
Empowering the Government and civil society in Yemen to protect victims of trafficking (EGC)		336 474
Staff and office costs – Helsinki office		189 047
Strengthening the health sectors in northern Somalia (MIDA-HNS)		136 515
Developing assisted voluntary return in Finland (DAVRiF)		116 400
Cultural orientation for Finland-bound quota refugees (FINCO 2010)		116 322
Associate expert – Chisinau		56 908
Enhancing dialogue on transit migration in Egypt (DTME)		33 647
Enhancing dialogue on transit migration in Egypt (DTME) – refund		(1 839)
Total: Finland – Earmarked		4 344 980
FRANCE		
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		2 020 202
Reintegration and assistance return programme (ARER)		1 781 117
Partnership for the management of labour migration – European Union, Benin, Cameroon, Mali and Senegal (PML)		79 129
Support to the African capacity building centre (ACBC) – Tanzania regional immigration training academy (TRITA)		67 826
Analysing remittances of Cambodian migrant workers in Thailand and local communities in Cambodia		42 216
Associate expert – Geneva		19 953
Reimbursable transportation and other costs		582 683

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
FRANCE (continued)		
Experimental programme of information and counselling on voluntary return – France – refund		(7 731)
Family reunion in France – refund		(20 956)
Total: France – Earmarked		4 564 439
GERMANY		
Human security and stabilization in Iraq		5 071 186
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany (REAG)/GARP 2010 Germany		3 875 259
Human security and stabilization in Iraq – phase II		2 460 000
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany (REAG)/GARP 2010 Germany		2 089 948
Expansion of the reintegration of former combatants through a local environment initiative project (RECM 2)		652 428
Individual return-related inquiries 2010 (ZIRF 2010)		240 251
Associate expert – Nairobi		229 675
Berlin alliance against trafficking for labour exploitation (BAAT)		159 923
Individual assistance to conflict-affected women and girls in Lofa county – Liberia		149 016
Associate expert – Geneva		146 542
Technical assistance to the national commission for social action in Sierra Leone (TARP)		119 390
Reintegration and emigration programme for asylum-seekers in Germany (REAG)/GARP 2009		93 950
Associate expert – Brussels		59 068
Counselling 2010 – country fact sheets – (ZIRF)		52 595
IOM centre for returnee information and counselling in cooperation with Berlin		49 005
Counter-terrorism and migration: challenges and the way forward, Libyan Arab Jamahiriya		48 909
Construction of a health post in Costa Rica–Panama border, Sabalito – Río Sereno		32 047
Intraregional migration data and research management – Belgium		17 899
Integrated experts programme (GAPPO)		10 336
Reimbursable transportation and other costs		310 859
Prevention of and fight against trafficking in persons in Bavaria and Europe (CTWB) – refund		(5 232)
Support for the comprehensive disengagement plan for north and south Kivu (COMDIS) – refund		(2 214 240)
Total: Germany – Earmarked		13 648 813
GREECE		
Voluntary return of third-country nationals and reception in their countries of origin – Greece		446 453
The educational programme in the Republic of Moldova		155 733
International school of culture and communication – Greece		123 704
Combating exploitation and creating perspectives – Greece		53 585
Information campaign on voluntary return possibilities– Greece		45 388
Information centre Greece – support activities (ICGSA)		45 093
Development indicators for the evaluation of policies related to the integration of third-country nationals (TCNs)		14 593
Assisted voluntary return of Afghan asylum-seekers in Greece		2 137
Total: Greece – Earmarked		886 686
GUATEMALA		
Return of Guatemalan vulnerable migrants		315 895
Port infrastructure in the port of Champerico – Guatemala		77 962
Urban and rural community support programme – Guatemala		30 702
FONAPAZ project		28 538
Total: Guatemala – Earmarked		453 097
HONDURAS		
Institutional strengthening – Honduras (ISMI)		1 476 988
Total: Honduras – Earmarked		1 476 988
HUNGARY		
Unearmarked income	26 774	
Hungarian assisted return and reintegration programme III (HARRP III)		198 551
Hungarian assisted return and reintegration programme (HARRP)		71 537
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states		70 051
Hungarian assisted return and reintegration programme II (HARRP II)		36 114
Website and hotline for assisted voluntary returnees – Hungary		21 046
Information programme for assisted voluntary returns – Hungary		4 632

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
HUNGARY (continued)		
Expert programme under the European return fund 2008		3 149
Hungarian assisted return programme (HARIP) – refund		(1 945)
Expert programme under the European return fund 2008 – refund		(3 487)
Total: Hungary – Unearmarked and earmarked	26 774	399 648
IRELAND		
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP 2010)		1 076 858
Assisted voluntary return programme – Ireland		331 201
Strengthening the capacity of the Nigerian immigration service to detect travel document fraud and irregular migration to the United Kingdom, Ireland and Europe		27 211
Reimbursable transportation and other costs		30 266
Total: Ireland – Earmarked		1 465 536
ISRAEL		
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda) (WEBC)		10 000
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda) (WEBC) – refund		(3 020)
Total: Israel – Earmarked		6 980
ITALY		
Education and training for Egyptian youth in the Fayoum governorate to promote regular migration		878 915
Assisted voluntary return from Italy and reintegration into the country of origin (PARTIR)		790 426
Assisted voluntary return and reintegration in countries of origin for vulnerable groups (PARTIR II), Italy		733 945
Integrated migration information system programme (phase II) for Egypt (IMIS Plus)		690 920
Prevention and management of irregular migration flows from Sahara Desert to Mediterranean Sea		592 395
Common approach to assist asylum-seekers in Italy and Malta		475 221
Institutional support for the voluntary return measures of the national asylum programme		458 728
Improving life choices of the young – Colombia		414 480
Family-tracing activities and assisted voluntary returns of unaccompanied foreign minors – Italy		383 357
Family-tracing activities and assisted voluntary returns of unaccompanied foreign minors – Italy		316 017
Information campaign to address the migration of unaccompanied Egyptian minors to Italy – phase II (IMEMI 2)		239 961
IOM core activities in migration management – Rome		222 222
Consolidation of systems for a shared management of migration – Italy and Tunisia		191 056
Consolidating reception capacities of migration flows in strategic points of southern Italy		190 071
Intervention for a modular strategy on AIDS (PRISMA 2)		176 856
Chinese migrants in Italy: a path for social inclusion		170 249
Knowledge network enhancement – NIKE		165 337
Associate expert – Geneva		155 975
Associate expert – Geneva		114 935
Associate expert – Tripoli		107 982
Repatriation of non-European Union citizens from Italy		85 619
Information campaign to address the migration of unaccompanied Egyptian minors to Italy – phase II (IMEMI 2)		66 202
Exchange of practices and training of experts in assisted voluntary return – RE-FORM, Italy		59 190
Preventing and combating trafficking and enhancing victim protection		46 854
1035 facility contribution		34 722
Psychosocial training programme – Rome (PSYT)		26 523
Mapping foreign communities and dissemination of information on assisted voluntary return and reintegration schemes in Italy		20 362
RACINE mappatura		17 591
RACINE – informare		16 717
World migration report 2010		13 495
Monitoring and reporting on the activities of the speranta centre in Cahul, the Republic of Moldova (MRASCC)		10 000
International cooperation on victims of trafficking and humanitarian cases		1 859
Reimbursable transportation and other costs		184 629
A brighter childhood – tackling child trafficking in Afghanistan (TCTAF) – refund		(101 768)
Total: Italy – Earmarked		7 951 044

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
JAPAN		
Humanitarian assistance to the people affected by the flood in Pakistan		15 000 000
Emergency grant aid to the people affected by the earthquake in Haiti (EGAH)		9 000 000
Humanitarian and reintegration assistance to vulnerable Afghan deportees and victims of trafficking (IHR)		6 160 000
Somalia capacity-building programme		6 000 000
Return and reintegration of Afghans		4 840 000
Humanitarian, livelihood and reintegration assistance to vulnerable Afghans – Afghanistan		4 000 000
Protection of vulnerable migrants travelling through Somalia, Ethiopia and Djibouti to Yemen		3 600 000
Emergency humanitarian assistance to people affected by the earthquake in Haiti (EREH)		3 000 000
Haitian national police integrated border security management project		2 548 794
Livelihood support to pastoralist communities in response to climate change in northern Kenya (RINK)		2 500 000
Comprehensive humanitarian assistance to irregular migrants in the United Republic of Tanzania: special attention to children		2 400 000
Mitigating resource-based conflicts among pastoralist communities in northern Kenya		2 300 000
Enhancement of socio-economic reintegration opportunities for Rwandan returnees (SEROR)		2 000 000
Protection of migrants travelling through Somalia and Djibouti to Yemen (SPUDY)		2 000 000
Addressing water scarcity: supporting peace and stable development in Sudan's transitional areas		2 000 000
Assistance to internally displaced persons and other vulnerable Zimbabwean migrants		1 412 471
Enhancing socio-economic reintegration opportunities for Rwandan returnees – phase II		1 000 000
Strengthening disaster response capacities of the Government of Tajikistan		950 000
Community livelihood and infrastructure improvement in Somalia (COLIIS)		900 000
Assistance to internally displaced persons and other vulnerable Zimbabwean migrants		845 682
Peace-building and conflict mitigation among youth and children in Osh and Jalalabad oblasts, Kyrgyzstan		650 000
Enhancing humanitarian response capacity to assist mixed migration flows in the United Republic of Tanzania (ECAMM)		500 000
Emergency assistance to the people affected by the flood in Pakistan		500 000
Assistance to internally displaced persons and other vulnerable Zimbabwean migrants		362 862
Return and reintegration assistance to trafficked victims in Japan		197 550
Assistance to internally displaced persons and other vulnerable Zimbabwean migrants		178 985
Associate expert – Harare		148 018
Associate expert – Kathmandu		136 456
Associate expert – Bishkek		135 446
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		10 000
Reimbursable transportation and other costs		217 205
Peace-building assistance in conflict-affected communities in Aceh – Indonesia (PBAC) – refund		(239 809)
Total: Japan – Earmarked		75 253 660
KENYA		
Restoration of farm infrastructure in Kenya		1 960 513
Total: Kenya – Earmarked		1 960 513
LATVIA		
Towards successful integration of immigrants in Latvia (TSIL)		116 999
Funds received in 2010 – to be allocated		37 506
Integration of new members of Latvian society – phase II		3 033
Total: Latvia – Earmarked		157 538
LITHUANIA		
Practitioners capacity-building – Lithuania		75 633
Return home II – Lithuania		74 014
European migration network: national contact point for Lithuania 2010		48 841
Funds received in 2010 – to be allocated		36 814
Reintegration in countries of origin – Lithuania		24 921
Voluntary return for vulnerable persons II – Lithuania		22 386
Improvement of diversity management and intercultural competence in Lithuania (TU)		7 414
Accessible information – guarantee of successful integration (GASI)		5 076
Voluntary return for vulnerable persons (VRVP) – refund		(5 428)
Total: Lithuania – Earmarked		289 669

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
LUXEMBOURG		
Assisted voluntary return and reintegration, Luxembourg convention – AVRRL 2010		376 149
Assisted voluntary return and reintegration, Luxembourg – phase II		87 229
Assisted voluntary return and reintegration, Luxembourg		61 553
Enterprise development and employment creation in the Mitrovica and Zvecan municipalities – UNSC resolution 1244-administered Kosovo – refund		(4 493)
Cooperation on services for refugee resettlement (CSRRL) – refund		(4 959)
Assisted voluntary return and reintegration, Luxembourg – refund		(5 756)
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – refund		(63 595)
Total: Luxembourg – Earmarked		446 127
MALTA		
Voluntary return and sustainable reintegration in the country of origin, Malta		152 678
Coordination and provision of welfare services in closed centres – a pilot project (COPE)		52 532
Total: Malta – Earmarked		205 210
MEXICO		
Support to the Mexican youth institute for air tickets to participate in the 2010 world youth conference		976 030
Assisted voluntary return from Mexico		814 508
Support to the Mexican youth institute for provision of visas to participate in the 2010 world youth conference		49 284
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		40 424
Total: Mexico – Earmarked		1 880 246
NETHERLANDS		
Return and emigration of aliens from the Netherlands 2010 (REAN 2010)		8 009 954
Assisted voluntary return from detention II (AVRN 2)		1 459 679
Emergency shelter and livelihood assistance for returnees and internally displaced persons in Sri Lanka		1 398 600
Return and reintegration regulation 2010 (HRT 2010)		1 388 889
Return and reintegration regulation 2008 (HRT 2008)		937 304
Temporary return of qualified nationals (TRQN) II		856 024
Counter-trafficking: social services development and direct assistance – Nigeria		786 366
Reintegration assistance for former combatants and conflict-associated vulnerable groups (ICRS) Sri Lanka		672 948
Emergency community and environmental health responses for mobile and vulnerable populations (CECE)		470 589
MIDA Ghana health III		443 198
Humanitarian assistance and information for returned migrants and mobile populations in Zimbabwe (HAI-BB)		403 845
Supporting Abyei administration with consultants and provision of information and equipment – Sudan		348 938
Humanitarian emergency assistance and reintegration of vulnerable mobile populations (CAHEA-NL)		346 154
Post-arrival reintegration assistance to Georgian nationals returned from the Netherlands (RAGNA)		271 748
Humanitarian assistance and information for returned migrants and mobile populations in Zimbabwe (HAI-PT)		250 000
Strengthening the Indonesian national police force through institution-building – phase II		207 857
Cultural orientation programme for refugees selected for resettlement on a dossier basis (NLCO)		140 600
Strengthening the Indonesian national police through institution-building – phase II		133 210
Strengthening civil society to fight human trafficking (SCST)		127 195
Ensuring peaceful migration across the 1-1-56 border in post-2011 Sudan (EPMS)		125 500
Supporting the Government to exchange good practices and lessons learned in the security sector – Egypt		124 346
Support to affected population in shelters and temporary housing facilities in the Plurinational State of Bolivia		120 000
Funds received in 2010 – to be allocated		119 460
Reintegration assistance to Angolan returnees (UAM) from the Netherlands to Angola		92 478
Assessing assisted voluntary return – the Netherlands in a European perspective (AAVR)		59 410
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants in Morocco (AVRM)		45 627
Supporting the Government's effort to protect temporary contract workers in Gulf Cooperation Council countries – Kuwait		45 000
Pre-consular support to the Netherlands embassy in Addis Ababa, Ethiopia (NPCS)		38 500
Raising awareness on international migration in Istanbul, Turkey		36 701
Facilitating labour mobility in Kuwait: opportunities and challenges		32 000
Relocation of 70 tsunami-affected families residing in tsunami camps in the Colombo district		14 305
Supporting the Government of Kuwait's efforts to safeguard the rights of temporary contract workers in Kuwait		8 800
Reimbursable transportation and other costs		558 166
Relief and rehabilitation assistance to internally displaced persons in Iraq (IRRA Netherlands) – refund		(10 589)
Total: Netherlands – Earmarked		20 062 803

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
NEW ZEALAND		
Consular support service for New Zealand		26 357
Funds received in 2010 – to be allocated		14 345
Reimbursable transportation and other costs		800 217
Total: New Zealand – Earmarked		840 919
NICARAGUA		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		4 875
Total: Nicaragua – Earmarked		4 875
NORWAY		
Information, return and reintegration of Iraqi nationals to Iraq (IRRINI)		5 310 226
Voluntary return assistance for asylum-seekers		4 055 346
Financial support to assisted voluntary returnees		1 842 671
Information, return and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan (IRRANA I)		661 744
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees		503 314
Cooperation between government and non-governmental organizations in combating trafficking in Kazakhstan		473 748
Combating trafficking in persons in Kyrgyzstan		385 116
Construction of assembly hall in Maimana city of Faryab province in Afghanistan (CAH)		329 489
Voluntary repatriation and reintegration assistance for stranded Congolese irregular migrant women and children (SCWC) – Democratic Republic of the Congo		313 862
Prevention of irregular migration through decentralized labour measures for vulnerable groups – the former Yugoslav Republic of Macedonia		263 938
Combating trafficking in persons in Turkmenistan		240 697
Associate expert – Colombo		206 517
Human rights and counter-trafficking training project – Angola		186 264
Assistance for the voluntary return of unsuccessful asylum-seekers from Norway		171 560
Counter-trafficking; social services development and direct assistance – Nigeria		157 551
Return and reintegration assistance for victims of trafficking from Norway		132 802
Reconstruction of the destroyed adaptation and reintegration centre for minors in Osh, Kyrgyzstan		112 903
Assisted voluntary return and financial support to Burundi (AVRFSB)		55 137
Support to the perspective programme of the ministry of defense of Bosnia and Herzegovina (SPMD)		48 853
Empowering Polish construction workers (EPOC)		39 731
Facilitated migration – document verifications (service fee) – Jordan		4 950
Reimbursable transportation and other costs		1 699 970
African counter-trafficking assistance programme – refund		(9 589)
Total: Norway – Earmarked		17 186 801
PANAMA		
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		11 491
Total: Panama – Earmarked		11 491
PARAGUAY		
Technical cooperation project in the area of migration (PLACMI)		28 231
Total: Paraguay – Earmarked		28 231
PERU		
Technical support for Lima's town hall work execution services		244 768 095
Technical assistance project for Essalud's work management services – Peru		9 884 499
Programme to reorganize and modernize the public ministry		8 895 724
Strengthening the management system of Lima's town hall		4 190 055
Management of funds to transfer qualified human resources and humanitarian mobilization		1 194 084
Technical cooperation among developing countries		3 816
Total: Peru – Earmarked		268 936 274
POLAND		
Information, travel and reintegration – assisted voluntary returns from Poland – phase I (ITRP)		342 189
Assistance from Poland and reintegration for irregular migrants (PORIM)		228 433
Assistance in voluntary return and reintegration from Poland for irregular migrants – phase II		197 466
Poland assisted voluntary returns programme 2006		130 157
Campaign to improve medical services for asylum-seekers in Poland (ECHS)		43 694

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
POLAND (continued)		
Educational campaign to improve health and medical care for asylum-seekers – phase II		41 654
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states – phase III		24 069
Intercultural school in a multicultural society in Poland		23 112
Cooperation – the path to integration (2009), Poland		21 560
Small business development and vocational training for internally displaced persons in Georgia (SB-VT)		13 459
Cooperation as the way for integration in Poland (CPI)		12 372
Active and competent migrants in civil society – Poland		6 740
Intercultural school in a multicultural society in Poland		2 515
Integration by information in Poland		2 314
Total: Poland – Earmarked		1 089 735
PORTUGAL		
Programme for voluntary return from Portugal		188 631
Assisted voluntary return and reintegration project in Portugal		124 790
Evaluation of the national support centres for immigrants in Lisbon and Porto (CNAI)		44 526
IPAD-MFA expert in bilateral cooperation, migration and development		40 172
One-stop-shop: a new answer for immigrant integration – Europe		8 870
Database of migrant expertise for radio and television programmes in Portugal (DME)		8 220
Total: Portugal – Earmarked		415 210
REPUBLIC OF KOREA		
Economic development action to formalize employment of marginalized ethnic Koreans in Ukraine (EDAF)		323 000
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		300 050
Migration research and training centre director's salaries and benefits		213 735
Kahriz rehabilitation project in Azerbaijan		200 000
Seconded staff – Geneva – refund		(3 717)
Total: Republic of Korea – Earmarked		1 033 068
ROMANIA		
Network of counselling and information centres for third-country nationals – Romania		167 721
Strengthening of assisted voluntary return programmes in Romania		95 900
Total: Romania – Earmarked		263 621
SLOVAKIA		
Information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia – phase IV		322 173
Return and reintegration assistance to unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia		302 518
Return and reintegration assistance to unsuccessful asylum-seekers and irregular migrants from Slovakia		296 060
Information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia – phase III		291 317
Migration information centre to support social, economic and cultural integration of migrants in Slovakia		98 993
Assistance to organizations on return and reintegration of trafficked persons in Slovakia – 2010		98 296
Networking and training to enhance intercultural competencies of professionals working with migrants		53 028
Capacity-building of key stakeholders in Slovakia		53 005
Analysis of migration trends and public attitudes on migration and migrant integration – Slovakia		32 860
Strengthening cooperation on assisted voluntary returns in countries of origin		16 348
Contribution towards rent premises – Bratislava, Slovakia		12 805
Harmonizing standards on voluntary return of irregular migrants in Central European member states		12 225
Assistance to organizations on return and reintegration of trafficked persons in Slovakia – 2009		1 814
Strengthening identification and information dissemination of victims of trafficking in Slovakia		1 788
Trafficking in humans beings – Slovakia		1 173
Strengthening cooperation on assisted voluntary returns in countries of origin (SCAVR) – refund		(7 819)
Assistance to organizations on return and reintegration of trafficked persons – Slovakia – refund		(8 110)
Total: Slovakia – Earmarked		1 578 475
SLOVENIA		
Voluntary return programmes for foreigners from Slovenia and reintegration programmes		31 632
Total: Slovenia – Earmarked		31 632
SOUTH AFRICA		
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		85 717
Total: South Africa – Earmarked		85 717

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
SPAIN		
Community stabilization programme – food security and agriculture in Huambo province of Angola (FSSC 2)		1 298 701
Assistance for economic recovery and to meet the social needs of displaced and vulnerable populations in Haiti (ESRA)		1 270 648
Programme for managing migratory flows, assisting integration and preventing irregular flows in Spain		816 327
Income-generation assistance to internally displaced persons, vulnerable families and families at risk of displacement – Zimbabwe		721 501
Assisted voluntary return of migrants from Spain – PREVIE 2010		610 501
Assistance for rehabilitation and repairs of temporary shelters in Haiti		538 358
Co-development project for Costa Rica and Nicaragua (CECN)		437 915
Building resilience to natural hazards in north-east Cambodia (RVNH)		360 750
Assisted voluntary return of migrants from Catalonia, Spain – PREVICAT 2010		327 225
Administrative and technical assistance to the ministry of foreign affairs – MREC – Argentina		301 140
Voluntary return of immigrants from Catalonia (PREVICAT 2009)		222 558
Banking and remittances: access to financial services and small businesses, Nicaragua		50 000
Support services – San José		26 511
Assisted voluntary return programme for 2009 – Spain – refund		(13 170)
Total: Spain – Earmarked		6 968 965
SRI LANKA		
Selection, preparation and recruitment of migrant workers for Canada, Italy and the Libyan Arab Jamahiriya – Sri Lanka – refund		(45 448)
Total: Sri Lanka – Earmarked		(45 448)
SWEDEN		
Reintegration grants to voluntary returnees from Sweden to Afghanistan		5 639 414
Provision of comprehensive shelter assistance to earthquake-affected communities in Haiti (PCSA)		4 854 849
Partnership on health and mobility in East and Southern Africa (PHAMESA)		3 340 869
Cholera response: support for cholera prevention and containment (CCCM), Haiti		2 921 841
Support to the flood-affected population of Pakistan (SFLAP)		2 704 896
Support for efforts to formulate and implement an overall policy framework to manage migration – Turkey		1 334 520
Funds received in 2010 – to be allocated		1 022 644
Pre-departure information and reintegration assistance to voluntary returnees from Sweden to Iraq		714 370
Trafficking in human beings in Belarus – phase IV (THBP)		691 281
Humanitarian assistance to returned migrants and mobile populations in Beitbridge, Zimbabwe		538 410
Humanitarian assistance to returned migrants and mobile populations in Plumtree, Zimbabwe		538 410
Targeted distribution of winterization kits for vulnerable populations in Pakistan		502 386
Humanitarian, early recovery and livelihood assistance for populations affected by displacement, Zimbabwe		500 000
Humanitarian, early recovery and livelihood assistance for populations affected by displacement, Zimbabwe		385 301
Rehabilitation of boreholes for displaced, mobile and vulnerable communities and border areas of Zimbabwe		376 790
Voluntary return assistance from Sweden		281 147
Medical teams to Bosnia and Herzegovina		134 590
Associate Expert – Dar Es Salaam		132 400
Combating trafficking in human beings through legal assistance and judicial cooperation – Turkey		121 429
Associate Expert – Bogota		109 083
Towards global European Union action against trafficking in human beings – Vienna, Austria		105 389
Reducing the vulnerability of youth to HIV/AIDS and strengthening reproductive and sexual health in West Africa		49 622
Strengthening IOM to contribute to international migration policy development (SCIMP)		49 600
The Söderköping process – Ukraine		47 679
World migration report 2010 – Geneva		29 448
Capacity-building in migration management in Afghanistan		22 487
Evaluation of the national plan of consolidation in Colombia		16 910
Reimbursable transportation and other costs		1 989 162
SADC region response plan 2008 – South Africa – refund		(2 318)
Reducing the vulnerability of youth to HIV/AIDS and strengthening reproductive and sexual health in West Africa – refund		(22 849)
Total: Sweden – Earmarked		29 129 757

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
SWITZERLAND		
IOM Bern office costs		1 777 655
Assisted voluntary return and reintegration from Switzerland to Nigeria (AVRSN 5)		1 213 456
Reintegration assistance Switzerland (RAS)		1 205 500
Economic development and income generation in Nakhchivan rural communities, Azerbaijan		959 748
Assisted voluntary return from Switzerland to Iraq		800 000
Assisted voluntary return to Georgia (AVRGE)		539 777
Prevention of human trafficking through social work and community mobilization in Ukraine – phase 1 (PTSW)		469 955
Microenterprise development in Guinea, Conakry		381 000
Improving protection of vulnerable groups travelling through Somaliland, Puntland and Djibouti		338 983
Funds received in 2010 – to be allocated		276 210
Assisted voluntary return for the Western Balkans		270 000
Return of irregular migrants stranded in Bosnia and Herzegovina (IMSB IV)		207 426
Pilot project between IOM Bern and the Canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration		158 447
Strengthening the Nigerian immigration service to detect travel document fraud and irregular migration to Europe		145 631
Employment assistance services for returnees from Switzerland and their receiving communities in UNSC resolution 1244-administered Kosovo		144 092
Secondary school education in Armenia, Azerbaijan and Georgia to prevent trafficking in persons		125 841
Internal communication network in the directorate general of migration (DGM)		123 102
Emergency health response for victims of Cyclone Giri – Myanmar		112 000
Secondment of a migration expert to the economic community of West African states (ECOWAS)		103 306
Reintegration and protection assistance to victims and witnesses of human trafficking from Bulgaria		96 938
Improving counter-trafficking responses and capacities in the Syrian Arab Republic		92 450
World migration report 2010		87 665
Pilot project between IOM Bern and the Canton of Vaud – assisted voluntary return and reintegration		81 733
Assisted voluntary returns from Switzerland to Guinea		80 000
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and cabaret dancers in Switzerland		75 000
Elaboration of factsheets and organization of round tables on trafficking in human beings		74 621
Malaria, tuberculosis and HIV/AIDS prevention and treatment for affected migrant communities in Mon State, Myanmar		69 887
Strengthening the national referral system in the Republic of Moldova		66 057
Social rehabilitation and reintegration of former drug users – Georgia (SRFDU)		64 030
European Union election observation mission to Sudan 2010		50 240
Joint programme to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		42 800
Joint programme to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		37 170
Assistance to victims of trafficking in Romania		33 203
Programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey – extension		29 790
Programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey – extension		29 393
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants in Morocco (AVRM)		27 655
Return information fund (RIF)		20 000
Election observation mission in the Plurinational State of Bolivia 2009		19 718
Legal empowerment for migrant households headed by women, Tajikistan		13 544
Gender, migration and de-skilling: a policy-oriented study in Switzerland, Italy and the United Kingdom		13 430
European Union election observation mission to Sudan – phase II (2010–2011)		12 500
Assisted voluntary returns from Switzerland to Ethiopia		12 388
Refurbishment of the day-care facility at the Bangkok immigration detention centre (RDFIC)		9 872
Migrant women and men working together to stop violence against women – Viet Nam		5 890
European Union election observation mission to the Plurinational State of Bolivia 2009		4 647
Research on migration and substance abuse – Switzerland		1 863
Reimbursable transportation and other costs		1 173 869
Russian language hotline at regional level – providing information services for victims of trafficking – refund		(3 246)
Total: Switzerland – Earmarked		11 675 234
TRINIDAD AND TOBAGO		
Maintaining technical cooperation on migration in Trinidad and Tobago (MTCM)		51 600
Total: Trinidad and Tobago – Earmarked		51 600
TURKEY		
Institutionalization of counter-trafficking efforts (ICTE)		122 100
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		50 000
Total: Turkey – Earmarked		172 100

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND		
Voluntary assisted return and reintegration, return for irregular migrants, families and children in the United Kingdom		19 290 814
Voluntary return and reintegration for detained migrants (VRR-DM) in the United Kingdom		13 595 901
Support for emergency shelter, non-food items and support to the flood-affected population of Pakistan		7 162 764
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) 2008-2009 for the United Kingdom		3 554 116
Voluntary assisted return and reintegration programme (VARRP) direct costs 2009-2010		3 179 822
Return and rebuild - Iraq and Afghanistan		2 316 267
Central Asia regional migration programme (CARM)		2 214 503
Coordination of shelter, non-food items and camp coordination and camp management clusters in Haiti (PEA)		1 792 000
Rehabilitation of facilities in Haiti (RPFH)		899 029
The refugee resettlement programme (2)		455 206
Mining trade centres in the Democratic Republic of the Congo (MTCD)		448 200
Voluntary return and reintegration programme: additional humanitarian assistance for returnees to Zimbabwe		373 307
Building of temporary accommodation, ministry of refugees and repatriation (MoRR), Jangalak, Kabul		335 545
Minimizing the social exclusion of mobile and vulnerable persons in Zimbabwe		325 605
Global Calais project - France		322 053
Rehabilitation of border posts in Kamvivira, Democratic Republic of the Congo		296 649
Programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey		292 625
Enhancing border security and migration along Sudan's borders with Eritrea, Ethiopia, Kenya and Uganda		234 534
Combating illegal migration through fraud detection (FAIM)		199 494
Programme for assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey - extension		198 850
Humanitarian assistance to returned migrants and mobile populations at the Botswana-Zimbabwe border		192 661
East Africa migration route: joint practical initiatives among countries of origin, transit and destination		183 776
Miscellaneous services - Democratic Republic of the Congo		181 500
Emergency assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		176 737
Emergency health response for cyclone victims in Rakhine State, Myanmar		171 073
Cross border mobility, irregular migration and HIV/AIDS information dissemination strategy in Zimbabwe		165 138
Strengthening the Nigerian immigration service to detect travel document fraud and irregular migration to Europe		162 338
Transportation support for humanitarian supplies in Sri Lanka		160 000
Humanitarian assistance to deported migrants in Beitbridge		151 376
Global Calais project - phase II, France		143 008
Bridge funding for logistics in Sri Lanka (BFL)		114 329
Capacity-building for migrant resource centre and info-sensitization campaign		100 800
Funds received in 2010 - to be allocated		94 471
Border police cooperation, Serbia (BPCS)		90 912
Emergency response to the cyclone Aila-affected area in Bangladesh		87 469
Information campaign - outreach on safe legal migration to the United Kingdom		84 800
Post-arrival assistance to Afghan nationals - United Kingdom		81 069
Assistance for resettlement of discharged ministry of defense personnel in Bosnia and Herzegovina		75 060
Support for full implementation border management at the south portion of Croatia and Bosnia and Herzegovina		61 044
Support to the perspective programme of the ministry of defense of Bosnia and Herzegovina II (SPMD II)		52 915
Reinforcing migration management capacity in the Democratic Republic of the Congo		52 268
Ethiopian reintegration assistance to stranded migrants in the Libyan Arab Jamahiriya		45 317
Capacity-building in migration and border management for Djiboutian immigration authorities		43 864
Facilitated migration - document verifications (service fee) - Jordan		35 250
Technical support to improve border management controls - Sierra Leone		28 869
Development of a university education module on cultural awareness in Ukraine		18 603
Information materials for reception centres		16 168
Strengthening border management through secondary inspection and enhanced data collection - Sri Lanka		14 450
Capacity-building for the migration management cell (ministry of interior) - immediate support for three interns in Pakistan		7 871
Registration and socio-economic reintegration of former KLA soldiers (ICRS) - UNSC resolution 1244-administered Kosovo (Serbia and Montenegro)		3 085
Border migration management assessment for Malawi and Namibia - refund		(9 736)
Emergency support for disengagement and demobilization of foreign and Congolese combatants, DRC - refund		(109 027)
Voluntary assisted return and reintegration programme 2006-2007 in London - refund		(273 872)
Total: United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland - Earmarked		59 890 871

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED STATES OF AMERICA		
Unearmarked income	1 300 000	
United States refugee programme		158 663 428
Afghan civilian assistance programme (ACAP) – Afghanistan		29 723 977
Programme of community-oriented reintegration of former combatants in Colombia		23 350 000
Haiti transition initiative		18 119 862
Programme for human security and stabilization (PHSS) – phase III, Iraq		17 000 000
Integrated humanitarian assistance support to internally displaced persons and vulnerable groups in Colombia		16 100 000
Federally administered tribal areas transition initiative (FTI) in Pakistan		15 500 444
Construction of health and education facilities (CHEF) – Kabul, Afghanistan		11 999 546
Immediate shelter and non-food items assistance to vulnerable earthquake victims (ISAVE)		9 035 143
Resettlement and canal cleaning following the earthquake in Haiti (RCC)		8 126 769
Emergency assistance to vulnerable internal displaced persons, returnees and host community members – Iraq		7 829 117
Municipal support, infrastructure development and health services programme on the borders of Ecuador		5 246 000
Facilitating sustainable return of internally displaced persons through the Sudan return programme 2007		4 522 824
Emergency winterization assistance and capacity-building in Afghanistan		4 145 856
Rapid humanitarian response – Afghanistan – phase I		4 123 604
Programme to support children used by illegal armed groups and to prevent recruitment of minors, Colombia		3 455 000
Human resources, logistics and rapid procurement support for the flood-affected vulnerable population in Pakistan		3 184 867
Humanitarian assistance to vulnerable populations in Iraq		3 052 154
Yemen transition initiative (YTI)		3 038 360
Upscaling the emergency operations to support returns (UPEOS)		3 000 000
Emergency assistance programme across the Colombian border with Ecuador, Panama and the Bolivarian Republic of Venezuela		3 000 000
Funds to start up out-of-country registration and voting (OCRV) for the Southern Sudan referendum		3 000 000
Capacity-building of Congolese national police (PNC) – Democratic Republic of the Congo		2 929 736
Transportation for non-food item common pipeline for Darfur and the rest of Northern Sudan		2 692 079
Haiti stabilization initiative – community-building in Martissant (HSI-MAR)		2 650 012
2010–2011 Migrant support programme (MOC 2)		2 252 894
Emergency shelter, non-food items and health support to flood-affected populations in Pakistan		2 224 296
Support to conflict-induced internally displaced persons and humanitarian community in Pakistan		2 166 509
Emergency shelter and non-food items support to the flood-affected vulnerable population in Pakistan		2 146 901
Follow-up on the development of border police within the Congolese national police in the Democratic Republic of the Congo (IBMDRC)		2 099 843
Pilot project to address irregular migration in north Haiti		2 000 000
IOM response to emergency-related migration between Haiti and the Dominican Republic		2 000 000
Funds received in 2010 – to be allocated		1 932 939
Partnership on HIV/AIDS and mobility in Southern Africa (PHAMSA), ripfumelo project		1 651 009
Mitigation, relief and reconstruction – Marshall Islands and Federated States of Micronesia		1 588 328
Humanitarian emergency assistance in Zimbabwe		1 252 994
Regional reintegration of returnees to CARICOM countries		1 192 214
Population baselines, population tracking and return assessment in north and south Darfur		1 191 203
Economic empowerment for internally displaced persons and unemployed in Georgia (EEG)		1 098 634
Activity management for migrant operations		1 058 934
Counter-trafficking in persons in Ukraine		1 004 041
Facilitating safe and orderly return, reinsertion and reintegration of Angolan returnees in Uige province – Angola		1 000 000
Strengthening migration management capacity in the Caribbean region – Dominican Republic and the Bahamas		994 956
Community revitalization through an information, counselling and referral service in Sri Lanka		906 563
Greater Mekong Subregion and Malaysia – addressing the risks and needs of vulnerable migrants (GMSM)		900 000
Regional programme to strengthen capacities to protect and assist vulnerable migrants in Mesoamerica		883 260
Humanitarian assistance to returnees from Thailand to the Lao People's Democratic Republic and inhabitants of the surrounding communities		858 144
Emergency response and support to vulnerable groups affected by displacement in Zimbabwe (YRC)		838 072
Addressing irregular migration flows to South Africa (AIMF)		800 000
Emergency shelter and non-food items assistance to internally displaced persons and returnees in Yemen		763 137
Prevention, protection and assistance to Iraqi victims of trafficking and vulnerable migrants in the Middle East		700 000
Horn of Africa/Gulf of Aden/Yemen: improving protection of migrants – Kenya		700 000
Immediate shelter and non-food items assistance to vulnerable earthquake victims in Haiti – health (ISAVEH)		694 817
Transition initiative for Somalia (STS)		691 701
Kosovo anti-trafficking programme (KAP) for UNSC resolution 1244-administered Kosovo		668 676
Health assessment of United States-bound refugees in Manila, Geneva, Nairobi, Ho Chi Minh City, Moscow		619 501

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Promoting peace and reconciliation in violence-affected communities in Colombia		613 000
Emergency shelter assistance: shelter and non-food items support and free trucking programme in Pakistan		560 518
Strengthening prosecutorial capacities to investigate and prosecute human trafficking cases in the Republic of Moldova (SPCM)		560 000
Income tax reimbursement		520 720
Libyan Arab Jamahiriya/North Africa: improving migrant protection through awareness and capacities support (IMPACT)		500 000
Transport assistance to Democratic Republic of the Congo refugees in the 2010 voluntary repatriation from Zambia		500 000
Establishment of emergency health-care clinics in priority locations in northern Sri Lanka		456 500
Strengthening the state border guard service of Ukraine – phase II		450 000
Albanian follow-on anti-trafficking efforts (AATE)		417 267
Support to conflict-induced internally displaced persons in Pakistan		407 176
Combating trafficking in persons in Central Asia		406 149
Enhancing capacity to manage mixed migration flows in China and the Republic of Korea		400 000
Caribbean – Protecting vulnerable migrants, United States of America		400 000
Humanitarian support for disaster-affected persons in Southern Sudan		388 995
Immediate support to conflict-affected communities within the framework of the peace agreement in Indonesia		367 163
Counter-trafficking project in Central Asia		336 518
Prevention of trafficking in persons during the 2010 FIFA world cup in South Africa		335 695
Combating trafficking in persons in Afghanistan: “prevention and prosecution”		330 065
Strengthening the capacity of the state border guard service of Ukraine to combat trafficking in persons		324 656
Combating trafficking in human beings – strengthening prosecution capabilities in Ukraine		308 850
Emergency relief assistance to mobile and vulnerable populations in border areas of South Africa		307 307
Strengthening the state border guard service of Ukraine: a risk and criminal analysis training system		306 953
European Union-compliant training standards of the state border guard service of Ukraine (SBGS)		300 581
Preventing and countering trafficking in human beings in the Russian southern federal district		300 000
Improving operational management at the state border guard service of Ukraine (border divisions)		300 000
Assistance to trafficked and undocumented women and children of the Democratic Republic of the Congo in Uganda		300 000
Expansion of Tajikistan border guards training centre to Khorog – phase V (TCK 5)		299 961
Assistance to the victims of trafficking in the United States of America		292 833
Malaria prevention and control in communities in Kuando Kubango province and Moxico province – Angola		285 000
Programme of assistance for the protection and reintegration of trafficked women and children		269 696
Prevention of trafficking in persons in Belarus		267 332
Awareness-raising on migrants and welfare in Thailand		257 055
Halt exploitation, learn to prosecute (HELP) III Timor-Leste		244 912
Combating trafficking in persons in Turkmenistan: capacity-building of law-enforcement officers		241 500
Assistance to victims of trafficking in persons in the tri-border area between Argentina, Brazil and Paraguay		236 306
Gender and disasters workshops in Latin America and the Caribbean: 2011 international workshop		234 320
Support for the improvement and construction of shelters and pre-positioning of supplies in Haiti		224 226
Capacity-building to operationalize anti-trafficking legislation in Zambia		220 059
Training on counter-trafficking for international law-enforcement academies (ILEA)		215 847
Strengthening the capacities of law enforcement to combat trafficking in persons to Ukraine		200 000
Programme for rehabilitation and reintegration of marginalized youth – Morocco		199 609
Global human trafficking information management system		197 615
Combating trafficking in persons in Uzbekistan – capacity-building of law enforcement		197 548
Proposal and operational guidelines on migration, asylum and refugees (IGC)		192 864
Strengthening government capacity and civil society to provide assistance to victims of trafficking in Indonesia		190 688
Combating trafficking in children and women in Haiti		185 133
IOM-UNHCR consultation on inter-agency cooperation on protection for trafficked persons		175 000
Strengthening the capacity of government agencies to protect victims of trafficking in Indonesia (CGAP)		164 550
Darien initiative – support to local governance and at risk youth in the Darien		162 579
Mobile population HIV prevention assessment – Southern Africa		161 193
Capacity-building of non-governmental organizations on combating trafficking in persons in Kyrgyzstan		152 815
Pre-monsoon shelter recovery in the Irrawaddy delta – Myanmar		151 108
Camp coordination and camp management (CCCM) in the Philippines		150 335
Building capacity to increase identification of victims and capture the scale of trafficking in Georgia (IVoTG)		150 000
Reduction of drug demand; enhancement of treatment facilities; capacity-building for medical personnel (RDD)		150 000
Assistance programme for resettlement of discharged ministry of defense personnel in Bosnia and Herzegovina		146 766

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Combating trafficking in persons in Mongolia		145 000
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration		141 400
Capacity-building for the border control guard troops under the Armenian national security service (BCDSS)		140 052
Childcare, training and psychosocial assistance at selected immigration detention centres, Thailand		135 000
International programmes to combat trafficking through protection efforts in Djibouti – 2009		134 735
Development of the border directorate of the Congolese national police (PNC) in the district of Ituri – Democratic Republic of the Congo		131 000
Building capacity of Georgian police officers		129 780
Building a support network for child victims of trafficking in Guinea-Bissau		129 270
Counter-trafficking technical assistance and training: a global rapid response project		124 557
Counter-trafficking in the Dominican Republic: strengthening government capacity-building		124 303
Associate expert – San José		121 802
Capacity-building for the division for combating illegal migration of the Armenian police (DICIMA)		119 967
Cholera prevention and response in vulnerable communities (health) – Haiti		114 791
Counter-trafficking in persons in Sri Lanka – strengthening prosecution and victim protection – phase II		112 256
Creation of counter-trafficking district task forces – Pakistan		111 777
Cholera prevention and response in vulnerable communities (logistics) – Haiti		111 473
Capacity-building in migration management programme – Georgia		107 661
Combating trafficking in persons in Ecuador		105 736
Counter-trafficking training programme for religious personnel – Italy		100 000
Prevention and assistance to survivors of trafficking in India		100 000
Return and reintegration of unaccompanied minors – El Salvador (phase II)		100 000
Training and awareness on counter-trafficking for peace-keepers (TACTIK)		97 820
Logistics support: earthquake- and tsunami-affected Mentawai Islands – Indonesia		93 008
Combating trafficking in persons in Uzbekistan: capacity-building of customs and law-enforcement officers		91 770
Technical cooperation project in the area of migration (PLACMI)		89 000
Preventing trafficking in persons and protecting victims of the trade in Angola		75 749
Extending support to the Syrian Government in developing counter-trafficking legislation		75 469
Trafficking of men in the fishing industry and other high-risk employment sectors – Greater Mekong Subregion		68 566
Profiling traffickers – a resource for police investigation in Costa Rica (ARPIC)		68 285
Capacity-building of district police to manage effective databases and combat human trafficking in Dhaka		65 204
Shelter for assistance to victims of trafficking in persons in Tajikistan – phase II		60 606
Expansion of Tajikistan border guards training centre to Khorog		52 666
Immediate assistance to flood-affected people in northern Bahr El Ghazal, Southern Sudan		49 914
Disaster assistance to Angolan returnees in Uige province (ASEPU)		49 714
Counter-trafficking in Niamey and border areas, Niger		48 968
Supporting the Government of Egypt's effort to combat human trafficking		46 508
Prevention of human trafficking in vulnerable provinces of Afghanistan		45 986
Assessment of the exploitation of children and students in the cotton fields of Tajikistan		43 029
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico		40 000
Strengthening Chad's capacity to prevent and combat trafficking in persons		39 731
Counter-trafficking initiative in the United Republic of Tanzania through preventive measures, protection and victim assistance		38 303
Global health and human trafficking programme – building capacity among health providers (GHTP)		37 317
Rapid response: Southern Sudan and Abyei		33 918
Addressing human trafficking and slavery-related practices in northern Mali		33 621
Women's memories of war, peace and resistance: case studies from the northern coast of Colombia		33 330
Preventing corruption and impunity in the fight against trafficking (CIFAT)		30 504
Prevention campaign and implementation of national action plan against human trafficking 2009–2010 (PCHT)		30 000
Support for the commission for the resolution of real property disputes (CRRPD) – Iraq		30 000
Repatriation, reception and reintegration of former combatants – Uganda		29 035
Logistics assistance for tabletop exercise in the Federated States of Micronesia and Marshall Islands		28 537
Partnership project to support trafficked children in Ghana		26 906
Assistance to vulnerable migrants in northern Limpopo, South Africa		20 999
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda) (WEBC)		20 000
Reparation programmes		20 000
Continuation of training on counter-trafficking at international law-enforcement academies (ILEA)		18 286
Combating trafficking in human beings in Papua New Guinea		15 699
Capacity-building in identification and protection of victims of trafficking in Senegal		14 599

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED STATES OF AMERICA (continued)		
Monitoring of destroyed communities and displacement in nine affected townships of the Irrawaddy delta		14 084
Capacity-building on identifying and assessing human trafficking and providing protection in the Syrian Arab Republic		13 063
Strengthening Burkina Faso's referral system to protect victims of trafficking		11 592
Reintegration of repatriated Guatemalan citizens: protection, assistance and local development - Guatemala		10 224
Enhancing trafficking in humans judicial capacities (ETHJC) - Libyan Arab Jamahiriya		8 502
Combating human trafficking through government and civil society partnership - Indonesia		6 900
Combating trafficking in persons and strengthening prosecutions in Sri Lanka		5 393
Strengthening Guinea's capacity to investigate and prosecute traffickers - Guinea		3 921
Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010		3 386
Combating trafficking in persons in Central Asia - refund		(3 001)
Halt exploitation, learn to prosecute (HELP) - phase II - Timor-Leste - refund		(3 531)
Workshop on addressing challenges to effective border control (Kenya, United Republic of Tanzania and Uganda) (WEBC) - refund		(6 041)
Emergency assistance for people displaced by conflict on Colombian borders - phase II - refund		(25 821)
Total: United States of America - Unearmarked and earmarked	1 300 000	423 225 585
Subtotal: Member States	2 290 480	1142 662 311
NON-MEMBER STATES		
BAHRAIN		
Support services - MRF Cairo office		50 000
Total: Bahrain - Earmarked		50 000
KUWAIT		
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations		515 000
Total: Kuwait - Earmarked		515 000
SINGAPORE		
Pre-monsoon shelter recovery in the Irrawaddy delta (MONSID-Sin 2)		200 000
Pre-monsoon shelter recovery in the Irrawaddy delta (MONSID-Sin)		100 000
Total: Singapore - Earmarked		300 000
UNITED ARAB EMIRATES		
Counter-trafficking in persons training course, United Arab Emirates (CTC-UAE)		19 299
Counter-trafficking in persons training course, United Arab Emirates (CTC-UAE) - refund		(6 977)
Total: United Arab Emirates - Earmarked		12 322
Subtotal: Non-Member States		877 322
EUROPEAN COMMISSION		
European Union election observation mission (EU EOM) Sudan 2010		9 412 735
Support to Afghanistan provincial governance		6 176 313
Funds received in 2010 - to be allocated		5 974 186
Camp coordination and camp management operations for earthquake victims in Haiti (EVH)		4 219 659
Provision of emergency shelter support to the flood-affected population in Pakistan (PESS)		4 066 074
Community livelihood support project in Ampara district, Sri Lanka		3 014 834
European Union election observation mission to Sudan - phase 2 (2010-2011)		2 168 735
Integrated return programming in Southern Sudan and southern Kordofan, Sudan		1 741 497
Technical assistance for European Union support to the Philippine justice system		1 677 255
Support for national police to implement community policing strategy - Indonesia		1 485 166
Support for national police reform in Nanggroe Aceh Darussalam (NAD), Indonesia		1 360 955
European Union - community stabilization programme (EU-CSP) - UNSC resolution 1244-administered Kosovo		1 329 388
Capacity-building and training assistance to the Government of South Africa to prevent and react to human trafficking		1 267 460
Empowering the Government and civil society in Yemen to address mixed migration		1 195 740
Durable shelter and livelihood solutions for displaced and other vulnerable persons in cyclone-affected areas in Myanmar		1 175 395
Support to the Governments of Pakistan and Sri Lanka - readmission agreement with the European community		1 163 534
European Union electoral observation mission to Guinea-Bissau 2008		1 162 371

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Provision of technical assistance for the referendum and related processes in Sudan		1 126 445
Protection and monitoring of returnees and internally displaced persons registration in Darfur, Sudan		1 111 111
Technical cooperation and capacity-building for the Governments of Ukraine and the Republic of Moldova (GUMIRA)		1 078 353
Capacity-building of institutions involved in migration management and reintegration in Serbia		989 701
Strengthening integrated border management in the Western Balkans and Turkey - Hungary		914 525
Transportation and logistics assistance to refugees from the Democratic Republic of the Congo returning from Zambia		882 650
European Union election observation mission 2007 in Bangladesh		845 602
Independent network of labour migration and integration experts (LINET), Brussels		843 741
Indonesia geological disasters emergency response - Mentawai Islands and Mount Merapi		749 590
Capacity-building for migration management in China: phase 2		731 820
Enhancing stabilization through sustainable reintegration of internally displaced persons in Timor-Leste		727 021
Supporting migration management in Montenegro		718 940
Provision of security awareness induction support to the humanitarian community in Pakistan (SAITPK)		718 551
Best practices on collecting and sharing labour migration data: improvement of the labour market information systems		699 739
Transitional shelter and livelihood support to typhoon-affected internally displaced persons, Luzon, Philippines		601 726
Strengthening dialogue and cooperation to establish management models on migration and development policies - Belgium		593 297
Capacity-building to prevent and combat trafficking in human beings in Colombia		572 779
Provision of housing and income-generation support to refugees and internally displaced persons in Serbia		563 434
Response to internally displaced persons in Gambella through improved data collection and direct assistance, Ethiopia		554 003
Shelter repair and livelihood rehabilitation support to typhoon-affected families in Cagayan Valley - Philippines		546 185
Provision of housing and income-generation support to refugees and internally displaced persons in Serbia (HIGS)		518 980
Zimbabwe migration and development strategies		476 882
Programme for voluntary return from Portugal		461 649
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in the Libyan Arab Jamahiriya and Morocco		420 168
Integrated programme for the enhancement of transit and irregular migration in Tunisia (DOME)		409 052
Informed migration - promoting legal migration between South Caucasus and the European Union		400 534
Harmonizing standards in the field of voluntary return of irregular migrants in Central European member states		394 790
Transitional shelter assistance for internally displaced persons in Maguindanao, Philippines		374 009
Integrated return programming in Southern Sudan and southern Kordofan, Sudan		369 199
Cleaning works in Sajous district - Gonaives, Haiti		362 848
Enhancing disaster preparedness and response capacity in Garut district, west Java (EDP)		341 880
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo		339 098
Enhancement of management of the Russian Federation border checkpoints		331 928
European local cooperation for integration - ELCI, France		330 277
Promoting enterprise development and employment creation in the Mitrovica and Zvecan municipalities - UNSC resolution 1244-administered Kosovo		306 400
European migration network: national contact point for Austria 2010 (NCP AT 2010)		298 335
West Sumatra earthquakes - emergency disaster response, Indonesia		292 598
Humanitarian assistance and protection for communities highly impacted by internal displacement, Zimbabwe		283 743
Integration dialogue in religious communities in Finland, Denmark, France, Germany, Latvia, Lithuania and Spain		272 679
Transport and logistics assistance to refugees from the Democratic Republic of the Congo returning from Zambia		269 179
Promotion of resettlement in the European Union		268 451
Protection and monitoring of returnees and internally displaced persons registration in Darfur - Sudan		262 242
Development of administrative mechanisms of readmission agreements for migrants in the Russian Federation		256 325
Best practices to assist unaccompanied minor asylum-seekers in European Union member states (BPUAM)		240 877
Migrants in the spotlight: training and capacity-building for media representatives and students - Hungary		227 478
Increasing public health safety along the new Eastern European border (PHBLM)		203 700
Rehabilitation of the Kobokobo to Ngungu road, Masisi district - Democratic Republic of the Congo		199 558
Assisting internally displaced persons return to communities of origin in Maguindanao, Philippines		197 287
Emergency relief to war-affected populations in north and east Sri Lanka		197 031
Protection and monitoring of returnees and internally displaced persons registration in Darfur, Sudan		191 389
Strengthening migration management in Belarus and the Republic of Moldova: MIGRABEL - MIGRAMOL		182 695
Transitional shelter support and psychosocial assistance to earthquake-affected communities, west Java, Indonesia		182 559

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Central Asian labour migration programme (CALM)		179 729
Effective reception of vulnerable asylum-seekers in Europe (EVASP)		170 782
Emergency humanitarian relief assistance to typhoon-affected communities – Philippines		163 265
Support to internally displaced persons and coordination in conflict-affected provinces of Mindanao, Philippines		161 943
European Union: support for implementation of the integrated border management strategy for Bosnia and Herzegovina		155 685
Establishing a framework for readmission agreements – Russian Federation		143 955
Standing up against violence: migrant women and men working together to stop violence against women – Viet Nam		136 942
European migration network: national contact point for Slovakia (2010)		135 401
Capacity-building to enhance migration and border management in Jordan		130 956
European migration network: national contact point for Lithuania (2010)		125 961
Counselling, return and reintegration of (ex)unaccompanied minor migrants – the Netherlands		119 299
Assessment of migration patterns and assisted voluntary return from selected European member states to Brazil		116 546
Assistance to vulnerable population in north Kivu with distribution of non-food kits – Democratic Republic of the Congo		107 614
Relief operations for internally displaced persons and returnees in the national capital region – Philippines		97 561
Not just numbers: teaching toolkit on migration and asylum in the European Union		91 071
Intervention on infrastructures for internally displaced persons in Mitwaba and Manono – Democratic Republic of the Congo		78 856
Capacity-building for communities affected by natural disasters in Kyrgyzstan and Turkmenistan		76 453
Strengthening the role of civil society in eliminating human trafficking in Zimbabwe (ROCSE)		74 284
Assisting migrants and communities: analysis of social determinants of health inequalities (AMAC) – Europe		63 878
Support for Georgian authorities to implement the readmission agreement with the European Union		63 464
Improvement of HIV data comparability in migrant populations and ethnic minorities – Belgium		59 829
Study of the situation and status of Russian nationals receiving basic welfare support		48 479
Temporary and circular labour migration (TCLM) between Colombia and Spain		37 065
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to the Republic of Moldova – phase II – refund		36 181
Capacity-building in migration management to support return and reintegration of returnees to Sri Lanka (AENEAS)		36 116
Assistance to improve capacities in the fight against organized crime, with focus on human trafficking – Skopje		35 821
Support for collective centres and humanitarian assistance for families affected by the floods and landslide in El Salvador		35 256
Mediterranean and Eastern European countries as new immigration destinations in the European Union (IDEA)		35 029
Return initiative for irregular migrants residing in the main cities of the European Union – Netherlands		32 905
Inventory of admission for unskilled and low-skilled third-country nationals to enter the labour markets of all 27 member states (ARPUL)		30 930
Improvement of diversity management and intercultural competence in Lithuania		22 242
European migration network: national contact point for Lithuania (EMN NCP Lithuania 2009)		22 115
Combating trafficking in human beings in Ukraine and the Republic of Moldova		22 026
Mapping migrant communities and their information means in Portugal		19 134
Enhanced and integrated approach to information on return and reintegration in countries of origin		18 893
Implementation of the protocol to the European convention on mutual assistance in criminal matters into Ukrainian law		18 553
European Union election observation mission to Ecuador 2009 (EU/EOM to Ecuador 2009)		17 451
Exchange of information and best practices in dealing with unaccompanied minors – Europe		16 559
Accessible information – guarantee of successful integration in Lithuania		15 228
European migration network: national contact point for Slovakia		14 903
Study on political migrants and legislative frameworks of migration matters in Africa		13 725
European Union election observation mission to Rwanda – 2008		11 051
Beyond poverty alleviation: developing a framework for leveraging migrant remittances in the Republic of Moldova		10 265
Election observation mission to the Plurinational State of Bolivia – 2009		8 563
European Union election observation mission to the Plurinational State of Bolivia – 2009		7 884
Survey of internationally practiced pre-integration measures and recommendations – Germany		7 691
Assisted voluntary returns from Greece		7 347
Poverty alleviation in marginalized municipalities (PAMM) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo		4 667
Harmonizing standards for the voluntary return of irregular migrants in Central European member states		1 840
European migration network: national contact point for Austria – refund		1 830
Survey of internationally practiced pre-integration measures and recommendations – Germany – refund		(1 016)
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to the Republic of Moldova – phase II – refund		(4 858)

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
EUROPEAN COMMISSION (continued)		
Poverty alleviation in marginalized municipalities (PAMM) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo – refund		(9 150)
Counselling, return and reintegration of (ex)unaccompanied minor migrants – the Netherlands – refund		(12 869)
European migration network: national contact point for Austria – refund		(14 690)
Support to combat human trafficking and promote access to justice for all trafficked persons – Turkey – refund		(17 817)
Migrants discrimination website – refund		(28 752)
Preparation of a voluntary return and reintegration system in Latvia – refund		(32 347)
European Union election observation mission to Ecuador 2008 – refund		(35 132)
European migration network: establishment and launching of the national contact point in Austria – refund		(39 855)
Assisted voluntary return programme to the Democratic Republic of the Congo – refund		(60 178)
Support for the implementation of the Albanian national strategy on migration – refund		(77 138)
Enhanced and integrated approach to information on return and reintegration in countries of origin – refund		(116 014)
Regional dialogue and programme on facilitating, managed and legal migration between Asia and the European Union – refund		(126 026)
Net income transferred to projects from the sasakawa endowment fund – refund		(200 035)
Technical assistance to migration management and assisted voluntary return, Mauritania – refund		(205 199)
Prevention of human trafficking in the Russian Federation – refund		(326 645)
European Union election observation mission to Sierra Leone 2007 – refund		(349 559)
European Union election observation mission to Cambodia 2008 – refund		(420 111)
Philippine border management project – refund		(907 877)
European Union election observation mission to Kenya 2007 – refund		(916 997)
Subtotal: European Commission – Earmarked		73 165 291
UNITED NATIONS ORGANIZATIONS		
CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND		
Assistance to the Government of Chile to provide temporary houses or shelter kits, and kitchen and hygiene kits to beneficiary families in selected areas (AGC)		3 001 328
Camp coordination and camp management for earthquake victims in Haiti		3 000 000
Emergency provision of non-food items and shelters in Sudan		2 684 630
Emergency shelter and non-food items support for the flood-affected population in Pakistan		2 500 000
Camp coordination and camp management for vulnerable earthquake victims in Haiti (CCCM Haiti)		2 487 750
Non-food items assistance for vulnerable earthquake victims in Haiti (NFIA)		1 243 875
Immediate shelter and non-food items assistance to vulnerable earthquake victims in Haiti (ISAH)		1 154 081
Opening of the Dungu to Doruma road, the Democratic Republic of the Congo		1 033 460
Addressing internally displaced persons needs in Somalia and Ethiopia		800 000
Emergency shelter for internally displaced persons in north and east Sri Lanka (ESIN 2010)		799 999
Rehabilitation of roads in Dungu and Bitima, the Democratic Republic of the Congo		779 514
Construction of single family shelters, Colombia		699 459
Emergency shelter and non-food items support for flood-affected populations of Punjab and Sindh, Pakistan		690 000
Emergency shelter assistance for northern resettlement in Sri Lanka (ESANR)		685 000
Emergency assistance to stranded Ethiopians in Yemen (EASEY)		656 766
Emergency response to the cholera outbreak in affected areas of northern and central districts of Turkana, Kenya (OTRV)		519 193
Non-food items assistance to earthquake victims in Haiti		500 000
Residual emergency shelter and non-food items support to the monsoon flood-affected population in Pakistan		500 000
Establishment and maintenance of basic living and sanitary conditions in temporary shelters for populations affected by tropical storm Agatha and the eruption of the Pacaya volcano in Guatemala		438 979
Shelter and non-food items assistance to Haitian earthquake victims		436 151
Providing and improving emergency shelter and non-food items to displaced families in the Plurinational State of Bolivia (ESDF)		388 137
Camp coordination, management and protection support to vulnerable families in central Mindanao (CAAM)		373 568
Rapid establishment of emergency primary health care to the flood-affected population in Pakistan		262 149
Livelihood assistance in north-west Kenya 2010		180 003
Rapid delivery of life-saving temporary shelter to survivors of cyclone Giri in Myanmar		171 007
Immediate primary health care assistance in Menik farm and monsoon mitigation activities, Sri Lanka		150 000
Emergency assistance to vulnerable internally displaced person households (EAV)		100 011
Establishment and enhancement of mobile emergency primary health-care services in Myanmar		79 801
Coordination mechanisms of collective centres (CMC) in El Salvador		15 000
Immediate humanitarian relief to internally displaced persons and host communities in Iraq – refund		(2 532)
Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked		26 327 329

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
COMMON HUMANITARIAN FUND FOR SUDAN		
Emergency response for non-food items for vulnerable populations in Southern Sudan and Abyei		2 507 010
Safe drinking water and improved sanitary conditions in areas of high return – Sudan		1 500 000
Provision of non-food items – Southern Sudan (NFI-SS)		1 300 000
Transportation for the non-food item common pipeline – Sudan		700 000
Tracking of spontaneous returnees in southern Kordofan and Southern Sudan (TOSR 2010)		600 000
Humanitarian common transport services in Sudan (HCT)		500 000
Emergency provision of health services in Southern Sudan (HSSS)		463 600
Protection monitoring of internally displaced persons returns in north and south Darfur, Sudan (MIDS)		441 000
Registration and return data management and mapping in north and south Darfur – Sudan		400 000
Non-food item common pipeline – transportation Darfur states (TNFI 2010)		238 174
Safe drinking water and improved sanitary conditions in areas of high return south Kordofan, Sudan (IWSK)		200 000
Support to the newly displaced and internally displaced person returns in north and south Darfur		50 000
Total: Common Humanitarian Fund for Sudan – Earmarked		8 899 784
JOINT PROGRAMME ON AIDS IN UGANDA		
AIDS in Uganda, 2008		94 285
Total: Joint Programme on Aids in Uganda – Earmarked		94 285
JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS		
Joint programme of support on AIDS in Kenya		120 000
Enhancing cross-border HIV/AIDS and tuberculosis prevention, care and treatment in mine-sending communities, Mozambique		73 500
Integrated migrant female sex worker outreach pilot project in Eastleigh estate – Kenya		73 500
Piloting approaches for addressing tuberculosis and tuberculosis-HIV co-infection in internally displaced person settlements in Haiti		50 000
Catalogue for health systems and active NGOs in the area of prevention of HIV and AIDS, Morocco		13 772
Review of migration and HIV/AIDS for migrants and mobile populations in Guyana (DRHG)		11 000
IOM/ODI/UNAIDS research on HIV and irregular migrants in humanitarian emergencies		9 936
Pastoralism and HIV/AIDS in the Horn of Africa – refund		(13 440)
Total: Joint United Nations Programme on HIV/AIDS – Earmarked		338 268
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT		
Testing new channels and products to maximize the development impact of remittances for the rural poor in Georgia – refund		(16 502)
Total: International Fund for Agricultural Development – Earmarked		(16 502)
INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION		
Strengthening anti-trafficking responses in Armenia, Azerbaijan and Georgia (SCATR)		261 662
Seconded staff		246 874
Promoting decent work through improved migration policy and its implementation in Bangladesh – phase I		61 948
Total: International Labour Organization – Earmarked		570 484
MDG ACHIEVEMENT FUND		
Alternatives to migration: decent jobs for Filipino youth		773 181
Support for gender equality and women's rights in Timor-Leste		495 468
Urban and peri-urban water and sanitation joint programme management, Angola		455 500
Support for national efforts for the promotion of youth employment and migration management		412 240
Creating opportunities for youth employment in Sudan		359 734
Youth employment programme in Antalya, Turkey		346 466
Youth migration – reaping the benefits and mitigating the risks, Albania		276 084
Human development for youth: overcoming the challenges of migration through employment		236 604
Programme to address violence against women – Bangladesh		229 878
Youth employability and retention programme (YERP)		216 733
Promotion of employment – youth labour migration		207 411
Children, food security and nutrition in Angola (CFN)		194 189
Youth, labour and migration: a one-stop-shop for youth employment in Costa Rica		185 634
Social inclusion and conflict transformation in war-affected areas of Croatia		148 600
Engaging Tunisian youth		99 981
Support for national efforts to promote peace-building in southern Serbia (MDG-PPB)		78 671
Competitive development in the Brunca region of Costa Rica		59 920
Valuation of forest ecosystem in Senegal		44 879
Urban and peri-urban water and sanitation joint programme management, Angola – refund		(80 316)
Total: MDG Achievement Fund – Earmarked		4 740 857

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
NATO		
Assistance to redundant military personnel within the scope of defence sector reform in Serbia		2 728 826
Trust fund for Bosnia and Herzegovina		76 363
Migrant health assessment in Bosnia and Herzegovina		2 463
Total: NATO – Earmarked		2 807 651
OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS		
Assistance to earthquake-affected communities in Haiti		10 400 000
Camp coordination support for camp management in Haiti		5 582 969
Addressing internally displaced persons coordination and essential non-food items and hygiene and sanitation needs in Gambella regional state (NHSNP), Ethiopia		610 750
Emergency shelter and non-food items support to flood-affected vulnerable populations in Pakistan		250 000
Life-saving assistance to conflict-induced internally displaced persons in Gambella, Ethiopia – refund		(27 827)
Life-saving assistance to conflict-induced internally displaced persons in Gambella, Ethiopia – refund		(69 949)
Facilitating voluntary return of stranded irregular Ethiopian migrants detained in the United Republic of Tanzania – refund		(136 901)
Total: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Earmarked		16 609 042
ONE UN FUND FOR CAPE VERDE		
“Migration House” in Cape Verde		300 000
Total: One UN Fund for Cape Verde – Earmarked		300 000
ONE UN COHERENCE FUND FOR URUGUAY		
Support for public management modernization processes – Uruguay		318 002
Total: One UN Coherence Fund for Uruguay – Earmarked		318 002
ONE UN FUND FOR MOZAMBIQUE		
Addressing HIV vulnerability and migration within Mozambique		303 300
Disaster management programme		211 500
Total: One UN Fund for Mozambique – Earmarked		514 800
ONE UN FUND FOR PAKISTAN		
Strengthening disaster risk reduction and emergency preparedness – Pakistan		49 500
Total: One UN Fund for Pakistan – Earmarked		49 500
UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR IRAQ		
Security awareness induction training (SAIT III) – Iraq		1 173 417
Total: United Nations Assistance Mission for Iraq – Earmarked		1 173 417
UNITED NATIONS CENTRAL FUND FOR INFLUENZA ACTION		
Migrant community information for behaviour change to reduce the spread of influenza-like illnesses (ILI)		119 254
Total: United Nations Central Fund for Influenza Action – Earmarked		119 254
UNICEF		
Community-based HIV prevention and stigma reduction in Somalia under the global fund round 8 HIV grant		466 525
Rehabilitation of schools in the Equateur province, the Democratic Republic of the Congo		281 350
Reinforcing the capacity of the Haitian Government to combat trafficking		276 272
Vulnerable and at-risk adolescents and youth under the global fund round 8 HIV grant (VARA)		210 558
Community-based management of acute malnutrition in internally displaced persons (CNAM-IDP)		200 000
Effective education for competitiveness in Colombia		101 276
Survey project on remittances and child and adolescent protection, Guatemala		64 518
Programme on trafficking in persons – Zambia		60 000
Funds received in 2010 – to be allocated		52 239
Immigration officers training, childcare and women detainees services at the Bangkok immigration detention centre – phase VIII (ICSF 9)		36 745
Youth photography contest for the fourth global forum on migration and development (GFMD) – Mexico		34 565
Support for the Government of Zambia for action against human trafficking (PNAHT)		32 618
Improvement of childcare services and facilities at the Bangkok immigration detention centre, phase VII		15 897
Improvement of childcare services and training at the Bangkok immigration detention centre – phase VIII – refund		(1 125)
Support for child-friendly environments in Port-au-Prince, Haiti – refund		(6 426)
Total: UNICEF – Earmarked		1 825 012

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED NATIONS DEVELOPMENT FUND FOR WOMEN		
Capacity-building for West and Central Africa on gender issues		29 246
Total: United Nations Development Fund for Women – Earmarked		29 246
UNITED NATIONS DEMOCRACY FUND		
Strengthening civil society organizations to effectively engage in peace and governance in Sierra Leone		170 942
Total: United Nations Democracy Fund – Earmarked		170 942
UNITED NATIONS DEVELOPMENT GROUP – IRAQ TRUST FUND		
Capacitating and strengthening protection networks with the Government of Iraq (SPN)		518 325
Total: United Nations Development Group – Iraq Trust Fund – Earmarked		518 325
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)		
Funds received in 2010 – to be allocated		774 970
Multi-donor rapid mechanism in the Democratic Republic of the Congo		600 000
Integrated strategy for the prevention, attention to and elimination of gender-based violence in Colombia		589 114
Humanitarian assistance for sustainable development (THASD) – United Republic of Tanzania		516 520
Support for law enforcement south central Somalia		500 000
Community mobilization for HIV/AIDS prevention among labour migrants and their families (CMPAL VI)		380 515
Reintegration of former combatants and improved living conditions in Walikale, Democratic Republic of the Congo (DRFC)		377 607
Reinforcement of human security in the district of Ituri, Democratic Republic of the Congo		346 254
Somali institution development project (SIDP) QUEST-MIDA		290 000
Community-based reintegration in northern Uganda (CBRU)		130 000
Joint migration and development initiative		110 577
Migration for development in Ethiopia (2010–2011)		100 000
Assistance for the return of displaced persons from Champs de Mars after the earthquake in Haiti (RDPC)		100 000
Responding to HIV/AIDS in communities of return and absorption in Angola (RHAC)		99 291
Purchase of six VR-6 armoured vehicles for UNDP Afghanistan		92 959
Joint United Nations programme: towards gender parity in Pakistan		91 465
Viet Nam joint programme on gender		68 760
Emergency assistance to internally displaced persons and communities affected by the floods in Ghana		50 000
Miscellaneous services – Sudan		37 500
Support for human security in eastern Sudan (SHSES)		27 563
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia		26 250
Remittances and their development impact in rural communities in Tajikistan		25 000
Funds received in 2010 – to be allocated		24 544
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia – (PFPS–Tunisia)		22 500
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia – (PFPS–Sri Lanka)		22 500
Provision of focal point services in Egypt, Georgia, Sri Lanka and Tunisia – (PFPS–Egypt)		22 500
Migration and economic development – Philippines		19 800
Post-return protection monitoring for internally displaced persons (PPMI)		3 583
MRF Helsinki service fee project		1 829
Replication and consolidation of temporary and circular labour migration (TCLM) model – Colombia – refund		(14 380)
Rural development of internally displaced persons and refugees in Somalia – refund		(16 305)
Total: United Nations Development Programme (UNDP) – Earmarked		5 420 915
UNDP PROJECT CLEARING ACCOUNT		
Enhancing national capacities for conflict mapping, analysis and transformation in Sudan		4 559 421
Support for elections and democratic processes – Sudan		3 442 093
Support for Southern Sudan referendum project		3 434 459
Support for elections and democratic processes in Sudan (LSES)		2 185 995
Purchase of six VR-6 armoured vehicles for Afghanistan		2 169 720
Funds received in 2010 – to be allocated		2 101 813
Support to the independent election commission for the voter registration update in Afghanistan		1 833 236
Construction projects in the Democratic Republic of the Congo		1 470 462
Sudan disarmament, demobilization and reintegration programme		1 220 355
Electoral support to the Republic of Moldova (OCV)		189 404
Mobilizing local resources for community development in the Sughd region, Tajikistan		136 999
Mobilization of resources of the Congolese community in Europe – the Democratic Republic of the Congo (MIDA/RDC)		18 340
Total: UNDP Project Clearing Account – Earmarked		22 762 296

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED NATIONS DEPARTMENT OF POLITICAL AFFAIRS		
Funds to start up out-of-country voting registration (OCVR) operations for the Southern Sudan referendum		60 000
Total: United Nations Department of Political Affairs – Earmarked		60 000
UNITED NATIONS POOLED FUND FOR THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO		
Rehabilitation of schools in Kungu		160 000
Total: United Nations Pooled Fund for the Democratic Republic of the Congo – Earmarked		160 000
UNITED NATIONS ECONOMIC AND SOCIAL COMMISSION FOR ASIA AND THE PACIFIC		
Situation report on international migration in Thailand		10 000
Total: United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific – Earmarked		10 000
UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION		
Rehabilitation of karez systems in Iraq		125 000
Programme to support the community of northern Ecuador		7 700
Total: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization – Earmarked		132 700
UNITED NATIONS FEDERAL CREDIT UNION		
Haiti transition initiative		27 700
Total: United Nations Federal Credit Union – Earmarked		27 700
UNITED NATIONS GLOBAL INITIATIVE TO FIGHT TRAFFICKING		
Joint programme of UNHCR, UNODC and IOM to combat human trafficking in Serbia		222 666
Joint programme of UNHCR, UNODC and IOM to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		159 690
Joint programme of UNHCR, UNODC and IOM to combat human trafficking in Serbia (JPCT)		147 644
Total: United Nations Global Initiative to Fight Trafficking – Earmarked		530 000
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS		
Joint publication – international migration health and human rights (IMHHR)		20 000
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights – Earmarked		20 000
OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES		
Construction of refugee shelters – Kenya		456 255
Voluntary repatriation of refugees from Yemen (VRRE)		432 841
Protection of lands and property of the displaced population – phase III (PLPDP 2010)		254 446
Programme for the support of the community of northern Ecuador		169 000
Protection within broader migration flows – Angola		133 659
Assisted voluntary return programme in Belarus		92 241
Voluntary repatriation of refugees from South Africa		55 497
South Africa township challenge		52 322
Voluntary repatriation of refugees of various origins		27 644
Assisted voluntary return and reintegration support – Tunisia		15 211
Assisted voluntary return and reintegration support – Tunisia		13 455
Funds received in 2010 – to be allocated		10 463
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking in persons and related transnational crime		7 744
Coordinated approach to assist unaccompanied minor asylum-seekers – Hungary		6 353
Repatriation from Kenya		6 092
Situation report on international migration in Thailand: 2007 update		4 000
Asylum management in Greece		3 722
Reimbursable transportation and other costs		515 708
Assisted voluntary return and reintegration support – Tunisia – refund		(10 211)
Protection of lands and property of the displaced population – phase III – Colombia – refund		(16 901)
Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked		2 229 541
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES		
Construction of houses for the Congolese national police in the east region of the Democratic Republic of the Congo		1 596 772
Malaria, tuberculosis and HIV/AIDS prevention, diagnosis and treatment or care and support for migrants and migration-affected communities in Mon State, Myanmar (year 3)		917 000
Post-Nargis recovery and emergency preparedness plan for health (PONREPP)		443 498
Post-Nargis recovery and emergency preparedness plan for health (PONREPP)		415 163
Business development service – enhancement in Anbar, Basrah and Erbil governorates (BDC), Iraq		200 000
Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked		3 572 433

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME		
Infrastructure programme – Afghanistan		1 138 994
Total: United Nations Office on Drugs and Crime – Earmarked		1 138 994
UNITED NATIONS PEACE FUND FOR NEPAL		
Fairness and efficiency in reparations		737 662
Total: United Nations Peace Fund for Nepal – Earmarked		737 662
UNITED NATIONS PEACEBUILDING FUND		
Southern Sudan referendum out-of-country registration and voting (OCRV)		1 622 441
Mining trade centres – Democratic Republic of the Congo		500 000
Livelihoods and local economic recovery – Uganda		500 000
Total: United Nations Peacebuilding Fund – Earmarked		2 622 441
UNITED NATIONS POPULATION FUND		
Strengthening regional institutions to conduct relevant research on regional and national agendas		51 147
Development of policies favouring young people at social risk at the regional level – El Salvador		56 850
Support to global health and human trafficking – phase II		50 000
Total: United Nations Population Fund – Earmarked		157 997
UNITED NATIONS STABILIZATION MISSION IN HAITI		
Rehabilitation and improvement of urban environments		6 293 483
Rehabilitation of infrastructures and improvement of urban environments to mitigate community violence in Haiti – phase II		941 038
Haiti transition initiative		79 666
Total: United Nations Stabilization Mission in Haiti – Earmarked		7 314 186
UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY		
United Nations joint programme on integrated highland livelihood development in Mae Hong Son – Thailand		226 519
Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked		226 519
WORLD BANK		
Administrative and technical assistance for government programmes – Argentina		2 264 709
Access to finance and capacity-building for earthquake-affected micro- and small enterprises project – Indonesia		1 652 881
Protection of lands and property of the displaced population – phase III (PLPD 3 – WB) – Colombia		700 000
HIV prevention among labour migrants in the Central Asia region – Kazakhstan		501 670
Health and psychosocial assistance programme in Indonesia		290 176
Implementing the free movement of skills: collection and sharing of migration-related data in the Caribbean		50 000
Improved management of labour migration in Kyrgyzstan		46 305
Assistance to support the programme of transport infrastructure and sustainable development – Argentina		35 000
Preventing and eradicating child labour in migrant families – Argentina		31 052
Total: World Bank – Earmarked		5 571 793
WORLD HEALTH ORGANIZATION		
Facilitating tuberculosis control in remote populations in Savannakhet and Champasak provinces – Lao People's Democratic Republic		148 730
Health-specific behaviour change communication and awareness campaigns for potential outbreaks – Pakistan		60 000
Provision of mental health emergency services to the earthquake-affected population of Balochistan – Pakistan		4 769
Situation report on international migration in Thailand		3 000
Total: World Health Organization – Earmarked		216 499
WORLD FOOD PROGRAMME		
Karamoja food security and community stabilization programme – Uganda		2 143 800
Inter-agency lake transport service in Katanga, Democratic Republic of the Congo		391 415
Emergency humanitarian assistance to mobile and vulnerable populations		195 724
Inter-agency river transport service Equateur–Mbandaka, Democratic Republic of the Congo		107 856
Emergency humanitarian assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		103 135
Food assistance support to mobile and vulnerable populations – Zimbabwe		55 394
Funds received in 2010 – to be allocated		25 656

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT (OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
WORLD FOOD PROGRAMME (continued)		
Assistance to internally displaced persons in Côte d'Ivoire (EIH)		24 467
Joint nutrition and livelihoods programme for people living with HIV (PLHIV) in Mon State, Myanmar		20 258
Nutritional support to vulnerable HIV and tuberculosis patients in Mon State, Myanmar (NSHIP 10)		18 508
Humanitarian assistance for the returned migrants from South Africa through the Beitbridge border post, Zimbabwe		8 741
Humanitarian assistance to returned migrants from Botswana		6 308
Humanitarian assistance to returned migrants from Botswana		3 793
Total: World Food Programme – Earmarked		3 105 057
WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION		
Seconded staff – Geneva		50 891
Total: World Intellectual Property Organization – Earmarked		50 891
Subtotal: United Nations organizations		121 457 322
PRIVATE SECTOR		
Fondo de Prevención Vial – Civic education and reintegration activities for former combatants (CERA)		505 973
International Foundation for Electoral Systems – Out-of-country registration and voting (OCVR) Southern Sudan		494 708
University of Uruguay – Cooperation agreement with the university of Uruguay		399 102
Fiduciaria de Occidente – Labour profiles for former combatants in Colombia		334 954
Fundación Coltabaco – Improve the livelihood of former combatants in the north coast – Colombia		305 364
Fundación Carcafe - Sustainable development programme for Nariño's coffee growers' families who are victims of armed conflict – Colombia		262 957
The Clinton Foundation – Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		250 000
Ronald A. Chisholm Limited – Selection, preparation and mobilization of migrant workers for companies – Quebec, Canada		233 440
GRM International Limited – Agricultural inputs support to mobile and vulnerable populations – Zimbabwe		196 807
Fundación Semana – Community-oriented reintegration of former combatants (COREC)		192 308
MacArthur Foundation – World migration report 2010 – Geneva		150 000
University of Lanus – Technical cooperation among developing countries		138 090
Colegio Euroamericano – Management of funds to transfer qualified human resources and humanitarian mobilization		115 660
First for Women Trust – Support and assistance to victims of trafficking in South Africa		109 395
Migration Policy Institute (MPI) – Staff secondment to MRF Bangkok		106 700
Läkarmissionen – Capacity-building for medical and psychosocial care of victims of trafficking – Republic of Moldova		83 078
GRM International Limited – Minimizing the social exclusion of mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		81 684
Nederlands Interdisciplinair Demografisch Instituut (NIDI) – Central European forum for migration research – Warsaw		68 172
Fundación La Caixa – co-financing to Moroccan migrants resident in Catalonia – Morocco		66 934
Creadel – Recreational and counselling centre for families in Baalbeck (DARI 2010)		64 800
AmeriCares Foundation – Health referrals and assisted returns programme (HRAR)		63 000
University of Newcastle – Exploring livelihood options for trafficked women in Nepal		53 054
Argos Foundation – Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		50 000
AmeriCares Foundation – Health referrals, transfer and hospital discharge for flood-affected population, Pakistan		45 000
Canadian contract – Facilitated labour migration of low-skilled workers from Mauritius to Calgary – Canada		43 450
Toyota Foundation – Facilitation of sustainable migration		39 074
CIVIPOLE Conseil – Funds received in 2010 – to be allocated		34 607
Nathan Associates Inc. – United States technical assistance and training held in Indonesia – phase II (GPR-ASEAN)		27 913
Greek businessmen – Supporters of anti-trafficking initiatives (SATI)		22 665
One is Greater than None Inc. – Partnership project to support trafficked children in Ghana		17 200
Western Union Foundation – Reintegration assistance for 15 victims of trafficking in Ukraine		15 000
Fruits Queralt S.L. – Facilitated labour migration of low-skilled workers from Honduras to the company Fruits Queralt in Spain		11 472
Mitsui & Co. Ltd. – Support programme to facilitate school education for foreign children in Japan		10 905
Private donations – Partnership project to support trafficked children in Ghana		8 986
Responsabilidad y Reputación Corporativa (RRC) – Young beneficiaries of the Colombian Institute of Social Welfare		7 895
GRM International Limited – Health assessment programme – Australia (self-payer)		4 861

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
PRIVATE SECTOR (continued)		
Clifford Chance LLP – Cooperation – the path to integration (2009 programme), Poland		4 611
Private donation – Donations for a counter-trafficking programme in the Republic of Moldova		4 147
Corporación Andina de Fomento – Preventing and eradicating child labor in migrant families – Argentina		3 428
Private donations – MRF Islamabad project development		2 816
Private donations – Emergency assistance to the Haitian population affected by the earthquake of January 2010 (EAEH)		2 612
Private donation – Emergency assistance to mobile and vulnerable populations in Zimbabwe		2 415
Maple Leaf Foods – Labour migration of low-skilled workers from Mauritius to Canada – refund		2 318
Private donation – Sponsoring of trafficked children in Ghana		2 288
The Brookings – Funds received in 2010 – to be allocated		1 255
Center for Applied Linguistics – Medical screening self-payers – Moscow		1 218
University of Toronto – An international study of inter-state cooperation in the field of migration – refund		(8 290)
Maple Leaf Foods – Labour migration of low-skilled workers from Mauritius to Canada – refund		(127 333)
Subtotal: Private sector		4 506 692
VOLUNTARY AGENCIES AND OTHER ORGANIZATIONS		
Community Chest of Korea – Transitional shelter support to internally displaced persons in Haiti		3 000 000
The ACP observatory on migration (APCOM) – Intraregional migration data and research management		2 621 492
American Red Cross – Stabilization and support for earthquake-affected internally displaced persons in Haiti (SHCSE)		1 268 548
American Red Cross – Community water and sanitation in Aceh, Indonesia		995 456
International Institute for Democracy and Electoral Assistance – Enhanced electoral democracy support – Belgium		638 541
Saudi Charity Campaign – Construction of exemplary housing in Sri Lanka		563 388
Stichting Duurzaam Texel – Post-arrival counselling, referral and reintegration support (CRRS) project		539 957
Croix-Rouge Genevoise – Joint pilot project on assisted voluntary return and reintegration		456 064
Swedish Red Cross – Family reunification resettlement cases to Sweden		358 266
Chemonics International – Communication outreach to earthquake-affected internally displaced persons – Haiti		248 399
Suchasnyk – Strengthening national mechanisms and capacities for elimination of trafficking in children – Ukraine		228 173
Asian Development Bank – Improvement of infrastructure in Labuy – Indonesia (IRIL)		193 664
United Methodist Committee on Relief – Disease surveillance and outbreak response among internally displaced persons		191 814
Soroptimist International – Prevention of trafficking in women in the Republic of Moldova		165 988
Asian Development Bank – Construction of booster pump station in Seunedon, Banda Aceh, Indonesia		148 570
United States Association for International Migration (USAIM) – Petit-Goâve library project – Haiti		142 500
Chemonics International – Belle Fontaine ravine treatment – Haiti		129 309
Fedesmeraldas – Improvement of living conditions for communities – Colombia		116 253
Asian Development Bank – Integrating human trafficking and safe migration into regional cooperation (IHTSM)		108 159
CANADEM – European Union election observation mission (EU EOM) to Sudan 2010		101 986
United Methodist Communications – Shelter and water and sanitation provision for Vanni internally displaced persons (SHARE)		100 000
Family Health International – Capacity-building on HIV and drug-related issues for returnee labour migrants (HPI)		80 747
Gaddafi International – Assisting the Libyan Arab Jamahiriya in migration challenges through the activities of the IOM reception and information migration centre		80 554
Second Ibero-American Forum on Migration and Development – FIBEMYD, El Salvador		67 014
AECOM International – CORE – livelihood development for vulnerable populations in Sri Lanka		62 959
Asia Pacific Smart Card Association – Capacity-building in identity management – passport examination procedure manual (PEPM)		49 178
Southern African Migration Project (SAMP) – Migration dialogue for Southern Africa (MIDSA)		47 483
Tømmer og Byggfagforeningen – Empowering Polish construction workers		40 908
Asian Development Bank – Interregional dialogue to improve knowledge on remittances in South-East Asia and Europe		40 000
International Trust Fund – socio-economic reintegration programme for mine victims in Azerbaijan		37 342
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) – Labour market and business survey in Georgia		35 941
Cooperation between the Institut de Recherche pour le Développement, the Ministry of Foreign Affairs of Colombia and IOM for the CIDESAL project		31 632
CARE – Building resilience: health, safety and livelihoods of female informal cross-border traders in south Zimbabwe		31 429
Intergovernmental Authority on Development (IGAD) – Capacity-building in migration and border management		30 000
International Trust Fund – socio-economic reintegration programme for mine victims in Armenia		29 483
European University Institute – Research in migration – Southern and Eastern Mediterranean and sub-Saharan countries		29 202

**LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT
(OPERATIONAL PROGRAMMES) (continued)**

	<u>Unearmarked</u> (USD)	<u>Earmarked</u> (USD)
<u>VOLUNTARY AGENCIES AND OTHER ORGANIZATIONS (continued)</u>		
Organization of American Society – Development of training materials related to trafficking in persons – Plurinational State of Bolivia		25 868
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) – Promoting migration and integration in Europe		25 465
Asian Development Bank – Funds received in 2010 – to be allocated		20 476
Asian Development Bank – Implementing the Greater Mekong Subregion human resource development framework		20 000
Norwegian Refugee Council – Election observation mission in the Plurinational State of Bolivia 2009		17 536
Council of Europe – Repatriate awareness-raising of Meskhetian in Azerbaijan and the Russian Federation		17 358
International Centre for Migration Policy Development (ICMPD) – Linking emigrant communities		16 623
Ethno-Medical Center – AIDS and mobility in Europe 2007–2010		15 594
Chemonics International – Workplace-based prevention and support services for high-risk individuals in Viet Nam		14 766
Association for Moldovan Children – Support to vulnerable children and families in the Republic of Moldova (ISVC)		14 520
Red Cross Sion – Reimbursement movements		14 339
Promotion of resettlement in the European Union		14 311
Caritas – Reimbursable transportation and other costs		13 181
Caritas – Reimbursable transportation and other costs		12 252
International Trust Fund – Community-based small business for Azerbaijan mine survivors		11 310
Caritas – Reimbursement movements		11 287
Caritas – Funds received in 2010 – to be allocated		11 067
International Rescue Committee – Support for inter-agency review of protection from sexual exploitation and abuse (PSEA)		10 000
Caritas – Reimbursement movements		7 083
Caritas – Reimbursable movements from/to Switzerland		6 407
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)– Training on standard operating procedures for victims of trafficking – Pristina		6 265
Centre Social Protestant – Reimbursement movements		6 008
Norwegian Refugee Council – European Union election observation mission to Ecuador 2009		5 539
United States Association for International Migration/IOM – Sponsorship of trafficked children in Ghana		5 336
Caritas – Reimbursement movements		5 208
Soccorso Operaio Svizzero (SOS) – Reimbursable transportation and other costs		5 066
Red Cross – Funds received in 2010 – to be allocated		4 956
Red Cross Canton of Bern – Reimbursement movements		4 827
Norwegian Refugee Council – European Union electoral observation mission to the Plurinational State of Bolivia 2009		4 752
Swiss Red Cross Bienne – Reimbursement movements		4 278
United States Association for International Migration/IOM – Partnership project to support trafficked children in Ghana		3 492
Caritas Obwalden – Reimbursable movements to/from Switzerland		2 623
British Council Ukraine – Eliminating racial and ethnic discrimination		1 988
Asian Development Bank – Programme support for HIV activities and infrastructure projects – Viet Nam		1 984
Red Cross St Galler Flüchtling – Reimbursement movements		1 810
Sexualidad Responsable AC – Trafficking in persons for sexual exploitation in Juarez city, Mexico		1 711
World Organisation Against Torture – Reimbursable movements to/from Switzerland		1 549
Anlaufstelle Baselland – Reimbursable movements to/from Switzerland		1 274
Intergovernmental Authority on Development (IGAD) – Pastoralism and HIV/AIDS in the Horn of Africa – refund		(2 331)
Empowering Women in All Areas (EWAA) – Counter-trafficking hotline in Abu Dhabi		(2 976)
International Trust Fund – Community-based small business for Azerbaijan mine survivors – refund		(58 721)
<u>Subtotal: Voluntary agencies and other organizations – Earmarked</u>		13 314 479
Subtotal schedule		1355 983 417
Promissory note		9 241 272
Net interest income	4 199 468	
Refugee, migrants, sponsors and others		52 118 167
Year-end net accrual adjustments		(92 573 732)
Total: unearmarked and earmarked revenue	6 489 949	1324 769 123
Unearmarked revenue		6 489 949
TOTAL: REVENUE – CONTRIBUTIONS AND OTHER		1331 259 072

GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA

Etats des produits et des charges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2010

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
PRODUITS		
FONAPAZ		
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	0	152
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	0	(4 197)
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	362 008	312 484
Programmes techniques – exécutif I – PTV	3 339	2 993
Programmes techniques – exécutif II – PTP	(1 254 705)	2 135 364
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODEFRO	(73 009)	223 524
	(962 367)	2 670 320
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	355 777	113 197
	355 777	113 197
Réévaluation du taux de change du solde reporté	49 293	(53 011)
TOTAL DES PRODUITS	(555 297)	2 730 506
CHARGES		
FONAPAZ		
PROSABIE	1 819	(71 515)
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	0	7 549
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	0	(4 197)
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	143 411	182 663
Programmes techniques – exécutif I – PTV	30 981	217 273
Programmes techniques – exécutif II – PTP	(462 571)	2 578 544
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODEFRO	0	(16 198)
Supervision – SUPERVISION	0	615
	(286 360)	2 894 734
SCEP		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	777 877	(524 259)
	777 877	(524 259)
TOTAL DES CHARGES	491 517	2 370 475
Excédent de charges pour l'exercice	(1 048 814)	360 031
Ressources reportées en début d'exercice		
FONAPAZ	1 294 146	1 571 571
SCEP	(232 347)	(869 803)
	1 061 799	701 768
Ressources reportées en fin d'exercice		
FONAPAZ	1 294 146	1 294 146
SCEP	(654 447)	(232 347)
	12 987	1 061 801

GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)

Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 2010

	2010 dollars E.-U.	2009 dollars E.-U.
ACTIF		
Avoirs bancaires et liquidités	10 203 690	12 457 165
Sommes à recevoir	7 357 849	6 921 810
TOTAL ACTIF	17 561 539	19 378 975
PASSIF ET FONDS		
Sommes à payer	17 548 552	18 317 174
Produits reportés en fin d'exercice	12 987	1 061 801
TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS	17 561 539	19 378 975

Remarque générale

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétariat à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; mise en place d'infrastructures, fourniture de services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournira une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre du FONAPAZ.

Politiques comptables

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient par conséquent excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les produits et les charges du Fonds fiduciaire sont présentés par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 7,97 au 31 décembre 2010 (contre 8,34 au 31 décembre 2009).

